

LE MONDE LIBERTAIRE

N°1870 MARS 2025 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



FEMINISMES



ÉDITO

MAUVAISES BRISES

Le monde change, le vent tourne, les paroles se libèrent, mais le vent, on le voit avec les girouettes, ça change parfois de direction. Les récentes élections américaines nous ont montré, s'il en était besoin, que rien n'est jamais acquis et que toutes les conquêtes sociales doivent se défendre. Constamment. Et surtout celles des féministes. À l'ère de #MeToo, alors qu'en France, le droit à l'IVG vient d'être constitutionnalisé, il reste encore de sacrés angles morts en ce qui concerne la condition féminine, les droits de plus de la moitié de l'humanité. Et les avancées conquises de haute lutte sont menacées.

Dans plein d'endroits de notre planète, des filles sont privées d'école, des femmes sont interdites de parler, de chanter, de marcher dans la rue. Par chez nous, une meurt sous les coups de son assassin de conjoint tous les trois jours. Dans les transports en commun, toutes ont eu affaire à un tripoteur pervers ou ont eu à faire face à des réflexions sexistes dans la rue. Tellement moins payées que leurs homologues masculins à travail égal... L'inventaire à la Prévert pourrait occuper tout le mensuel qu'on n'en aurait pas fini d'énoncer les crimes et les inégalités subis par les femmes, nos compagnes, épouses, filles, mères, amies, collègues...

C'est endémique, systémique et il va falloir plus d'un jour par an pour éradiquer ces saloperies. Le capitalisme, qui promet de tout gérer comme un « bon père de famille », on le sait, est intrinsèquement patriarcal. Construit sur des rapports de force inégaux, ça lui convient, le sexisme, il s'en nourrit, s'en renforce.

« *And how many times can a man turn his head / And pretend that he just doesn't see ?* » (et combien de fois un homme peut-il tourner la tête / Et faire semblant de ne pas voir ?) chantait Bob Dylan dans *Blowin' in the Wind*. Alors, quoi, les gars ? On continue d'attendre, de tergiverser, de relativiser, de jouer aux alliés du dimanche tant que ça ne remet rien en cause ou presque ? Ou bien, enfin, on cesse de cacher les oppressions sous le tapis du doute ou de l'euphémisation... Et on écoute, on aide, on croit. On soutient, on s'observe, on s'éduque...

Il faut attaquer frontalement le sexisme, ne lui laisser aucun répit où qu'il soit, femmes, hommes, non binaires, nous avons tous et toutes du boulot pour que viennent les temps qui changent.

Julien Caldironi
CRML

LE MONDE LIBERTAIRE

145, rue Amelot 7 5011 Paris

Direction
de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

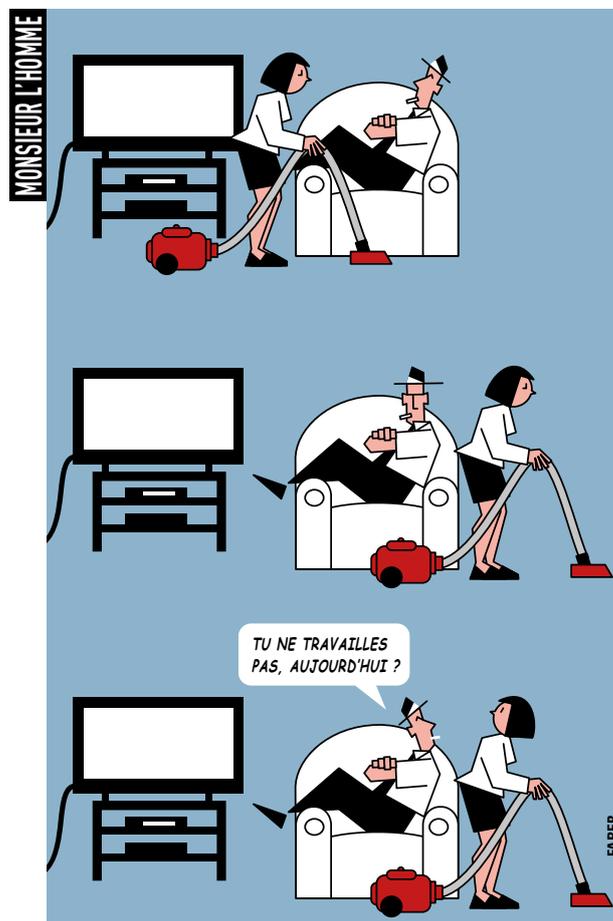
Dépôt légal :
1^{er} trimestre 1977

N°ISSN : 0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
22080280

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



LA CALOTTE À BAS LA SOUTANE SALE

Tu peux penser ce que tu veux, bien sûr, camarade. Tu peux même, dans tes rêves les plus fous, prier un dieu d'amour et de charité. Si tu te sens seul, tu peux entrer en religion, y trouver une communauté de bonnes gens toutes prêtes à t'accueillir pour peu que tu te montres repentant (même si tu ne sais pas de quoi). Tout est prêt pour t'accueillir à bras musclés et ça pue fort la testostérone dans les couloirs des monastères et des écoles religieuses.

Tout est prêt, oui. Et même si les pires saloperies pédo-criminelles s'y déroulent loin des regards laïques, complices ou pas, les tenants du pouvoir spirituel s'y entendent bien avec ceux du pouvoir politique. La machine autoritaire est bien huilée et l'omerta est la règle.

Mais là, Bétharram, tu connais ? Et combien de Bétharram ? Combien de victimes et combien d'ordures en soutane ?

Et jusqu'à quand le Premier sinistre va-t-il pouvoir se cacher ?

Voilà bien un monde qui fait souffrir les enfants comme les femmes, ces vrais frères et sœurs que ce maudit patriarcat maltraite depuis si longtemps. Et ce serait mal de sentir en soi le souffle de la révolte ? Plus que jamais, ni dieu ni maître !

Philippe Pouchat



HOMMAGE À ADRIA MARZOCCHI

En France, le nom d'Umberto Marzocchi est connu depuis longtemps. Le livre de Giorgio Sacchetti *Sans frontière*, publié récemment aux Éditions libertaires, qui retrace la vie mouvementée de cet infatigable agitateur permet aux jeunes générations de se familiariser avec lui. Mort en 1986, il a laissé dans sa ville de Savona un groupe anarchiste actif et une famille unie, toujours acquise à ses idées.

Aujourd'hui, ce nom a de nouveau été mis à l'honneur dans les rues de cette cité de Ligurie, avec des discours et des chants révolutionnaires. Les anarchistes savonneses ont rendu hommage à Adria Marzocchi, fille aînée d'Umberto, morte à l'âge de 102 ans.

Une jeunesse en exil

Cette femme, née le 1^{er} janvier 1923, en aura traversé des épreuves. Très jeune, elle doit fuir l'Italie avec son père, sa mère Elvira Angella et sa petite sœur Marisa pour trouver refuge en France. La famille s'installe à Lille, Umberto ouvre une librairie qui sera très vite un rendez-vous pour les activités anarchistes. Les fillettes vont à l'école et y apprennent le français, langue qu'Adria parlera toute sa vie, passant de sa langue maternelle à cette langue qu'elle affectionnait tant. Elle adorait la littérature française ainsi que le cinéma, elle allait voir les films, lorsque c'était possible, avec sa cadette et son cousin Dado. Vers 15 ans elle prend des cours de théâtre à Paris où la famille s'est installée, elle en développera une passion qui l'accompagnera toute son existence.

À Lille, elle apprend la solidarité avec les anarchistes français, italiens, belges et tous les autres réfugiés. Elle aimait se souvenir de ces moments difficiles, mais aussi pleins de rencontres. Elle n'oubliera jamais les faux noms, toujours différents, adoptés pour ne pas être identifiés par la police, les nombreux épisodes dignes des pages d'un roman qui avaient caractérisé sa jeunesse ainsi que les voyages à la campagne avec les anarchistes et des socialistes, réfugiés comme eux.

Les années de feu

En 1936, Umberto part en Espagne, afin de participer à cette révolution pleine

d'espoir. Durant son engagement dans la milice Durruti, sa famille vivait dans la peur de le perdre. Puis, à partir de 1938, vient le tournant restrictif de la politique d'émigration en France, qui contraint les exilés antifascistes à fuir ou à rejoindre la Légion étrangère, ce que fit Umberto. Ce furent des années d'attente et de souffrances très dures.

La Seconde Guerre mondiale ajoute à leur malheur, alors qu'Umberto participe à la Résistance, elles n'ont d'autre solution que de retourner en Italie. Elles quittent donc Paris juste avant l'arrivée des troupes nazies, parcourant plus de 300 km à pied, sous les bombardements, tourmentées par l'angoisse constante d'être exposées à d'éventuels actes de violence, en tant que femmes, alors âgées respectivement de 40, 17 et 14 ans. Cette terrible expérience les a profondément marquées. À tel point que, les années suivantes, évoquant la période de guerre, Adria ira jusqu'à dire qu'elle avait plus peur des hommes que des bombes.

En février 1941, elles arrivent, après de terribles épreuves, à Savona, elles retrouvent là une partie de la famille. Adria est une jeune femme, et tout comme le reste de ses proches, elle fait siennes les idées de son père.

Une longue vie avec les anarchistes

Ce n'est pas un hasard si, en 1953, elle choisit pour mari un résistant au régime fasciste, Stelio Casati, mort beaucoup trop jeune et qui restera l'amour de sa vie.

Elle ne sera jamais une militante au sens qu'on lui connaît, c'est pourtant en partie grâce à son dévouement qu'Umberto trouvait assez de temps pour faire le travail monumental qu'il abattait. Sans

être activiste, elle participait parfois à des réunions, elle fut notamment membre de la délégation italienne au congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA) tenu à Paris en 1986. Adria intervenait de temps en temps de manière inattendue dans les réunions du jeune groupe Pietro Gori, apparaissant soudain sur le seuil du local pour avoir « *son mot à dire* » avec force et vigueur. Elle a toujours eu confiance dans les jeunes et aimait discuter avec eux, ne leur parlant pas uniquement d'anarchisme. De nature optimiste et joyeuse, elle savait redonner confiance dans les moments de crises. Avec son inséparable sœur, elles recevaient simplement et chaleureusement tous ceux qui frappaient à leurs portes, et ils étaient nombreux.

Dernièrement, elle se montrait très inquiète de la victoire de l'extrême droite en Italie. Elle disait « *les fascistes sont de retour, ils resteront encore 20 ans... je ne veux pas partir maintenant avec eux au pouvoir.* » Elle n'arrivait pas à croire que tout pouvait recommencer, comme alors.

Che la terra vi sia leggera

Pour beaucoup d'entre nous, sa maison était un refuge, elle a tant fait, tant donné. Elle laisse derrière elle la trace de son engagement, avec le groupe Pietro Gori, dont sa fille Tiziana est adhérente de longue date. Ils portent bien haut le drapeau rouge et noir et participent à toutes les luttes. Adria les soutenait toujours, notamment lors de la création du collectif *Doposcuola* (après l'école) pour le soutien aux immigrés qui subissent de plein fouet la politique xénophobe italienne.

Groupe anarchiste Pietro Gori
FAI Savona

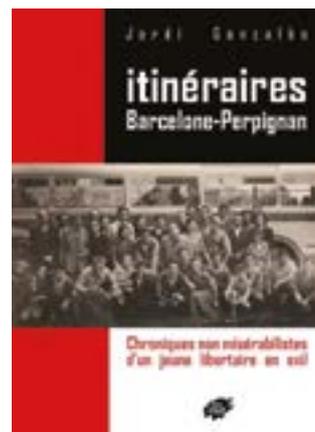
JORDI GONZALBO

AVEC COURAGE ET ALLÉGRESSE, SUR LA BRÈCHE JUSQU'À LA FIN



Deux livres écrits par Jordi Gonzalbo : *Itinéraires Barcelone-Perpignan. Chroniques non misérabilistes d'un jeune libertaire en exil.* Éditions ACL, 2013, 138 pages, 10 euros.

Une joyeuse mélancolie. Billets d'humeur envoyés au journal L'Indépendant. Balzac éditeur, 2024, 116 pages, 15 euros.



Le jeudi 26 décembre, alors qu'il ne restait plus qu'une semaine avant de fêter ses 95 ans, Jordi Gonzalbo est décédé à Perpignan. Sa figure est un exemple clair de ces compagnons qui, par la modestie propre à ceux qui évitent de se mettre en avant, sont toujours en première ligne lorsque la lutte libertaire l'exige.

Il était né en 1930 dans le populaire quartier gothique de Barcelone, dans un environnement familial marqué par l'incarcération répétée de son père et de sa mère en raison de leur militantisme à la CNT. En 1938, il a rejoint la France avec sa mère qui s'est installée à Perpignan, à quelques kilomètres de la frontière espagnole. Quelques années plus tard, Jordi, qui avait appris un métier dans le secteur du bâtiment, s'est intégré à la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) et, avec d'autres jeunes, ils ont constitué un groupe authentiquement d'affinité qu'ils ont appelé « le groupe de Perpignan ».

Avec les compagnons luttant en Espagne

En 1962, lorsque la FIJL est devenue le principal soutien de la lutte frontale menée par la Défense Intérieure (D.I.) contre la dictature franquiste, la proxi-

mité de la frontière espagnole et le dynamisme du groupe de Perpignan ont fait de ce dernier l'un des principaux canaux d'introduction de la propagande libertaire en Espagne. Le groupe maintenait les contacts avec les compagnons de l'« intérieur » et organisait la réception des compagnons ayant fui l'Espagne.

En particulier, Jordi et sa compagne Jeanine Lalet entreprenaient avec une certaine fréquence ce qu'un de leurs livres a qualifié d'« Itinéraires Barcelone-Perpignan ». Des itinéraires où des dangers importants guettaient. C'est ainsi, à titre d'exemple anecdotique, que Jordi et Jeanine ont participé au passage clandestin en France de celui qui, il y a un peu plus d'un demi-siècle, fut ministre des Universités, le sociologue Manuel Castells.

Mais le danger ne menaçait pas seulement sur le territoire espagnol, c'est en France que Jordi a été arrêté en 1963 par la police française dans le cadre d'une vaste rafle. Cette action du gouvernement français visait à neutraliser la FIJL et les compagnons les plus vétérans, tels que Cipriano Mera, pour leur lutte frontale contre le franquisme. Cependant, cette vague répressive n'a pas dissuadé Jordi de lutter contre Franco, de sorte que le groupe de Perpignan a maintenu son activisme tout au long des années soixante et a intensifié son activité de soutien à la reconstruction du tissu libertaire à l'« intérieur » au début des années soixante-dix et durant les premières années de la transition.

Avec les compagnons français

Une caractéristique qui a marqué Jordi Gonzalbo et qui, malheureusement, n'était pas très fréquente dans l'exil libertaire espagnol était sa participation au mouvement libertaire français en s'intégrant dans les rangs des « Jeunes libertaires ».

Une autre de ses particularités était sa collaboration assidue à la presse française, alimentant pendant environ quinze ans la colonne du « Courrier des lecteurs » du journal *L'Indépendant* avec de petits articles magnifiquement écrits et non dépourvus d'humour.

Déjà entré dans la tranche des 90 ans, Jordi a continué à soutenir les activités libertaires en assistant aux événements culturels et aux manifestations revendicatives, et il n'a jamais manqué, par exemple, à la rencontre festive annuelle organisée par la CNT française à Perpignan.

Nous sommes nombreux et nombreuses à le regretter.

**Un attristé Tomás Ibáñez,
Barcelone, décembre 2024
Traduction : Daniel Pinós**



CONTRE LE NUCLEAIRE ET SON MONDE

L'opposition au nucléaire et à son monde est une des campagnes fédérales de la Fédération anarchiste. Lutter contre la mise en œuvre du programme nucléaire français, c'est contester l'État et sa technocratie, refuser de se laisser imposer ce qui serait un « progrès », au nom d'une science non faite, ou mal faite, c'est condamner le système capitaliste, les dominations sociales et la société de consommation.

La construction de nouvelles centrales nucléaires (EPR2) est une des priorités du gouvernement, au service du lobby nucléocrate (EDF, Orano...). Alors que seule la centrale Flamanville 3 (le fameux EPR) a été construite ces dernières décennies, l'heure pour la nucléocratie est à la mise en chantier de ce programme, avec pour priorités l'aboutissement des installations de stockage de déchets hautement radioactifs, le projet CIGEO de l'Andra, dans le sous-sol de Bure (55), et la construction de nouvelles piscines de stockage (projet transféré d'EDF à Orano) sur le site de La Hague (50). Ces deux projets de stockage sont prioritaires, car les capacités de stockage actuelles sont saturées, au mépris des règles de sécurités prévues.

Les organismes en charge des ces projets, ANDRA dans la Meuse, et Orano dans la Manche, achètent des terres discrètement, en les payant généreusement à des propriétaires souvent âgés, et sans perspectives de reprises de leurs terres agricoles. La mise en activité de ces structures de stockage est nécessaire à la poursuite de l'activité de la filière nucléaire, car les centrales en activité ne cessent de produire de nouveaux déchets. L'engorgement guette.

Pour une médaille olympique en... uranium ?

L'industrie nucléaire française a toujours traité la question des déchets produits avec désinvolture, allant jusqu'à laisser penser qu'au fond il n'y en avait pas, et que les matières irradiées pourraient être retraitées, et valorisées... Plus tard... Un « non-problème », au point qu'il a pu être dit que les déchets radioactifs étaient si peu volumineux qu'on pourrait les stocker dans une piscine olympique! À la Hague, c'est la construction de plusieurs piscines olympiques qui est à l'ordre du jour.

C'est pourquoi il est si important de s'opposer à ces deux projets. Parce que les bloquer permet de retarder les autres chantiers à venir et oblige à réfléchir et à faire connaître la réalité des masses de déchets générés par l'industrie nucléaire. Parce que, à l'heure où le prix de l'électricité produite par les renouvelables ne cesse de baisser, quand le prix de celle fournie par le nucléaire ne cesse de grimper, d'autres choix s'imposent. Ces choix ne pourront plus être financés quand les ressources auront été vampirisées par l'ANDRA, EDF et Orano, à leur seul bénéfice.

Des informations plus détaillées viendront dans un prochain numéro du *Monde Libertaire*. Dans l'attente, et ce n'est pas parce que les médias n'en parlent pas qu'il ne se passe rien, voici quelques brèves, et annonces sur les combats à mener.

Projet Cigéo à Bure (55) porté par l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, dont la mission est de « mettre en sécurité les déchets produits en France pour protéger les générations futures ». Il y a donc bien des déchets et un enjeu de sécurité.

Le projet Cigéo, Centre industriel de stockage géologique a pour objectif de stocker les déchets nucléaires de haute et moyenne activité à vie longue. Ce qui représente 3% des déchets nucléaires produits en France aujourd'hui : 85 000 mètres cubes à enfouir dans des galeries souterraines. La durée de vie de certains de ces déchets est de plusieurs milliers d'années. Pas certain que les « générations futures » soient heureuses de ce cadeau éternel.

Le projet Cigéo a été reconnu « d'utilité publique » par le Conseil d'État en 2022. L'ANDRA peut donc désormais faire procéder à des expulsions. Après la manière fric, voici venue la manière forte. L'opposition s'organise. Pour se tenir informé, rien de mieux que de consulter régulièrement le site <https://bureburebure.info/>. Quelques-une des actions à venir :

> 4 mars 2025, un Carnaval festif est organisé pour Mardi gras.

C'est aussi le jour où un juge d'expropriation est censé venir visiter le terrain de la Gare de Luméville! La procédure d'expropriation n'est qu'une étape avant les risques d'expulsion qui menaceront la Gare dans l'année qui vient.

Rendez-vous à 8 h 30 devant la mairie de Mandres-en-Barrois!

> Du 22 au 23 mars, week-end anti-répression à la maison de résistance à Bure (55)



Projet de construction d'une piscine d'entreposage de combustibles à La Hague (50) par Orano (anciennement Areva).

Rien de tel qu'un petit tour par le site d'Orano pour se renseigner et comprendre. On y apprend qu'une piscine nucléaire est un lieu d'entreposage en toute sécurité des combustibles fortement irradiés avant leur traitement.

Orano prétend que l'actuelle piscine va bien (jamais de fuites?), que la capacité de stockage peut encore être étendue (sans risque?). Dans l'attente d'une nouvelle piscine pas indispensable, mais quand même nécessaire si on comprend bien, la durée de vie de l'actuelle piscine qui aurait dû être démantelée prochainement, est prolongée jusqu'en 2040.

Le Nord-Cotentin, territoire fortement nucléarisé: Flamanville 1 et 2 puis 3 (l'EPR qui n'en finit pas de démarrer), plus l'usine de retraitement de La Hague, a été arrosé d'argent radioactif. Les moindres communes ont elles aussi leur piscine (voir Les Pieux), et l'économie de ce département pauvre et peu peuplé est sous perfusion. Les populations, les communes... tout le monde mange et vit nucléaire. Pourtant, à l'annonce du projet de nouvelle piscine, ou plutôt **des** nouvelles piscines, puisqu'il semble qu'Orano en prévoit 3, les habitants ont commencé à trouver que ça faisait beaucoup, et que le Nord-Cotentin n'était pas une poubelle. Difficile de s'afficher comme antinucléaire dans le secteur, mais le consensus se fait pour dire : c'est assez! C'est ainsi qu'est né le collectif « Piscine Nucléaire Stop » en novembre 2021.

<https://piscinenucleairstop.fr/>

> **Haro : Les 18, 19, 20 juillet 2025**, Piscine Nucléaire Stop organise 3 jours de rencontres, discussions, actions, sur la question des déchets nucléaires et des territoires. 3 jours pour se réunir,



partager peurs, colères, et joies. Avec un cri de ralliement **HARO!**

Organisation pour le printemps qui vient, en Bretagne et Normandie, d'un Info-tour antinucléaire :

Les militant(e)s à l'origine de cette initiative souhaitent créer des opportunités de rencontres et de discussions antinucléaires au cours du printemps (avril, mai, juin).

Une partie de la présentation de leur projet :

> Face à la relance du nucléaire, à la prolongation de la durée de vie des réacteurs existants, aux travaux de terrassement déjà entamés à Penly et à la connexion au réseau de l'EPR de Flamanville.

> Face au projet de poubelle nucléaire CIGÉO, dont la mise en œuvre avance du côté de Bure (Meuse).

> Face à une répression spécifique (ex-Malfaiteureuses de Bure, Association malfaiteurs de POMA contre un

sous-traitant du nucléaire, fichiers spécifiques aux militant.es antinuke...).

> Face aux crédits faramineux alloués à la recherche sur les mini-réacteurs (SMR).

> Face aux opérations de séduction auprès de la jeunesse pour se former dans les métiers du nucléaire.

> Face aux projets de trois piscines supplémentaires de déchets nucléaires à la Hague portés par Orano.

Nous souhaitons organiser un info-tour dont les intentions sont :

> Relancer des foyers de lutte antinucléaire (ou remobiliser les existants).

> Mobiliser en vue des rencontres estivales à la Hague et renforcer la lutte contre ses piscines nucléaires.

> Trouver de nouvelles pistes pour soutenir la lutte à Bure et s'attaquer aux entreprises profiteuses de ce projet.

Etc. !

Pour s'informer, se joindre à l'organisation et participer : infotour-antinuk-2025@riseup.net

**Nicolas
Groupe Gaston Leval**

TEXTE D'APPEL PROPOSÉ PAR LA MARCHE DES SOLIDARITÉS

SAMEDI 22 MARS : JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE RACISME ET CONTRE LE FASCISME

Nous appelons les progressistes de la planète, individus comme mouvements, toutes celles et tous ceux qui s'opposent au racisme et au fascisme, à se mobiliser pour construire une riposte unie à une menace mortelle pour nous toutes et tous.

Nous devons affronter et vaincre ceux qui promeuvent la haine et la division et le faire avec de larges mouvements fondés sur la diversité, la solidarité et l'unité.

Nous appelons à une journée mondiale d'actions contre le racisme et le fascisme, dans les villes du monde entier, au nord comme au sud, samedi 22 mars 2025 et autour de cette date, à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme.

Il y a des moments dans l'histoire où il faut se lever et faire entendre sa voix, et nous sommes dans un tel moment. La situation est grave et urgente, mais nous sommes la majorité ; nous pouvons gagner. **iNo Pasarán !**

L'heure de la riposte !

Nous ne voulons pas vivre dans une société qui autorise la violence, le racisme, la discrimination, qui nous sépare ou nous oppose en fonction de l'endroit où l'on est né !

Nous vivons ensemble, chaque jour, et voulons continuer à le faire librement, dans l'égalité, la justice et la solidarité.

Nous avons la volonté commune de mener le combat essentiel pour l'égalité des droits pour toutes et tous, pour la justice sociale contre le fascisme et contre le racisme sous toutes ses formes.

Notre détermination est à la hauteur de nos ambitions ! Forts et fortes de notre unité, obligeons le pouvoir à renoncer à ses politiques violentes d'exclusion qui jettent dans l'extrême précarité sociale et administrative un grand nombre de personnes étrangères, quel que soit leur statut, travailleuses et travailleurs avec ou sans titre de séjour, familles, femmes, étudiant-es, mineur-es isolé-es, exilé-es, en demande d'asile ou débouté-es.

Nous appelons à soutenir les luttes en cours, celles des jeunes, à Paris et sur tout le territoire, celles des femmes en lutte pour leur hébergement, celles des travailleurs et travailleuses en lutte pour leur régularisation et le renouvellement de leur titre de séjour.

Nous appelons à construire les conditions d'une mobilisation unitaire d'ampleur combinant, dans toute leur diversité, nos différentes ressources et répertoires d'actions.



C'est pourquoi :

- Nous appelons les immigré-es, avec et sans-papiers à rejoindre les collectifs de sans-papiers et/ou les organisations syndicales sur leur lieu de travail.
- Nous appelons toutes et tous à rejoindre les réseaux de solidarité, les collectifs, les associations sur votre ville, votre quartier, à rejoindre les syndicats sur votre lieu de travail.
- Nous appelons à faire converger ce mouvement dans la rue le samedi 22 mars dans le cadre de la journée internationale contre le racisme.

Toutes et tous ensemble, agissons, uni-es, pour un autre projet de société, humaniste, solidaire et égalitaire contre le racisme, l'exclusion et l'exploitation.



CNT-SO 13

RÉPRESSION SYNDICALE À MARSEILLE : SOUTIEN À WALTER

La CNT-SO vient de relancer la campagne de solidarité pour soutenir financièrement le camarade syndicaliste Walter, toujours victime de la répression syndicale plus de 5 ans après la grève du Nouvel Hôtel Marseille Joliette.

Cinq ans après la grande grève de 2019 (NH Collection Marseille), le camarade syndicaliste Walter est victime de la répression judiciaire et policière, avec une condamnation définitive de plus de 14 000€ pour une procédure injuste !

Grève du NH Collection Marseille : la répression continue, la solidarité aussi !

En 2019, les femmes de chambre travaillant à l'hôtel ont mené un mouvement de grève reconductible de 167 jours pour l'amélioration de leurs conditions de travail et une meilleure rémunération et considération de la part de leur patron, la multinationale des services ELIOR. En plus de l'acharnement antisyndical de l'employeur, cette lutte aura subi une répression constante des forces de police, qui auront tout fait pour briser le mouvement et déloger le piquet de grève.

Les grévistes et leurs soutiens ont eu à subir quotidiennement : contrôles d'identité répétitifs, cordon policier devant l'hôtel, poursuites pour « agression sonore » et convocations multiples au commissariat ne débouchant sur aucune procédure sérieuse...

Le 8 juin 2019, avec une nouvelle descente musclée sur le piquet, les policiers provoquaient une bousculade confuse se terminant par de nouvelles

GAV pour quatre camarades, dont une femme enceinte de 7 mois !

La justice de classe a poursuivi la répression, sur la base de procès-verbaux policiers manifestement gonflés.

Pourtant, les accusations policières ont depuis fait largement pschitt : initialement poursuivis pour dégradation, violence volontaire contre personne dépositaire de la force publique, et rébellion... il ne restera finalement que les « dégradations » et la « rébellion » dans les réquisitions.

Après l'audience du 19 avril 2021, ce sont des condamnations pour « dégradation » qui ont été prononcées pour les 4 grévistes et syndicalistes. Nous avons une pensée émue pour la famille des vitrines affreusement dégradées par de la farine et autres substances nettoyables avec un seau d'eau...

Et comme il fallait tout de même un coupable, la rébellion aura été retenue à l'encontre du seul homme du quatuor

qui a écopé de la peine la plus lourde et qui doit maintenant faire face à de lourds dommages et intérêts pour de supposées séquelles de cette arrestation violente par les agents.

Nous ne ferons pas de commentaires... Nous constaterons cependant que **la plainte pour le tabassage de notre camarade au commissariat aura, elle, été classée sans suite...**

Face à cette répression qui se poursuit, avec son lot de frais de justice, **la CNT-SO 13 appelle à relancer la solidarité, en participant massivement à ce pot de soutien en ligne sur papayoux-solidarite.com.**

Malgré toutes ces péripéties, l'équipe syndicale du NH Collection est restée debout et a même pu signer un accord satisfaisant une partie des revendications de 2019 avec le nouveau sous-traitant. La lutte paye !

CNT-SO 13





GRÈCE

UN PAYS EN ÉBULLITION

CE N'ÉTAIT PAS UN MALHEUR ARRIVÉ PAR HASARD, C'ÉTAIT UN CRIME!

23 février 2023, une collision entre un train de voyageurs et un train de marchandises fait 57 victimes. Comme souvent dans les catastrophes ferroviaires on a « cherché le lampiste », en l'occurrence le chef de la gare la plus proche qui a été inculpé. Mais à la mi-janvier, un rapport d'expertise financé par les familles des victimes fuit, entraînant une vague de protestation dans toute la Grèce. Point d'orgue, des manifestations monstres le dimanche 26 janvier.

Ce dimanche, à Athènes, de nombreux manifestants ont été arrêtés et blessés. Parmi eux, notre camarade et ami Marios Lolos (photographe des convois solidaires et auteur de l'affiche de *L'Amour et la Révolution*) a été intentionnellement blessé à la tête par la police grecque. Plusieurs de nos compagnons de lutte ont été arrêtés et roués de coups (aux Propylées, près d'Exarcheia et devant le Parlement, en haut de la place Syntagma). Les valets du pouvoir ont fait preuve d'une peur panique face à l'arrivée d'une foule massive. Pendant ce temps, les médias occidentaux n'ont répété « comme des perroquets » que les chiffres ridicules et mensongers de la police grecque : 40 000 manifestants à Athènes et 80 000 dans toute la Grèce, alors que le nombre réel était autour de 250 000 à Athènes et plus de 500 000 dans toute la Grèce, soit 1/20^e de la population du pays. Sur ordre, plusieurs centaines de policiers ont d'abord tenté d'éloigner les journalistes indépendants qui témoignent en images de ces événements, de la violence de la répression et, parfois, des scènes de

torture au coin des rues. Comme d'autres vidéastes et photoreporters connus pour être proches du mouvement social, Marios était l'un des plus gênants, une fois de plus, avec son appareil photo et sa persévérance. Il a délibérément été visé à la tête par une grenade de désencerclement qui, heureusement, n'a explosé qu'après le rebond et pas contre sa tête. Sinon, Marios serait mort.

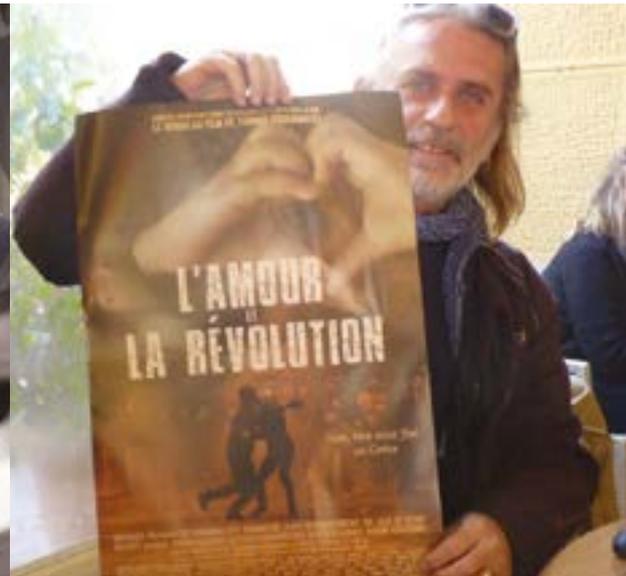
Depuis quelques mois, on ne compte plus les violences policières à Athènes et dans le reste de la Grèce. Mais la tension est encore montée d'un cran ce dimanche 26 janvier, alors que les manifestants deviennent toujours plus nombreux contre l'arbitraire, en particulier contre une justice bourgeoise douce avec les riches et dure avec les pauvres, et contre le niveau colossal de corruption dans tous les rouages du pouvoir.

Je n'ai pas d'oxygène

L'exemple le plus choquant est l'absence de poursuites contre les responsables de la privatisation puis du saccage du rail qui ont directement conduit à la mort de plusieurs dizaines de voyageurs, dont beaucoup de jeunes, dans un accident de train, il y a bientôt deux ans dans la vallée du Tempé (Tempi en grec), entre Larissa et le mont Olympe. Une vallée qu'on surnomme aussi Lykostomo (« la gueule du loup ») depuis l'ère byzantine.

Depuis la privatisation, les trains sont très peu entretenus, sur des rails en très mauvais état et surtout sans système de sécurité moderne du fait de l'obsession du profit. Il y a bientôt deux ans, l'un de ces trains de voyageurs en perdition a percuté une cargaison de produits chimiques et explosifs qui se trouvait sur la même voie depuis 19 minutes sans que personne ne s'en rende compte.

La révolte est d'autant plus grande qu'un enregistrement sonore a récemment été rendu public par la mère d'une des



MARIOS

victimes. On y entend sa fille témoigner de la situation, puis suffoquer, avant de conclure en agonisant : « *je n'ai pas d'oxygène.* »

Ces derniers jours, cette phrase est devenue le nouveau slogan du mouvement social qui résume l'étouffement de la société toute entière, à tous les niveaux : « *Den echo oxygono* » (*je n'ai pas d'oxygène*). Ce slogan est maintenant repris dans toutes les régions de la Grèce, y compris dans des tout petits villages révoltés, eux aussi, et pas seulement dans de grandes villes réputées pour l'intensité de leurs manifestations et de leurs émeutes. Nous n'avons plus d'oxygène dans ce système économique étouffant qui creuse les inégalités. Nous n'avons plus d'oxygène dans une société toujours plus autoritaire et répressive. Nous n'avons plus d'oxygène dans un monde qui s'autodétruit chaque jour en saccageant la terre et la mer qui agonisent, elles aussi.

La peur change de camp

À Athènes plus qu'ailleurs, sur ordre des responsables politiques effrayés, la police a fait usage de beaucoup de violence pour tenter de disperser la manifestation gigantesque qui a envahi tout le centre-ville, provoquant une importante indignation. Les arrestations en masse ont également beaucoup choqué, ainsi que de nouveaux cas de torture aux coins de plusieurs rues. La colère ne cesse de monter contre l'autoritarisme du pouvoir et de sa police. De plus, jeter massivement du gaz lacrymogène sur une manifestation qui scande « *Je n'ai plus d'oxygène, j'étouffe* », c'est jeter de l'huile sur le feu, surtout quand, parmi les nombreuses personnes gazées, se trouvent des dizaines d'enfants dans des poussettes et plusieurs familles des victimes.

Après avoir essayé d'enterrer l'affaire et d'empêcher les poursuites contre les hauts responsables, le gouvernement grec panique maintenant de plus en plus face au mécontentement généralisé de la population. Sa volonté de nous empêcher de filmer ou photographier certaines choses est symptomatique de l'évolution du régime, à l'instar de ce qui s'est passé pour Marios et pour beaucoup d'autres journalistes indépendants avant lui (par exemple, plusieurs des créateurs du film *Nous n'avons*

pas peur des ruines se sont retrouvés à l'hôpital, blessés suite à des charges latérales avec l'objectif de provoquer de mauvaises chutes, alors que nous étions en train de filmer sans comprendre ce qui nous arrivait, comme le confirment des dizaines de témoins). La pseudo-liberté de la presse continue de fondre comme neige au soleil, mais nous ne baissons pas les bras, bien au contraire, avec toujours plus de soutien dans une population qui semble se réveiller d'un sommeil forcé, chaque jour plus nombreuse à prendre conscience de la situation globale et à protester.

Un système à bout de souffle

En Grèce comme ailleurs, beaucoup de monde comprend de mieux en mieux que ce système politique est à bout de souffle, qu'il n'est pas réellement démocratique, mais profondément autoritaire et qu'il est capable de bien pire dès qu'il se sent en danger. Bien sûr, ni en Grèce ni en France, nous ne sommes encore au degré le plus violent, celui d'une dictature qui élimine physiquement ses opposants. Mais la montée du fascisme est bien là, visible, palpable, mystificatrice et décidée à frapper toujours plus fort. Ce système économique et politique ne cesse de creuser les inégalités, partout dans le monde, et de nous conduire dans l'impasse. Il n'arrive plus à bercer d'illusions la masse des exploités et a donc décidé d'utiliser massivement son joker, une fois de plus : en montrant du doigt des boucs émissaires parmi les plus précaires et en lâchant ses partisans les plus enragés contre toutes celles et tous ceux qui menacent ses intérêts.

L'enjeu actuel est donc, plus que jamais, la prise de conscience de ce qui se déroule sous nos yeux : un durcissement du capitalisme et de la société autoritaire qui franchit de nouveaux paliers, d'année en année; le conditionnement de ses forces répressives, principales et auxiliaires; la transformation du sourire carnassier des puissants en une grimace inquiète et jusqu'au-boutiste.

Le masque est en train de tomber. Et sous ce masque, il n'y a jamais eu autre chose que le mépris et le plaisir de dominer. Derrière les oripeaux de la société de consommation et du bourrage de crâne télévisé sous le contrôle des milliardaires, ●●●



NOUS N'AVONS PAS D'OXYGÈNE

●●● il y a, en réalité, un refus absolu de nous laisser prendre nos vies en main. Derrière les discours polis et démagogues, il y a le visage de la mort. Sous le masque de nos principaux dirigeants, il y a le fascisme. Voilà pourquoi nous manquons d'oxygène dans cette société absurde et mortifère. Voilà pourquoi nous sommes de plus à plus nombreux à vouloir sortir de la préhistoire politique de l'humanité.

Ce n'était pas un malheur arrivé par hasard, c'était un crime !

Un nouveau slogan qui va plus loin que son sens premier

La Grèce a été le berceau du germe de la démocratie. Une démocratie très imparfaite, en particulier parce qu'elle était réservée à 10% de la population athénienne : uniquement les hommes libres payant des impôts. Mais, à la différence de sa pâle copie contemporaine, c'était une démocratie directe. Et y participer activement était un devoir, une nécessité et même un plaisir parfois. À l'inverse, parler aujourd'hui de démocratie représentative est un oxymore : c'est une association de deux mots qui n'ont rien à voir et se contredisent profondément. Il n'y a de vraie démocratie que directe, en gérant nos affaires nous-mêmes.

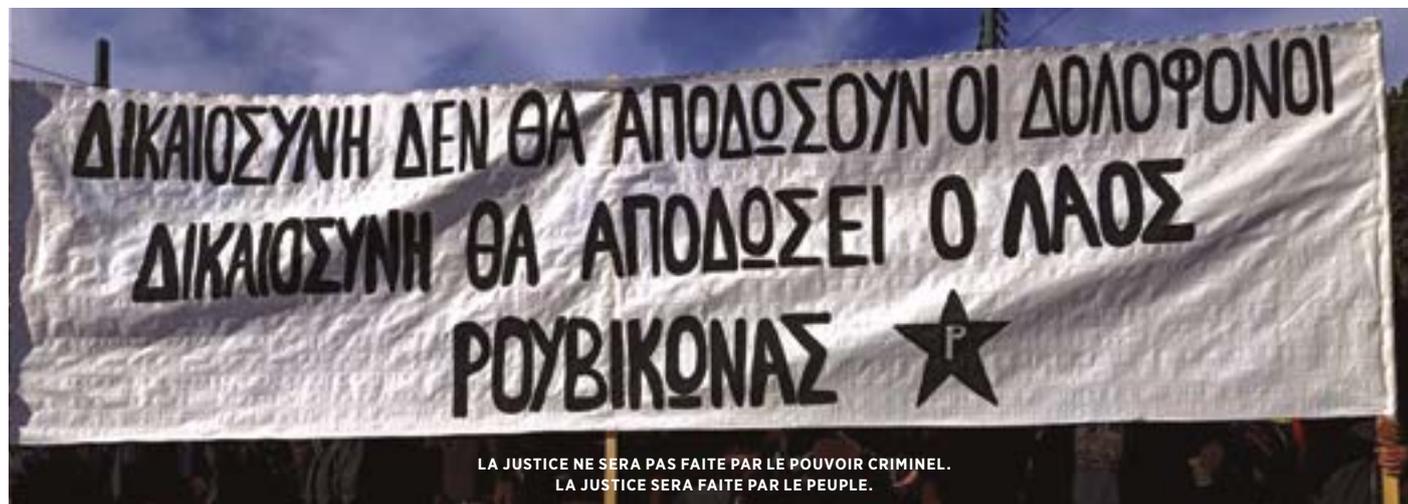
Si, en Europe occidentale, vous manquez également d'oxygène, si vous étouffez dans cette société libéricide et inégalitaire, si vous voulez essayer de changer le cours des choses, c'est le moment de le dire en reprenant notre slogan. Un même slogan par-delà les frontières qui prétendent nous diviser. Un slogan pour dire stop. Un slogan pour appeler à un autre futur que celui qu'on veut nous imposer en ce moment.

Parce qu'il y a des fleurs dans les ruines du vieux monde et parce que nous portons ensemble un monde nouveau dans nos cœurs, reprenons ensemble ce slogan : « *Nous n'avons pas d'oxygène.* »

Solidarité avec Marios Lolos et toutes les autres victimes des puissants qui nous étouffent et que nous finirons, tôt ou tard, par renverser.

Maud et Yannis Youlountas

avec le collectif filmique et plusieurs intervenants du film *Nous n'avons pas peur des ruines*



LA JUSTICE NE SERA PAS FAITE PAR LE POUVOIR CRIMINEL.
LA JUSTICE SERA FAITE PAR LE PEUPLE.



CUBA

LE SITE D'INFORMATION LIBERTAIRE POLÉMICA CUBANA FÊTE SES 15 ANS



Le site généraliste *Polémica cubana*, en langue française, est né le 10 février 2010. Quelques jours après cette création, deux militants, de la CNT et de la Fédération anarchiste, également animateurs de ce site, étaient présents, du 12 au 15 mars 2010, à San José de las Lajas, une localité proche de La Havane, pour participer aux 4^e rencontres de l'*Observatorio Critico* (Observatoire critique) de La Havane¹.

Cet événement, coordonné par la Chaire indépendante Haydée Santamaría, a réuni un bon nombre de personnes venues de toute l'île de Cuba afin de présenter et de découvrir l'idéal libertaire et les pratiques d'autogestion, comme alternatives à la société cubaine contemporaine. Le site accueille aujourd'hui, chaque semaine, une moyenne de 7 000 visiteurs.

Bénéficiant d'une certaine ouverture politique, l'Atelier libertaire Alfredo López de La Havane est né, il a été formé par un groupe de jeunes libertaires formés au

sein de l'Observatoire critique. Un groupe écologiste libertaire a été créé à l'initiative de ces militants : le *Guardabosques* (le garde-forestier). Au printemps 2018, grâce à un vaste soutien international, les militants libertaires ont ouvert le Centre social et la bibliothèque libertaire ABRA dans le quartier de Lawton à La Havane.

Relayer les informations hors de l'île

Nous sommes tous réunis autour d'un objectif : donner à connaître le nouveau panorama politique, social et culturel

qui existe aujourd'hui dans l'île où des groupes informels de jeunes travailleurs, artistes et universitaires se regroupent et se retrouvent autour de discussions, de publications, de lectures et de manifestations à caractère politique et culturel indépendamment des structures officielles dominées par un État tentaculaire.

Suite aux nombreuses manifestations contre le régime qui ont eu lieu depuis 2019, les interdictions professionnelles, les arrestations et les obligations de quitter le territoire touchent nos compagnons et de nombreux activistes anticastroïstes. Face à cette répression, le maintien en vie du mouvement libertaire à Cuba est la clé pour continuer un travail de solidarité internationale avec nos compagnons cubains dans leur lutte contre le capitalisme d'État, pour la liberté, pour l'autogestion et pour le socialisme libertaire.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui souhaitent collaborer à cette tâche de solidarité avec les libertaires et les syndicalistes indépendants de Cuba à exprimer leur soutien. Les militants anti-autoritaires cubains ont longtemps été privés d'accès aux informations et aux moyens qui pourraient leur permettre de faire une analyse libre afin de faire face aux problèmes économiques, sociaux et politiques du XXI^e siècle.

Daniel Pinós

Polémica Cubana

<http://www.polemicacubana.fr>

Pour nous contacter :

polemicacubana@gmail.com

1. Tous les ans depuis 2006 se tenaient à La Havane deux ou trois journées de réflexion critique sur la réalité cubaine, organisées par de jeunes Cubains qui pariaient sur la rénovation du socialisme par l'autogestion. Les organisateurs fondèrent un collectif, l'Observatoire critique, qui fonctionnait en réseau et comptait de nombreux projets militants dans les domaines de l'écologie, de l'activisme social, de la création artistique et de la réflexion politique.

ET POUR QUELQUES MILLIARDS ... DE MOINS !

Ça fait le buzz partout. On ne parle que de ça. La grande France éternelle serait à l'agonie parce que son budget serait en déficit.

Est-il besoin de le préciser, ce déficit n'est pas nouveau et ce sont ceux qui le dénoncent aujourd'hui qui, hier, l'ont mis en place et s'en accommodaient. Comme quoi il est des déficits acceptables à certains moments et pas à d'autres, les deux étant managés par les mêmes.

Mais c'est combien ce déficit ?

« On » nous dit qu'il s'agirait de 6,7% qu'il serait impératif de « réduire » au plus vite... à 6,5%. Et, donc, pour ce faire, nos derniers gouvernements ont osé proposer de taxer à hauteur d'une aumône quelques milliardaires qui s'en émeuvent. Et, bien sûr, de taxer sévère les pauvres en réduisant les budgets des services publics de santé, d'éducation, de la culture et des droits sociaux. En clair, il s'agit de piquer trois balles aux milliardaires et 50 balles au peuple. Certes, version socialiste des choses, ça pourrait être pire, et puis, la patrie n'est-elle pas en danger ? Un grand classique de « Armons-nous... et partez ».

Et puis, c'est quoi ce déficit ?

Un déficit s'explique soit par une baisse des recettes soit par une augmentation des dépenses. Pour l'heure, s'il y a bien une baisse des recettes (voir les subventions et exonérations d'impôts accordées aux grandes entreprises sans contreparties véritables) il y a également une baisse des dépenses (plus grande que celle de l'augmentation des recettes) sur les services publics et autres droits sociaux. Soit 100 balles de recettes en plus et 5 000 balles de dépenses en moins. Si tel n'était pas le cas, il n'y aurait pas de déficit. Incroyable !

Jadis, de Gaulle affirmait que la politique de la France ne se faisait pas à la Corbeille (la Bourse). Désormais, la politique de la grande France éternelle est dictée par les marchés financiers d'un capitalisme international. Ce sont, en effet, des agences de

notation autoproclamées qui décident des taux d'intérêt que la France (5^e puissance mondiale) doit payer pour ses emprunts. Et ce, selon leurs règles, qui sont claires. Les États-nations doivent se résumer à leurs fonctions régaliennes. Assumer l'ORDRE. Ne dépenser que pour la police et l'armée et laisser le marché capitaliste de la loi du plus fort s'occuper du reste en réduisant à minima des semblants toujours trop coûteux et plus réduits de services publics et autres droits sociaux. On connaît le résultat !

Dans ces conditions, on voudra bien me pardonner quelques remarques relevant du simple bon sens.

> Premièrement, si on arrêta de baisser certaines recettes provenant du capital, ça financerait largement une augmentation des dépenses relatives aux besoins sociaux et à l'intérêt général.

> Deuxièmement, pourquoi, si vraiment nécessaire pour investir dans des besoins sociaux, ne pas faire appel à l'épargne locale qui, pour l'heure, préfère « placer » ses trois sous dans un profit obtenu grâce à l'exploitation d'esclaves au niveau mondial ? Si la patrie était vraiment en danger, faire semblant de résister serait moins pire que de collaborer. Ah oui, mais... ! Mais ça permettrait de passer entre l'affiche de la Résistance et le mur de la Collaboration, lors de l'Épuration.

> Troisièmement, et c'est mathématique, comme le disait Wolinski en 1968, c'est bien joli tout ça, mais le gouvernement et le patronat ne marcheront jamais. Ah bon !

> Quatrièmement, et c'est tout aussi mathématique, le capitalisme, reposant sur l'exploitation et l'oppression des producteurs, du plus grand nombre et donc des consommateurs, aurait-il vraiment le choix si on lui proposait de perdre un peu ou tout ? Le « grand » Lénine ne disait-il pas déjà, « *Nous pendrons les capitalistes avec la corde que nous leur aurons achetée... à crédit* » ?

> Cinquièmement, et c'est pour moi l'essentiel, à l'heure où les conditions de la

vie (humaine) sur terre sont menacées à court terme par un capitalisme pillier de ressources (y compris celles d'intérêt général) et par un productivisme et un consumérisme (souvent du superflu et de l'inutile) sans limites et sans objectif autre que « l'intérêt » à court terme du profit et du plaisir immédiat, il est des « débats » dont le crétinisme le dispute au pitoyable d'une inconscience suicidaire. Les milliardaires n'emporteront pas leur fric au paradis (qui n'existe pas) quand ils crèveront. Et ce sont ces imbéciles et crétins congénitaux qui gouvernent le monde !

« Alors là, tu chipotes... »

Bref, chipoter aujourd'hui à propos de quelques milliards d'économies sur le dos du peuple est non seulement sans intérêt, mais s'avère encore plus stupide et faux. Sans quelques milliards (une quinzaine) d'économie, la grande France éternelle serait menacée de mort. Ah bon ! Mais, bizarrement, le géant américain des puces, Nvidia, qui valait 3 500 milliards de dollars, vient de perdre, en une journée, 500 milliards because un méchant chinois produit de moins mauvaises merdes à moins cher. Et la Bourse et le budget américains ne se sont pas effondrés pour autant. Alors ? Quelques milliards, d'un côté, seraient synonymes de l'apocalypse alors que des centaines de milliards, de l'autre, seraient sans importance ?

On peut le voir comme cela !

On peut également le voir autrement, comme les révolutionnaires sociaux et, parmi eux, les libertaires, dont l'idéal de liberté (non libertarienne), d'égalité (non dictatoriale), de laïcité (non ouverte à tous les vents du financement des religions par des fonds publics) et d'entraide (avec tous les citoyens du monde), dont on vous fait croire que ça pourrait être pire.

Mais il paraîtrait que nous sommes des utopistes. De doux rêveurs.

Perso j'assume !

Bienvenu au club.

Jean-Marc Raynaud

J'IRAI PISSER SUR SA TOMBE (À LE PEN)

Ma résolution 2025 : arroser tous les jours la fine fleur du négationnisme, mais plus particulièrement les jours de commémoration de la libération du camp d'Auschwitz.

Les réactions pitoyables condamnant les participants à l'apéro géant qui fêtèrent la mort du négationniste, antisémite et fasciste Le Pen Jean-Marie prennent un goût amer le jour de la commémoration du quatre-vingtième anniversaire de la libération du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz. Pour le sociétaire du facho Comedy club, les chambres à gaz et les fours crématoires étaient à la fois un « point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale » et l'occasion d'un trait de l'humour national-socialiste si particulier. Le copain de Faurisson tint ces propos en 1987, c'est-à-dire quelques mois avant la présidentielle de 1988 où près de 15 % des votants lui apportèrent leur soutien. Aux élections suivantes, il récolta 17,8 % et même son héritière 41,5 % en 2022, au deuxième tour. Bon sang ne sachant mentir, fille a repris le flambeau en ripolinant à peine le parti, l'imposant en parti de gouvernement tout à fait crédible. En cas de défaillance, la nièce ne manquerait pas de lui prêter assistance.

« Entre ici, Jean-Marie ! »

Pour Bayrou, Le Pen « *aura été une figure de la vie politique française* », une saille qui devrait valoir au catho béarnais qui voulut réintroduire la loi Falloux d'être promu chef d'escadrille de l'aéroclub de Pau. Bon, faut l'excuser, être sous le coup d'une motion de censure que pourrait voter l'Héritière ça doit te chambouler grave. Dire que d'aucuns

affirment que l'antisémitisme est résiduel en France¹ alors qu'il a toujours été florissant, comme le racisme. Le Pen réitérera plusieurs fois ces propos, notamment à Munich, en 1997 aux côtés du Waffen SS Schönhuber, complétant sa collection de maximes, avec la justification de l'emploi de la torture en Algérie : « *Nous avons reçu une mission de police et nous l'avons accomplie, selon un impératif d'efficacité qui exige des moyens illégaux*² ». Aurait-il vraiment dépareillé dans la meute des gardiens de camp ou aux côtés de la police française qui a si bien appliqué, voire devancé, les désirs nazis ?

“ Il est plus présentable mort que vivant ! ”

Parmi nos moralistes indignés par la petite fête au cours de laquelle les participants dansèrent sur le cadavre à peine refroidi³, combien se résoudraient-ils à devenir des collaborateurs plus ou moins zélés d'un régime nazi ? Que les représentants de cet « établissement », par ailleurs méprisé par le refroidi du jour, aient critiqué ceux qui « *manquaient de respect aux morts* » a de quoi écœurer. Quant au d'habitude proluxe Macron, il s'est contenté de mentionner que le « *rôle dans la vie publique* » du sectateur de Pétain « *relève désormais du jugement de l'Histoire*⁴ » avant de s'envoler pour participer à la cérémonie de commémoration de la libération du camp d'Auschwitz. Lui et tous ceux de son espèce devraient profiter de la quinzaine de jours qui restent pour regarder le film *L'instruction*, tiré de la pièce de Peter Weiss (Arte replay). Édifiant et pédagogique à l'heure où des vagues d'immigration submergent le pays avec ces étrangers qui viennent jusque dans nos bras ...

Dernière avarie subie par le frontiste, la profanation de sa tombe. Un juste retour des choses pour qui se souvient de Carpentras et de la trentaine de tombes juives qui avaient subi ce sort en



1990. Les deux responsables du PNFE⁵ n'avaient évidemment aucun lien avec le FN, d'ailleurs dès qu'ils entendaient la voix de le pen, ils ne manquaient pas de se boucher les oreilles.

Jean-Claude Lenervé

1. Celui qui voue un culte revendiqué au président menteur, affairiste et dissimulateur, aux amitiés nauséabondes qui favorisa la montée de l'extrême droite pour garantir sa réélection, une stratégie électorale qui en rappelle d'autres.
2. Fabrice Riceputi, *Le Pen et la torture. Alger 1957, l'histoire contre l'oubli*, Éditions Le Passager clandestin
3. Tonalité générale et diffuse, dans les médias.
4. François Roux, *Auriez-vous crié Heil Hitler en 1933, soumission et résistances au nazisme : l'Allemagne vue d'en bas*, Éditions Milo .
5. PNFE : Parti nationaliste français et européen. Groupuscule néonazi, fondé en avril 1987 par Claude Cornilleau, ancien membre de l'OAS et du RPR.

Il y a 50 ans, la bataille de l'avortement

À l'occasion du 50^e anniversaire de la loi du 17 janvier 1975 sur l'avortement, l'INED a publié en novembre 2024 un article dans *Population & Sociétés* qui éclaire l'évolution de l'accès à l'avortement et des pratiques en France. Des transformations majeures sont mises à jour comme la diversité territoriale dans un pays qui prétend à l'universalité d'application de ses lois.

Cette loi fut arrachée par la lutte de nombreux groupes du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), avec des militantes du MLF (Mouvement de libération des femmes) et du MFPP (Mouvement français pour le planning familial) qui se mobilisèrent, entre femmes, ou en mixité, pour des actes de désobéissance civile, et ce durant deux bonnes années. Des avortements sont alors pratiqués avec la nouvelle méthode Karman, quasi indolore et sans danger, au contraire des aiguilles à tricoter ou des queues de persil, par des militant-es dont certain-es sont soignant-es (médecins ou paramédicaux). J'étais moi-même dans un groupe MLAC et j'accompagnais les femmes, mais je ne pratiquais pas d'IVG, étant mineure, les IVG étaient alors faites par un vétérinaire. D'autres avortements sont réalisés en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas ou en Suisse, quand la grossesse est plus avancée. Les groupes MLAC organisent ces départs comme ils le peuvent, en accompagnant les femmes. Le film réalisé en 1973, par Charles Belmont et Marielle Issartel, *Histoires d'A*, tourné à l'initiative du Groupe d'information santé (GIS), donne à voir un avortement selon la méthode Karman, des entretiens, des scènes militantes et une réflexion féministe : il fut interdit pendant une année, mais de très nombreuses projections militantes lui permettent d'atteindre plus de 400 000 personnes. L'avortement, ainsi, a pu sortir de la dimension privée et individuelle vers une pratique politique et collective.

Sortir du tout répressif

Simone Veil, ministre de la Santé, s'est vue confier par Valéry Giscard d'Estaing, la tâche de défendre une loi autorisant, dans certaines conditions (très restrictives), l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Les lois de 1920 et 1923 ne furent pas abolies pour autant. Elles avaient pour objectifs, en interdisant l'information et la pratique de la contraception et de l'avortement, de repeupler la France après la Grande Boucherie de 1914-1918, et de « remettre à leur place » les femmes, à la cuisine et auprès des enfants, elles qui avaient remplacé les hommes partis au combat sur les emplois vacants. Ces lois furent suivies, entre les deux guerres, par une répression

visant les néo-malthusien-nes, avec prison et fortes amendes. La loi du 15 février 1942 sous le régime de Vichy avait aussi renforcé considérablement la répression, l'avortement devenant un crime d'État passible de la peine de mort. Quant au nombre d'avortements, avant la loi de 1975, il s'établissait entre 258 000 et 344 000 par an (1).

Dans les années 1970, la situation change donc. Mai 68 a fleuri dans la jeunesse et dans les entreprises : barricades, occupations, manifestations, grèves, production d'affiches aux Beaux-Arts et des artistes chantent la révolution. Giscard d'Estaing essaie d'amadouer les jeunes, d'autant que les mobilisations antimilitaristes, antinucléaires et féministes se développent : alors, une loi pour donner la majorité à 18 ans (au lieu des 21 ans en cours) et une autre sur l'avortement devraient calmer le jeu contestataire.

Légalisation

« C'est avec la plus grande conviction que je défendrai un projet longuement réfléchi et délibéré par l'ensemble du Gouvernement, un projet qui, selon les termes mêmes du président de la République, a pour objet de "mettre fin à une situation de désordre et d'injustice et d'apporter une solution mesurée et humaine à un des problèmes les plus difficiles de notre temps." [...] alors, je dis que nous sommes dans une situation de désordre et d'anarchie qui ne peut plus continuer » (2), c'est ainsi que Simone Veil présente à l'Assemblée nationale, le pourquoi d'une loi devant mettre fin à une situation d'anarchie!

Dès 1975, le nombre d'avortements chute et, surtout, plus aucune femme ne meurt de l'avortement. Le nombre d'IVG se stabilise autour de 220 000 par an, pourtant, il atteint près de 242 000 en 2023. « L'allongement du délai légal en 2022 n'ayant eu qu'un faible impact, cette hausse pourrait refléter une précarisation sociale et économique et une incertitude grandissante, qui augmenteraient la propension à interrompre une grossesse » (3).

D'année en année, le cadre de l'IVG a été progressivement assoupli. La méthode médicamenteuse, introduite en 1988, représente aujourd'hui 80 % des IVG. Depuis 2016, les sages-femmes sont autorisées à pratiquer des IVG médicamenteuses, et la loi Gaillot de 2022 leur permet également de réaliser des IVG instrumentales. Cette loi a également allongé le délai légal à 14 semaines de grossesse. Toutefois, ces évolutions restent liées à l'accessibilité aux soins, variable selon les territoires.

Une même loi pour des réalités diverses

En 2023, le taux national d'IVG est de 17 pour 1 000 femmes âgées de 15 à 49 ans : les taux sont plus élevés en Île-de-France, PACA et outre-mer, ils sont plus faibles en Bretagne



Appel pour la réhabilitation des femmes condamnées pour avortement

Alors que la France célèbre le 50^e anniversaire de la loi Veil, la Fondation des Femmes, aux côtés d'un collectif d'historiennes des droits des femmes et de personnalités, lance un appel pour réhabiliter les femmes injustement condamnées pour avortement.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche de mémoire. Réhabiliter ces femmes, c'est reconnaître qu'elles ont été condamnées injustement. Il s'agit de restaurer leur dignité, mais aussi de leur redonner une digne place dans l'Histoire des femmes et de leurs droits.

Réparer une injustice historique

Jusqu'en 1975 et la loi Veil, les femmes ayant recours à l'avortement sont poursuivies, jugées, condamnées ou socialement ostracisées pour avoir pratiqué des avortements en application de l'article 317 du Code pénal de 1810. Déjà réprimé sous l'ancien régime, d'après les sources judiciaires de l'époque contemporaine, on trouve par exemple 1 020 condamnations entre 1826 et 1880, 715 entre 1881 et 1909. Après la Première Guerre mondiale, dans une France hantée par l'idée de dépopulation, toute femme « qui se serait pratiqué l'avortement à elle-même » risque de 6 mois à 2 ans de prison, et de 100 à 2 000 francs d'amende.

Mais c'est surtout pendant le régime de Vichy que la répression s'intensifie : l'avortement redevient un crime passible de peine de mort et les condamnations de femmes avortées sont multipliées par 7 dans la période charnière de 1940-1943. En 1946, 5 151 affaires d'avortements clandestins sont encore jugées par les tribunaux, plus encore que sous Vichy. La condamnation des avortements perdure largement après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'amnistie de 1974.

« Le 17 janvier 1975, c'est une date clé pour les droits des femmes, mais cette victoire, si fondamentale soit-elle, ne doit pas nous faire oublier que la France est loin d'avoir toujours été exemplaire et qu'avant cette date, des femmes ont lutté, souffert et payé le prix fort, y compris en étant condamnées. Il serait temps de leur rendre justice. », affirme Anne-Cécile Mailfert, Présidente de la Fondation des Femmes.

et dans les Pays de la Loire. Cela reflète des inégalités territoriales d'accès et de choix de méthodes d'IVG, souvent dues à une offre de soins inégale, avec une disponibilité variable des professionnels de santé et des infrastructures d'accueil sur le territoire. Celles-ci jouent un rôle important dans le choix et l'accessibilité : en 2023, les IVG médicamenteuses sont réalisées à 42% hors établissement en moyenne, jusqu'à 81% dans certains départements, et seulement 4% ailleurs. La méthode chirurgicale en établissement est en recul global, pourtant elle reste très fréquente dans quelques départements jusqu'à la moitié des IVG. L'hôpital public demeure le principal lieu de prise en charge, contrairement aux établissements privés qui n'en pratiquent quasiment plus. Par ailleurs, un seul laboratoire privé fournit les contraceptifs abortifs en France. La continuité de l'offre est donc fragilisée par une production et un approvisionnement contraints, avec des risques de pénurie et de variation de prix d'autant que la méthode médicamenteuse est privilégiée par les femmes. Les IVG pratiquées pour motif thérapeutique sont au nombre de 8 400 en France, soit 5 pour 10 000 femmes âgées de 15 à 49 ans. Son recours varie selon les départements, notamment en fonction de la présence ou non d'un centre pluridisciplinaire de diagnostic prénatal (CPDPN). Près de 6 départements sur 10 sont dépourvus de ces centres, cela impose de parcourir plus de distance pour avorter.

La lutte n'est pas finie

Après des décennies de commandos anti-IVG, de manifestations des Pro-Vie et de contre-manifestations des Pro-Choix, de réduction drastique du nombre de Centres d'IVG et de personnels, l'inscription de l'IVG dans la Constitution n'apporte aucune garantie au droit à l'IVG, puisque « la loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté garantie à la femme d'avoir recours » : la liberté c'est bien, mais s'il y a pénurie de contraceptifs abortifs, s'il faut parcourir des centaines de kilomètres pour bénéficier d'une infrastructure, si les personnels manquent, si l'information est distillée par les opposants à l'IVG, alors le droit n'est pas garanti. D'après une enquête du MFPP (4), près d'un tiers des Français.es (31%) et la moitié des femmes qui ont eu recours à un avortement (51%) craignent une régression de l'accès à l'avortement dans un avenir proche en France.

La bataille n'est pas terminée. « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » rappelait Simone de Beauvoir en 1974.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

1. Les médias et l'événement, *La bataille de l'avortement*, La Documentation française, 1986.

2. Simone Veil, *Les hommes aussi s'en souviennent. Une loi pour l'histoire*, Stock, 2004 : discours du 26 novembre 1974, suivi d'un entretien avec Annick Cojean.

3. Justine Chaput, Élodie Baril, Magali Mazuy, *50 ans après la loi Veil, l'INED dresse un bilan des évolutions du recours et des pratiques de l'avortement*, Population & Sociétés, n°627, novembre 2024.

4. MFPP, *L'accès des Françaises à l'avortement. Enquête auprès du Grand Public et des Femmes ayant eu recours à une IVG*, Étude IFOP pour Le Planning familial, juillet 2024.



Le procès Mazan

À la suite du procès des « viols de Mazan », quelles leçons tirer de ce procès hors norme suivi dans le monde entier qui a duré près de quatre mois ? Il nous faut remonter aux sources : la domination masculine et la propriété comme superstructures du viol et de la violence.

Dieu le père

Depuis au moins le néolithique, la domination masculine est générale, dans pratiquement toutes les sociétés humaines. Cette domination, le patriarcat, influe sur tous nos comportements, même les plus quotidiens, même les plus insignifiants. Or, ce n'est que depuis un siècle, tout au plus, et grâce à l'action des féministes, que nous commençons à en prendre conscience.

La sainte propriété

Depuis au moins la fin du XVIII^e siècle, la révolution bourgeoise a installé dans nos esprits le sacré « droit de propriété ». La domination masculine donne à l'homme la propriété de **sa** femme. Le viol va alors être considéré par les autres hommes comme une atteinte à **son** droit de propriété. Dans l'affaire qui nous préoccupe, le droit de propriété permet à Monsieur Pelicot, propriétaire de **sa** femme, de convier d'autres hommes à profiter du corps de celle-ci préalablement endormie. Ce n'est bien sûr pas légal, mais c'est dans sa tête, pleinement, et c'est dans la tête de la cinquantaine d'autres hommes qui du coup s'étonnent qu'on puisse les accuser de viol, puisque c'était **sa** femme.

Les réseaux sociaux et la pornographie

C'est bien la seule chose qui soit moderne dans cette histoire. L'organisation d'une transaction enfouie dans un inconscient ancestral par des petites

annonces sur une plateforme construite par et pour des hommes. Tout n'est plus alors qu'une comédie dans la tête de ces hommes, de ces « clients ». Ils violent une femme comme ils violent par écran interposé sur les écrans de la pornographie. Tout est simulé. Tout est joué. Rien n'existe.

La levée du huis clos

Le courage incroyable de cette femme violée, Gisèle Pelicot, c'est d'avoir demandé que le procès soit public. Que tout le monde (ou presque) puisse voir ce qui lui a été infligé, par les vidéos prises par son mari. Qu'il n'y ait pas de huis clos. Mais cela pose du coup la question : qu'est-ce que le huis clos protège habituellement ? L'intimité de la victime, celle de l'agresseur ou bien plus encore l'intimité de la société ? Lever le secret du huis clos, c'est certainement au cas par cas. On ne peut pas en faire une généralité, mais c'est ce geste incroyable qui a permis que ce procès devienne presque mondialement le procès de la culture du viol.

Le verdict

Les peines prononcées, inférieures à celles demandées par l'accusation s'échelonnent de 20 ans pour le principal accusé à 6 ans. La plupart des condamnés ne reconnaissent pas les viols aggravés dont ils étaient accusés et plaident l'acquittement. Face à leur responsabilité, quand ils ne peuvent nier les faits, alors les agresseurs nient les personnes. Les peines des 51 préve-

nus âgés de 27 à 74 ans, individualisées, conformément au droit, que certaines féministes ont jugé trop légères : « 20 ans pour chacun » a-t-on pu voir écrit sur des murs.

Un procès historique

Au-delà de ces réflexions et réactions, peut-être est-il temps de se pencher sur ce qu'a été véritablement ce « procès historique », sur ce qu'il a dévoilé des comportements des hommes. La victime, Gisèle Pelicot, elle, a été au centre du récit, et a réussi l'exploit de sortir le procès du fait divers en refusant le huis clos et par là, déclenchant une vague de sororité de par le monde. « *La honte doit changer de camp. Je n'exprime pas ma colère ni ma haine, mais une détermination à ce que l'on change la société* » a déclaré à la barre Gisèle Pelicot. Les choses sont dites : il faut changer la société, sous-entendu, il faut que les hommes changent.

De même que la prostitution est un problème qui concerne les hommes, le viol en a la même configuration, c'est-à-dire que les hommes violents utilisent leur pouvoir et leur force pour contraindre des femmes, dans un cas pour les exploiter, dans l'autre pour les détruire, puisqu'ils considèrent que c'est à eux qu'il revient le droit d'imposer des rapports sexuels. Or, « *le viol n'est pas du sexe sans consentement, c'est une violation infligée par un criminel sur une victime qui n'a que peu à voir avec un « rapport » sexuel : activité jointe et partagée par des partenaires* » selon



Manon Garcia, philosophe (*Le Monde*, 12/12/2023).

Mais que deviennent les monstres ?

Ils sont désignés à la vindicte populaire et vont en prison. Il est trop facile de s'en tenir là et de ne pas vouloir voir en quoi cela nous questionne. En tant qu'hommes, d'abord. Dire que ces pratiques, cette culture du viol, est abominable, ne peut pas nous laver de toute responsabilité. Car dans cette société de la domination masculine qui nous entoure, qui a été construite pour nous, ces monstres se sont imaginé qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient. En tant que peuple également.

Il suffit de voir ce qui se passe dans les moments de Libération, lorsque les « résistants de la dernière heure » s'imaginent pouvoir se dédouaner de leurs soumissions en tuant collectivement, en tondant les femmes, en massacrant des familles désarmées. Les monstres d'un côté et la pureté de l'autre, c'est très pratique pour se laver de toute monstruosité.

Ils vont en prison !

En 2024, le Défenseur des droits dresse un constat alarmant de la situation des personnes détenues en France, aggravée dans tous ses aspects par la surpopulation carcérale. 79 631 personnes sont actuellement incarcérées : il n'y a jamais eu autant de personnes en prison. Le 1^{er} octobre 2024, 3 810 personnes détenues dormaient sur un matelas au

sol, soit une augmentation de 53,6% par rapport à l'année précédente. Ces chiffres, en constante augmentation, poussent la surpopulation à des niveaux extrêmement préoccupants. La densité carcérale, actuellement de 127,9%, atteint régulièrement plus de 150%, voire 200% dans certains établissements pénitentiaires¹.

La récidive

Les sortants de prison, libérés entre 2016 et 2018, récidivent globalement dans les mêmes proportions dans l'année suivant la sortie de prison : un sortant sur trois a ainsi commis une nouvelle infraction, un an après sa libération, sanctionnée par une condamnation ou une composition pénale enregistrée au Casier judiciaire national². Et si on parle de récidive des auteurs d'infraction à caractère sexuel (AICS) : en 1997, une étude gouvernementale sur la récidive des crimes et délits sexuels indiquait : « Près de la moitié des récidivistes de viol ont réitéré dans l'année suivant leur libération³. »

Mais quelles alternatives à l'incarcération ?

Pour nous, anarchistes, opposants de toujours à la prison, il n'y a pas de solution simple à cette question. On peut lire à ce sujet *le Monde libertaire* de novembre 2024. On peut espérer que les « soins » apportés, pendant l'incarcération aux auteurs d'infraction à caractère sexuel, limitent ainsi la récidive. Sur ce point, le Canada semble très en

avance. Même si les chiffres semblent plutôt limités. Selon des données canadiennes, le taux moyen de récidive sexuelle des auteurs d'infraction à caractère sexuel (AICS) est de 14% sur 5 ans, 20% sur un suivi de 10 ans et 24% sur un suivi de 15 ans⁴. En France, on peut suivre l'évolution de la réflexion au sujet des « soins », en particulier autour des travaux de la Fédération française des centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (FFCRIAVS)⁵. Tout le monde est d'accord pour l'éducation à la sexualité, pour la prévention, mais dans un contexte général de paupérisation de la santé en général et de la psychiatrie en particulier, tout cela semble un vœu pieux, des promesses sans lendemain.

Mais réclamer la prison, 20 ans pour tous, ne règle pas le problème. Il ne fait que le reporter.

Caillou et Alain
du groupe Pierre Besnard

1. [https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/2024-11/](https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/2024-11/Defenseur_des_droits_Communication_Lesdroitsdespersonnesdetenues.pdf)

Defenseur_des_droits_Communication_Lesdroitsdespersonnesdetenues.pdf

2. <https://www.justice.gouv.fr/documentation/etudes-et-statistiques/sortants-prison-2019-baisse-recidive-apres>

3. <https://www.justice.gouv.fr/sites/default/files/2023-04/infostat50.pdf>

4. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0755498217301458>

5. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/va-savoir/comment-on-s-est-trompe-en-pathologisant-les-violences-sexuelles-6685803>

Je suis et je ne vous dois rien

Résister à la culpabilisation, un essai féministe de Mona Chollet qui nous procure tout au long de la lecture un sentiment d'allégresse, comme si dans nos têtes comme dans nos vies nous étions enfin délestées d'un fardeau qui nous colle à la peau. Commençons par ce passage étonnant : l'hommage aux chats d'un poète ami. Celui-ci se décrit, avec sa compagne, comme :
**« apaisés par
 la présence du chat qui dort.
 Et dès qu'il sort des heures durant nous l'espérons ».**

Ayant souvent exprimé mon amour des chats et ma gratitude à leur égard, je comprends au sens psychique comme physique le sens de cette citation : le chat qui nous accompagne dans notre sommeil - y compris celui d'une sieste éventuelle - nous offre la plus belle image du droit à la paresse, et nous pousse à en jouir. À son exemple, nous devrions apprendre à ne rien faire, à ne pas être utile sinon à nous-mêmes.

Or, nos vies, comme le montre l'auteure, sont une course à la productivité, cette productivité effrayante, cannibale, que dénonce sur le plan économique-politique général le sociologue Bernard Friot. Productivité maternelle, pratique, ménagère et, pour la plupart des femmes à présent, professionnelle. C'est une des faces majeures de notre sentiment de culpabilité : comme si nous avions toujours quelque chose à nous faire pardonner. Ce quelque chose, c'est cette infériorisation séculaire intériorisée si bien analysée par

Pierre Bourdieu. La forme quotidienne et apparemment mineure de ce sentiment est cette tendance constante dans le quotidien à nous excuser pour un oui ou pour un non. Se défaire de ce réflexe, comme le tente elle-même Mona Chollet, est toute une gymnastique.

Faites des mères

En plus grave, c'est la dépréciation intime et publique de nos activités et réalisations - non seulement quant à leurs résultats, mais à la façon dont nous les concevons : l'accomplissement d'un devoir plus qu'une source de satisfaction et de plaisir. Au centre, la maternité dont l'auteure fait une analyse sans fard : la société, quels que soient les efforts et les réussites des femmes, les jugera sur ce plan - celui de leur charge traditionnellement principale -, on les y déclarera parfois insuffisantes, voire négligentes, inaptés et donc coupables... On se rappelle à ce propos la belle adresse aux femmes de Gisèle Halimi proclamant leur droit de ne pas vouloir être mères. Et pensons à la campagne médiatique actuelle sur les remèdes à apporter à la montée de l'« infertilité », y compris avec l'aide de l'État...

Pour les tâches ménagères, ingrates et chronophages, l'essayiste souligne l'erreur que serait le fait de s'en décharger sur un personnel de base - essentiellement féminin! -, exploité, méprisé et souvent maltraité. Le partage du travail domestique entre conjoint(e)s est la seule solution légitime. Et dans le célibat, une minimisation, un allègement de ces tâches s'appuyant sur une hiérarchisation mentale des nécessités, à rebours du consensus. En dépit de tout jugement.

Les soins aux enfants sont une occasion pour Mona Chollet de critiquer longuement le système éducatif dans son ensemble et, malgré le bouleversement de 68, la survivance de sa dimension punitive - héritage d'un vécu

transmis par les mères; Mona Chollet relie cet aspect au capitalisme dans son ensemble, se référant au système américain : « *Mater une personne sur qui on a autorité en invoquant la nécessité de lui enseigner la frustration : on retrouve cette préoccupation du patronat américain du début des années 70 alors qu'une génération contestataire et idéaliste arrivait sur le marché du travail. (...) Face à des enfants comme à des employées, il ne s'agit donc toujours que de trouver une justification pseudo-scientifique à la répression d'aspirations légitimes* ». On songe à l'extension probable d'une telle « politique » dans l'attitude ultra-répressive du nouveau gouvernement...

Dans tout le livre, ce sont ces références à l'Histoire et aux témoignages internationaux qui donnent tout son poids à l'argumentation. Cette course éperdue des femmes à une pseudo-perfection, dont celle de l'apparence (cf. *Beauté fatale*) comme de l'image de leur conduite aboutit souvent à ce que Mona appelle le « *déni du corps : surmenage et dépression liés à un rythme d'activité frénétique, épuisant, et à l'insatisfaction permanente* » pour nous conformer à ce qu'« on » attend de nous. Nous n'écoutons pas assez notre corps : c'est là qu'intervient la maladie somatique comme psychique - et le recours à la médecine - sous toutes ses formes (Cf. *Le rêve des machines*). « *Nous passons du nombrilisme anxieux à un autre (...). On se recroqueville sur soi faute d'emprise sur le monde...* ».

Cette charge implacable doit une grande part de son efficacité, liée à un effort continu d'autocritique, à un humour constant, salvateur. Il n'épargne pas le féminisme lui-même dans ses aspects trop théoriques et parfois sectaires... Ce qui donne son titre au chapitre : *Nous sommes toutes des féministes en carton* ». Fait remarquable dans le monde littéraire : l'auteure n'hé-

Les anarchistes et le système prostitutionnel



harcellement, humiliations, insultes ! nous sommes bien au-dessus de ces fâcheux de la vie de société et nous nous efforçons de lutter contre eux. Mais il y a un cas de figure que nous négligeons celui où l'agresseur, c'est... nous-même. Bien souvent résonne dans notre tête une voix malveillante qui nous attaque, qui nous démontre, qui nous rabaisse, qui nous dit que, quel que nous fassions, nous avons tort, que nous ne méritons rien de bon, que nous présentons un défaut fondamental. Cette voix parle particulièrement fort quand nous appartenons à une catégorie dominée : femmes, enfants, minorités sexuelles ou raciales... Ce livre se propose de braquer le projecteur, pour une fois, sur l'ennemi intérieur. Quels sont ces peurs qui s'inscrivent jusque dans l'intimité de nos consciences ? Comment se sont-ils forgés ?

Mona Chollet

RÉSISTER À LA CULPA-BILISATION

SUR QUELQUES EMPÊCHEMENTS D'EXISTER

ZONES

site pas à s'excuser de ses erreurs et comportements injustes en la matière.

Rejoignant Bernard Friot, Jacques Rancière et bien d'autres, Mona Chollet privilégie, quant à la dimension politique du combat féministe, le ralliement à des mouvements de base, porteurs d'espoir, plutôt qu'aux formations politiques...

Concluons avec l'auteure sur cette phrase d'une de ses amies militantes, Mia Mingus : « *On doit retrousser les manches et entreprendre la tâche difficile qui consiste à apprendre à travailler dans le conflit, la douleur et la blessure comme si nos vies en dépendaient - parce que c'est le cas* ». Et sur la dernière phrase du livre : « *Retrouver la force inarrêtable que seule peut nous donner la conviction de notre légitimité, de notre valeur, de notre innocence fondamentale face à tous les pouvoirs* ».

Marie-Claire Calmus

Mona Chollet, *Résister à la culpabilisation. Sur quelques empêchements d'exister*, éditions La Découverte, coll. Zones, 2024.
Mona Chollet, *Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine*, éditions La Découverte, coll. Zones, 2012.

Voir à propos du corps-machine : Gunther Andrew, *Le rêve des machines*, Allia, 2022.

La question du système prostitutionnel est diversement appréciée, encore aujourd'hui dans le mouvement anarchiste. Souvent, c'est oublier que le système s'inscrit dans le patriarcat et dans le capitalisme : c'est à dire comme la vente ou la location d'une marchandise, corps féminin déprécié et approprié par des hommes qu'ils soient prostitueurs en payant, maquereaux et mafias en organisant les réseaux et l'offre. Pourtant, en regardant dans le rétroviseur, les anarchistes s'affirment contre l'utilisation et le séquestre par autrui du corps humain, celui des femmes, des enfants ou des hommes. Quelques textes à méditer qui avaient été rassemblés en 2013 par le groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste.

Louise Michel dénonce le maquignonnage Le négoce des proxénètes et des « clients »

Si les grands négociants des marchés de femmes, qui parcourent l'Europe pour leur négoce, étaient chacun au bout d'une corde, ce n'est pas moi qui irais la couper. Il y a, entre les propriétaires des maisons de prostitution, échange de femmes, comme il y a échange de chevaux ou de bœufs ●●●



Les anarchistes et le système prostitutionnel



●●● entre agriculteurs; ce sont des troupeaux, le bétail humain est celui qui rapporte le plus. Quand les michets [les « clients »] (...) trouvent une femelle trop surmenée ou qu'ils en sont las, le propriétaire s'arrange pour que la fille doive à la maison une somme dont elle ne pourra jamais s'acquitter; cela la fait esclave, alors on la troque dans tous les maquignonages possibles. Il faut que le bétail aille dans l'étable où il sera plus profitable aux trafiquants.

Les prisons, un lieu de recrutement pour les proxénètes

De vieilles misérables trouvent moyen de se faire emprisonner pendant quelques mois, et elles recrutent, elles racolent toutes les jolies filles qui y sont échouées : il n'y a plus besoin qu'elles craignent d'avoir faim, en sortant elles feront la noce. Oui, elles la feront, la noce, à en crever! (...) **C'est la noce, la noce des bourgeois en appétit.**

La femme elle-même doit être l'artisan de son émancipation...

Et si, quand une pauvre fille (...) s'aperçoit où elle est, et se trouve dans l'impossibilité d'en sortir, elle étranglait de ses mains vengeresses un des misérables qui l'y retiennent; si elle mettait le feu à ce lieu maudit, cela vaudrait mieux que d'attendre le résultat des plaidoiries à ce sujet...

La prostitution, une facette de l'appropriation du corps des femmes par les hommes

Est-ce qu'il n'y a pas des marchés où l'on vend, dans la rue, aux étalages des trottoirs, les belles filles du peuple, tandis que les filles des riches sont vendues pour leur dot? L'une, la prend qui veut; l'autre, on la donne à qui on veut. La prostitution est la même¹.

La Commune dans le XI^e arrondissement de Paris

Sensible au problème de la prostitution, le gouvernement révolutionnaire de la Commune de Paris, en 1871, a mené en la matière une politique contradictoire, partagée entre une vision nouvelle et audacieuse et le réflexe réactionnaire. Ainsi, les maisons de tolérance sont fermées dans tout le XI^e arrondissement dès mai 1871. Les motivations de l'arrêté promulgué à cet effet font valoir, en s'appuyant sur une comparaison avec la traite des Noirs, la nécessité d'aboutir à la suppression du trafic odieux des marchands d'hommes, et l'impossibilité d'admettre l'exploitation commerciale de créatures humaines par d'autres créatures humaines.

La délégation communale du XI^e va plus loin en affirmant que la société est responsable et solidaire des désordres

engendrés par la prostitution, que la cause générale du phénomène est à chercher dans le manque d'instruction et de travail et que le seul remède doit être l'organisation intelligente du travail des femmes.

On proclame également la suppression du Bureau des Mœurs au nom de la liberté de la femme. C'est la fin - hélas provisoire - des deux piliers de la politique réglemmentariste : l'inscription des femmes prostituées et l'obligation qui leur est faite de se soumettre à une surveillance médicale.

Mais cette démarche progressiste est gâtée par les réflexes du temps. Un arrêté interdit bientôt dans le XI^e arrondissement la circulation sur la voie publique des femmes livrées à la prostitution, sous peine d'arrestation immédiate.

Ces éléments sont rapportés dans l'ouvrage *La prostitution à Paris et à Londres, 1789-1871*, seconde édition (1872), par Charles Jérôme Lecour, chef de la première division à la Préfecture de Police et Versaillais réfugié auprès d'Adolphe Thiers pendant la Commune de Paris. Chantre enthousiaste du réglemmentarisme, Lecour voue bien entendu cette politique originale aux gémonies. Il ironise sur les décisions révolutionnaires, qu'il ramène à d'emphatiques déclarations. Selon Lecour, le nouveau pouvoir encourage plutôt l'anarchie; à l'en croire, beaucoup de filles publiques ou insoumises auraient été relaxées, de façon injustifiée, d'hôpitaux-prisons tels que Saint-Lazare.

Mais l'exaspération de l'homme de confiance de la Préfecture de Police est à son comble lorsqu'il constate que les révolutionnaires et les personnes prostituées font cause commune : on comptait des prostituées en armes dans les rangs des insurgés. Il y en eut qui prirent part aux barricades...

Nul ne sait ce qu'il serait advenu de la balbutiante politique menée par les révolutionnaires. L'épisode, en effet, fut de très courte durée. Après l'écrasement sanglant de la Commune, le gouvernement de Thiers procède énergiquement dans la bataille contre la prostitution clandestine dont les scandales s'étaient partout. Enfin rassuré, Lecour estime que la répression s'exerce alors d'une manière proportionnée à l'importance des désordres...

En huit mois (de juin 1871 à janvier 1872), la police procède ainsi à plus de six mille arrestations pour fait de prostitution! La parenthèse communarde refermée, l'État revient avec soulagement à la case départ. Premier symbole, la réouverture des « maisons de tolérance » : si dix-neuf d'entre elles avaient été fermées sous le siège et la Commune, quinze sont bientôt rouvertes, ce qui porte leur nombre à cent quarante-deux en 1872².

Voltaire de Cleyre et l'esclavage sexuel

Les femmes qui se considèrent très pures et très morales vont grimacer en voyant les putains, mais elles continuent à accueillir dans leur maison les hommes qui font de ces filles



des victimes. Les hommes, à leur meilleur, vont avoir pitié des prostituées alors qu'ils sont eux-mêmes la pire espèce de prostitués. Ayez pitié de vous, messieurs – vous en avez besoin³!

Emma Goldman, le trafic de femmes

Quelle est la cause véritable du commerce des femmes ? Non seulement des femmes blanches, mais aussi des femmes de couleur ? C'est l'exploitation bien entendu, l'impitoyable Moloch du capitalisme qui s'engraisse sur le dos de la main-d'œuvre sous-payée et condamne ainsi des milliers de femmes et de jeunes filles à la prostitution.

Partout, les femmes n'ont de valeur qu'en tant qu'objets sexuels et non en tant que travailleuses. Il est donc presque normal qu'elles doivent acheter leur droit de vivre et la place quelconque qu'elles occupent contre des faveurs sexuelles. Après, entre une femme qui se vend à un seul homme, dans le mariage ou en dehors du mariage, ou à plusieurs hommes, il n'y a que peu de différence.

Le plus drôle dans cette affaire, avant même la réaction de l'opinion publique, c'est l'indignation des « bonnes et honnêtes gens », notamment des gentilshommes chrétiens que l'on retrouve inmanquablement au premier rang de toutes les croisades. Ils ignorent donc tout de l'Histoire des religions, dont celle du Christianisme ? Ou alors ils espèrent que la nouvelle génération ignore le rôle que l'Église a joué par rapport à la prostitution dans le passé ? Quelle que soit leur excuse, ils sont bien les derniers à pouvoir protester contre les pauvres victimes d'aujourd'hui, étant donné que la prostitution, comme tout étudiant cultivé le sait pertinemment, est née de la religion et qu'elle est perpétuée et encouragée depuis des siècles, non comme une abjection, mais comme une vertu, et approuvée en tant que telle par les dieux eux-mêmes.

« Il semblerait que la prostitution tire ses origines de la tradition religieuse – la religion, cette institution qui préserve si bien les coutumes et qui a si bien su préserver, sous une forme différente, une liberté élémentaire qui était en train de disparaître de la vie sociale générale. »

« Les prêtres qui étaient à la tête de l'Église toléraient la prostitution. Au XII^e siècle, des bordels étaient protégés par les municipalités. Ils faisaient partie, en quelque sorte, du service public, et leurs dirigeants avaient presque un statut de fonctionnaire⁴. »

Ajoutons à cela les extraits suivants tirés de l'étude du Dr Sanger :

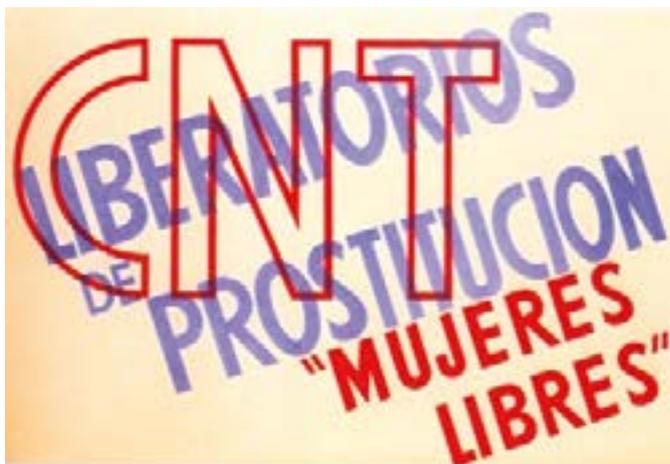
« Le Pape Clément II a émis une loi stipulant que les prostituées seraient tolérées si elles reversent une certaine part de leurs bénéfices à l'église. » « Le pape Sixte IV était plus pragmatique : d'un seul bordel, construit par ses propres soins, il recevait 20 000 ducats. »

À notre époque, l'Église agit un peu plus discrètement. Elle s'abstient au moins de demander ouvertement de l'argent aux prostituées. L'investissement immobilier, à son avis, est plus rentable. L'église de la Trinité, par exemple, loue des trous à rats à un prix exorbitant à celles qui vivent de la prostitution.

1936, Action contre la prostitution pendant la révolution en Espagne⁵

La plupart des gens ont une conception étroite et unilatérale de la prostitution. Ils ne reconnaissent que la prostitution de sexe, et essentiellement la prostitution du sexe des femmes, la vente du corps féminin avec racolage de rue ou en « maison close ».

Cette conception, nous l'avons déjà dit, est étroite, très étroite, mais elle est en même temps rassurante. Si nous attribuons à ce mot toute l'amplitude de sa signification véritable, nous verrons soudain s'avilir des personnes respectables et un certain nombre d'institutions plus ou moins officielles se



COUPON À DESTINATION DES MILICIENS ET DES SOLDATS SUR LE FRONT DE MADRID AVEC UN SLOGAN CONTRE LA PROSTITUTION

couvrir de honte... Il serait opportun de le considérer dans toutes ses acceptions, nous ne manquerons pas de matière, mais nous nous étendrions trop. Restons-en sur l'idée courante et restrictive de la prostitution : échange de caresses qui n'appartiennent qu'à l'amour contre n'importe quoi excepté de l'amour.

Comment on lutte contre la prostitution

On a essayé d'en finir avec la prostitution de mille manières, mais, au fond, seulement de manière inefficace et inutile puisqu'on n'a pas tari la source du mal. On a pris parfois des mesures policières. On a employé une condescendance cri-

Les anarchistes et le système prostitutionnel



CNT MADRID 1937. VALABLE POUR UN PAQUET DE TABAC. LIBÉRONS-LES DE LA PROSTITUTION. MUJERES LIBRES



LIBÉRONS-LES DE LA PROSTITUTION. CNT MUJERES LIBRES MUJERES LIBRES, NUMÉRO 11, 1937, PAGE 21

minelle, réglementariste, créant des impôts plus ou moins bien utilisés. Et à la fin, on l'a oubliée, ignorée volontairement. Tout cela a été inutile, le problème étant très complexe, car il se nourrit des idées et des institutions les plus en avance. La prostitution cessera en tant que conséquence de nos coutumes, lorsque nos coutumes changeront grâce à la Révolution salvatrice qui aura lieu on ne sait quand.

Actions efficaces contre la prostitution

Les actions contre la prostitution doivent avoir lieu dans les sphères diverses et insoupçonnées, dans les sentiments, dans les personnes et dans les lieux qui n'ont apparemment rien à voir avec ce problème. Nous insistons sur ce qui a été dit très souvent : la femme doit être économiquement indépendante. On l'a déjà dit bien souvent, mais il faut le répéter sans cesse. Seule la liberté économique rend possibles les autres libertés, tant chez les individus que chez les peuples.

La liberté et l'égalité économique sont nécessaires : égalité des salaires, des revenus, accès identique au travail dans tous les domaines. Voici ce que l'on a déjà tellement répété, ce que l'on a largement entendu, c'est là le fondement de toute action contre la prostitution, la femme qui est indépendante économiquement recevra un salaire, même si c'est de son mari légitime.

Et nous pensons que le seul travail qui couvre toutes les nécessités, physiques et intellectuelles, est celui qui se met au service de la collectivité, contrairement au travail privé au service d'un seul individu (même si cela pourrait passer pour une belle chose), isolé de l'altruisme par les murs du foyer. Pour cela, toute la propagande, toutes les actions tournées vers la famille, vers cette chaleur domestique fictive, maintiennent la femme dans sa position traditionnelle : éloignée de la production et sans aucun droit. C'est une vérité axiomatique : les devoirs de travailleuse et ceux de la femme au foyer s'excluent mutuellement.

Prostitution

Les « music-halls » et les maisons de prostitution débordent toujours de foulards rouges, rouge et noir et de toute sorte d'insignes antifascistes. C'est une incompréhensible incohérence morale que nos miliciens – qui défendent magnifiquement nos chères libertés sur le front – soient à l'arrière ceux qui soutiennent et même renforcent la dépravation bourgeoise dans une des formes les plus dures de l'esclavage, la prostitution de la femme. On ne peut expliquer que les mêmes esprits qui, dans les tranchées, sont disposés à tous les sacrifices pour vaincre, dans une lutte à mort, négocient dans les villes l'achat de la chair de leurs sœurs de classe et de condition.

COMBATTANTS : que ce ne soit pas vous, nos propres camarades, qui compromettiez, par une conduite de petits bourgeois, une tâche si ardue déjà. Aidez-nous à faire que toutes les femmes se sentent responsables de leur propre dignité humaine. N'outragez plus celle qui, pour survivre, supporte votre tyrannie d'acheteurs pendant que nous nous escrimons à trouver le meilleur moyen d'émanciper ces vies. COMBATTANTS : coopérez avec nous dans cette tâche difficile.

Groupe Pierre Besnard

1. Élise Guiraud et Philippe Gastrein : <http://www.prostitutionetsociete.fr/cultures/histoire/louise-michel-la-commune-de-paris>, juillet 2011
2. Claudine Legardinier, *La prostitution à Paris pendant la Commune. La politique ambiguë du gouvernement révolutionnaire*, *Prostitution et Société*, n° 119, octobre - décembre 1997.
3. *L'esclavage sexuel* (1895) dans *Voltaireine de Cleyre, D'espoir et de raison, écrits d'une insoumise*, Textes réunis et présentés par Normand Baillargeon et Chantal Santerre, Lux, 2008.
4. *Résistance : Autonomie - Égalité - Liberté*, mars 2005. D'après l'édition de 1917 *d'Anarchism and Others Essays* – sur le trafic d'esclaves blanches et la prostitution en Amérique. http://women.shistory.about.com/library/etext/bl_eg_an8_traffic_in_women.htm
5. *Mujeres Libres, des femmes libertaires en lutte*, Ed. Los Solidarios, 2000.

Une femme Libre : Amparo Poch y Gascón



Le mouvement libertaire a toujours compté nombre de femmes dans ses rangs. Ça a été évidemment aussi le cas en Espagne dans les années 1920/30 et pendant la guerre civile (1936-1939).

Si, parmi les figures emblématiques, il est le plus souvent question de Federica Montseny, d'autres ont eu un rôle majeur dans le processus révolutionnaire. C'est le cas d'Amparo Poch y Gascón. Qui était-elle exactement ?

Une biographie très détaillée lui a été consacrée par l'écrivaine Antonina Rodrigo en 2002 dans son livre « Una mujer libre : Amparo Poch y Gascón, médica y anarquista » (Une femme libre : Amparo Poch y Gascón, docteure et anarchiste). Je me suis largement inspiré de ce livre traduit en français, mais pas encore publié. Cela nous permet de parcourir la vie de cette militante qui se définissait comme (dans l'ordre) docteure, féministe et anarchiste.

Biographie sommaire

Née le 15 octobre 1902 à Saragosse, elle fut une des premières femmes à obtenir un doctorat en médecine en Espagne (en 1929). Elle milita activement pour l'éducation sexuelle, le droit à la contraception, et l'émancipation féminine. Elle adhéra rapidement à la CNT, ainsi qu'au Parti syndicaliste créé par Ángel Pestaña, et participa également à la création de Mujeres Libres (Femmes Libres), organisation féministe et anarchiste dont le but était de libérer les femmes de l'oppression sociale et économique. Pendant la guerre civile, elle sera Conseillère à l'Assistance sociale dans le ministère de la Santé à la tête duquel a été nommée Federica Montseny. Elle axera son action dans les soins apportés aux blessés et surtout dans la protection des enfants affectés par le conflit et ses bombardements.

En même temps, elle écrivit des essais et des articles sur la condition des femmes et l'éthique sociale. Après la défaite du camp républicain, elle s'exila en France, continuant à aider et soutenir les réfugiés espagnols jusqu'à sa mort en 1968.

Machisme et féminisme dans l'Espagne des années 1920

Le domaine de la médecine a été le plus interdit aux femmes qui durent se battre pour accéder à ces études. En Espagne notamment, les femmes en étaient exclues en rai-

son des structures patriarcales et du rôle essentiel dévolu à la femme, à savoir la maternité bénie par l'Église et la société. Ainsi, au long des siècles, les femmes sont cantonnées aux travaux domestiques, subissant les mariages de convenance, et étant écartées des sujets culturels, ne pouvant exprimer leur opinion sur les thèmes intellectuels.

Pour l'ambiance de l'époque, on pouvait lire, sous la plume d'un certain Manuel Jesús de l'Hotellerie, cette pensée « profonde » : « Les femmes ne cherchent qu'à se masculiniser en adoptant les procédures de l'homme. Femmes employées de bureau, laissez l'homme à sa place et occupez la vôtre dans la petite maison qui a tant besoin des soins de vos adorables mains, et les hommes et les enfants vous remercieront ».

Très tôt, Amparo Poch se fixe un objectif clair face à cet état de fait : l'émancipation de la femme, notamment de la travailleuse, en défendant son droit à l'instruction et au développement de son intelligence. Dès la fin de ses études en 1929, elle s'attelle à une œuvre de diffusion et de prévention sanitaire par le biais de conférences, de cours d'éducation sexuelle, d'articles dans la presse, cela dans une société où des thèmes comme la sexualité, l'hygiène féminine étaient absolument tabous, dans le but pour Amparo Poch d'en finir avec l'ignorance sur ces sujets dans les milieux ouvriers.

Les critères brandis à l'époque par les « savants » pour interdire la médecine aux femmes étaient :

> biologiques et psychologiques (l'émotivité et la force physique moindre des femmes étaient considérées comme une incapacité naturelle).

> légales (elles dépendaient juridiquement de leur père ou de leur mari, et étaient donc privées de responsabilité sociale et d'autonomie pour leur contrat de travail).

> socioculturelles (en raison de leur indisponibilité à temps complet à cause de leurs grossesses et de leurs responsabilités familiales).



Une femme libre : Amparo Poch y Gascón

●●● En Espagne, les premières femmes diplômées en médecine furent Dolores Aleu y Riera et Martina Castells Ballespi. En 1882, à la fin de leurs études, elles obtinrent leur titre de Docteur en Médecine sous réserve que :

➤ malgré le titre accordé, elles n'aient pas le droit d'exercer la profession que ce soit à l'hôpital ou dans l'enseignement ;

➤ l'admission de nouvelles élèves soit suspendue.

Biographie complémentaire

Vingt ans plus tard, le 19 octobre 1902, naissait Amparo Poch y Gascón, fille d'une domestique et d'un militaire. Amparo, d'une intelligence précoce était avide de savoir. Malgré ses facilités pour les études, son père s'oppose à ce qu'elle se dirige vers des études de médecine (« ce n'est pas un métier de femme ») ; il exige d'elle qu'elle envisage le métier d'institutrice, ce qu'elle accepta, mais à la fin de ses études elle déclara : « je suis institutrice à présent, mais je vais étudier la médecine qui est ma vocation réelle ». Affrontement avec son père, lui autoritaire, aux valeurs hiérarchiques militaires, elle, intéressée par les problèmes sociaux et déjà engagée dans les luttes ouvrières.

1922/23 : elle entreprend ses études de médecine. Pour le cours préparatoire, elle est la seule femme au milieu de 435 hommes. Pour le cours d'aide-soignant, 41 inscrits dont 7 femmes et 12 pour le cours de sage-femme. Tous cours confondus, il y avait 1 448 élèves dont seulement 32 femmes. Dans un article qu'elle publie (« **Et moi?** »), Amparo Poch dénonce le traitement subi par les femmes et le mépris des autres étudiants de sexe masculin. Elle obtient le diplôme d'honneur dans les quatre matières de l'année préparatoire tout en explorant ses facettes d'écrivaine, de poétesse et de journaliste, en collaborant au journal radical « La Voix de la Région, hebdomadaire indépendant et défenseur de l'intérêt général » (tout un programme!). Elle publie aussi un roman (Amor) et commence à porter des vêtements d'homme (pantalon et cravate) au grand dam de son père qui estimait qu'elle insultait la famille avec un tel accoutrement porté en public, à l'université et dans les cafés, en parlant avec la même liberté qu'un homme, participant aux débats et aux querelles d'opinion.

Elle révèle son esprit féministe radical bien avant de rejoindre l'idéal libertaire et de commencer à sympathiser avec les idées anarchistes par le biais des revues Voluntad, Cultura y acción et surtout le journal Solidaridad Obrera, porte-voix de la CNT catalane. Elle adhèrera plus tard (le 1^{er} mai 1936) au Syndicat Unique de la Santé (CNT).

Pour le cycle 1928/29, elle obtient le Prix d'Exception de sa promotion. Elle a 26 ans, obtient son diplôme de médecin et

ouvre son cabinet dans son appartement en faisant paraître une petite annonce dans le journal « La Voz de Aragón » : « Amparo Poch y Gascón – cabinet médical pour femmes et enfants – Consultations de 15 à 18 heures. Réservé aux ouvrières de midi à 13 heures ».

Elle rédige articles et brochures tels le Livret de conseils aux mères où elle traitait des « soins aux nouveaux nés, aux seins, des sécrétions vaginales et des relations sexuelles ». Autant dire un certain nombre de sujets tabous dans la société de l'époque. Pour élargir son audience sur ces thèmes, elle donne parallèlement des conférences dans les athénées libertaires et les milieux ouvriers.

De la théorie à la pratique

Quand éclate la guerre civile, Amparo Poch, Lucia Sánchez Saornil et Mercedes Comaposada font de la revue « **Mujeres Libres** » une véritable arme de combat de la cause révolutionnaire. Dans les statuts du groupement Mujeres Libres on pouvait lire :

➤ créer une force féminine consciente et responsable qui agira à l'avant-garde du progrès ;

➤ établir à cet effet des écoles, des instituts, des cercles de conférences, des formations spéciales... visant à instruire la femme et à l'émanciper du triple esclavage auquel elle est soumise : l'esclavage de l'ignorance, l'esclavage en tant que femme et l'esclavage en tant que travailleuse.

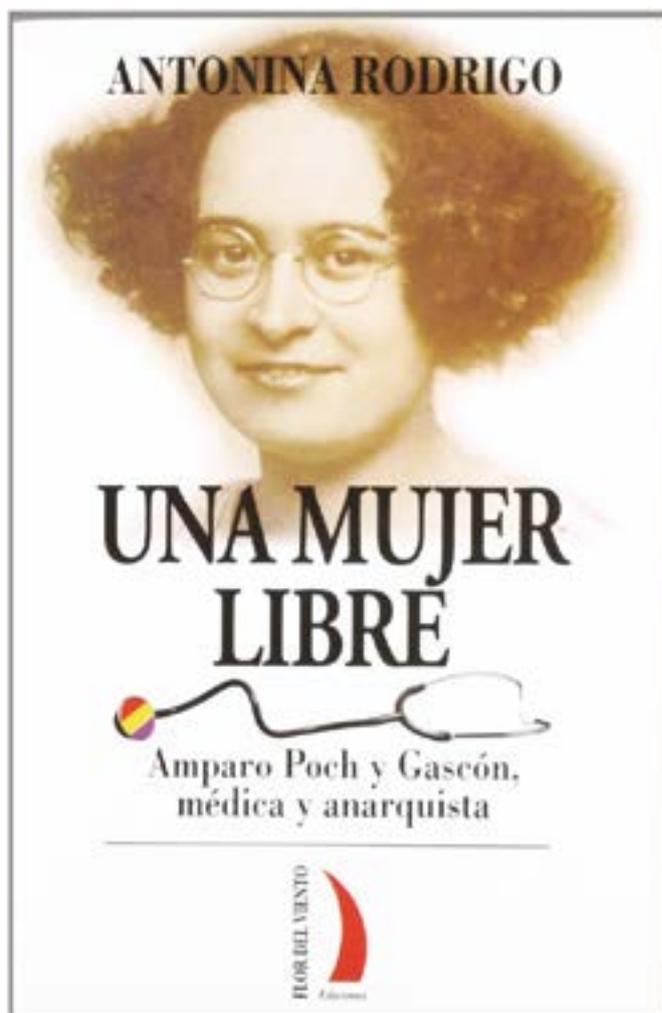
On pouvait y lire sous la plume d'Amparo :

« Les enfants ne peuvent ni ne doivent être catholiques, socialistes, communistes, libertaires... Les enfants doivent être seulement ce qu'ils sont : des enfants. »

Un temps, Amparo est envisagée au portefeuille de la Santé dans le nouveau gouvernement de la République, dans lequel quatre anarchistes vont s'intégrer. La FAI va imposer Federica Montseny comme ministre de la Santé. Celle-ci va instituer deux Conseils : celui de la Santé et celui de l'Assistance Sociale dont se chargera Amparo Poch.

Devant l'évolution de la guerre, l'avancée des troupes fascistes, leurs bombardements des populations civiles, Amparo Poch organise des centres d'évacuation des enfants et pousse Federica Montseny à concrétiser cette œuvre. Les expéditions d'enfants commencent ainsi vers des régions de la zone républicaine moins exposées, puis rapidement vers des foyers ou colonies en France.

Juin 1937, changement de gouvernement de la république, plus aucun anarchiste n'en fait partie et Amparo Poch quitte sa charge de Conseillère à l'Assistance sociale ; en novembre 1937, elle s'installe à Barcelone, contribue à différents journaux comme Mañana (en signant « Docteur Santé Joyeuse ») ou la revue Mujeres Libres. Elle organise



aussi des cours au Casal de la Dona Treballadora (Maison de la Femme ouvrière).

Par voie de tracts elle s'adressait ainsi aux travailleuses :
Compagne,

Veux-tu contribuer à gagner la guerre ?

Veux-tu te former pour être utile à la cause antifasciste ?

Veux-tu acquérir une culture générale ?

Veux-tu te spécialiser dans une profession ?

Inscris-toi à la Maison de la Femme Travailleuse et choisis le cours ou le stage qui t'intéresse le plus à partir de la liste qui se trouve au verso.

Cette liste était la suivante :

- > cours de formation culturelle des femmes ;
- > classes élémentaires pour analphabètes (lire, écrire, notions d'arithmétique, géographie, grammaire, sciences naturelles) ;
- > classes complémentaires de l'enseignement élémentaire (histoire universelle, français, russe, mécanographie, sténographie) ;
- > classes complémentaires professionnelles (infirmières, puéricultrices avec formation pratique dans les hôpitaux, mécanique, électricité, commerce, confection/couture, notions d'agriculture et d'aviculture avec formation pratique) ;
- > formation sociale : cours d'organisation syndicale, sociologie, notions d'économie, conférences hebdomadaires de développement général.

L'exil

Janvier 1939 : Barcelone tombe aux mains des troupes franquistes ; c'est la Retirada : près de 500 000 républicains civils et militaires, hommes, femmes et enfants passent la frontière pour se réfugier en France où ils sont accueillis « comme des chiens » par les autorités du pays des Droits de l'Homme.

Amparo Poch restera à Prats de Mollo jusqu'en septembre 1939, apportant clandestinement une aide médicale à d'autres réfugiés. Elle rejoint plus tard Nîmes et finalement (en 1945) s'installe à Toulouse. Par ordonnance du 6 août 1945, « les médecins natifs des pays alliés sont habilités à prodiguer des soins à leurs compatriotes dans les centres d'accueil officiellement organisés ». Amparo Poch se retrouve au dispensaire de la Croix Rouge mais n'en continue pas moins à participer aux publications libertaires en exil.

Atteinte d'un cancer au cerveau qu'elle jugera elle-même incurable, les derniers mois de sa vie seront des allers-retours pour soins palliatifs dans les hôpitaux et cliniques. Elle décède le 15 avril 1968.

Ramón Pino

Groupe Salvador Seguí

Les Afghanes privées de vivre ? Emmurées !

Depuis leur retour au pouvoir en Afghanistan, en août 2021, les talibans n'ont cessé de réduire les droits des femmes, les privant de leurs libertés les plus élémentaires. Fin décembre, les talibans ont annoncé que toutes les ONG, nationales et internationales, doivent respecter le décret publié deux années auparavant, interdisant l'emploi des femmes afghanes. L'application de ce décret est impérative au risque sinon que les ONG perdent leur licence. Les talibans continuent de priver les femmes de leurs droits fondamentaux, en les discriminant et en pratiquant une politique de persécution, de ségrégation, d'invisibilisation, d'effacement des femmes afghanes. Un apartheid de genre !

La situation humanitaire en Afghanistan s'aggrave : plus de la moitié de la population vit dans la misère. Pour les ONG, cela devient de plus en plus difficile de tenir leur rôle auprès de la population, rôle essentiel en fournissant une aide humanitaire, vitale, cruciale. Le 31 décembre 2024, l'ONU a exprimé sa « profonde inquiétude ». Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a dénoncé cette mesure discriminatoire, « *Aucun pays ne peut progresser – politiquement, économiquement ou socialement – en excluant la moitié de sa population de la vie publique. Pour l'avenir de l'Afghanistan, les autorités de facto doivent changer de cap* ». Chaque mesure supplémentaire vise à restreindre encore plus la liberté des femmes et des filles : elles leur interdisent déjà l'accès à l'éducation, au travail, aux services publics, et restreignent leur liberté de mouvement dans l'espace public. Les Afghanes ne peuvent plus aller à l'école au-delà du primaire, aller dans les parcs, les salles de sports, les salons de beauté, les restaurants, ni quasiment sortir de chez elles sans chaperon. Une loi leur interdit même de chanter ou de déclamer de la poésie, et toujours selon la règle religieuse. Elles sont obligées de voiler leur corps hors de chez elles, mais aussi « voiler » leur voix : ainsi des radios et des télévisions locales ont cessé de diffuser des voix féminines. Parce qu'elles sont femmes, elles n'ont plus le droit de poursuivre leurs études dans le domaine médical, le seul auquel

elles pouvaient encore prétendre pour soigner les femmes et les filles, puisqu'il est inconvenant qu'un médecin homme soigne la population féminine. Et le gouvernement taliban interpellé répond que la loi islamique « garantit » les droits des Afghans et des Afghanes !

Désormais, les femmes afghanes ne pourront plus se trouver dans des pièces comportant des fenêtres donnant sur l'extérieur. Le chef suprême des talibans a ordonné d'obstruer les fenêtres qui donnent sur des espaces résidentiels occupés par les femmes, et de ne plus construire ce genre de fenêtres estimant que cela pouvait conduire à de l'« obscénité ». Il ne faut plus voir « la cour, la cuisine, le puits des voisins et les autres endroits habituellement utilisés par des femmes ». La mairie et les services compétents devront surveiller tous les chantiers. Si des fenêtres sont en vis-à-vis, un mur doit être construit « pour éviter les nuisances causées aux voisins ».

Résistance et répression

Des associations basées en Europe apportent une aide clandestine proposant des cours pour les jeunes Afghanes privées de scolarité dès qu'elles atteignent 12 ans. L'exemple de Radio Begum, créée en 2021, relatée dans le documentaire de Solène Chalvon-Fioriti, montre des jeunes enseignantes assurant des cours proposés dans les deux langues officielles du pays : en dari le matin et en pachto l'après-midi, mais

*La nuit, les étoiles
Brûlent de douleur avec nous
La nuit, les feuilles
Tremblent de peur avec nous
Et nous, dans les ténèbres de ces nuits
Débordant de cris sans voix
Avec la torche de nos prières
C'est l'aube que nous attendons...*
Parvin Pejvâk, poétesse afghane

reprenant aussi sur le plan pédagogique des extraits de radio en anglais, dans un espace troglodyte clandestin. Or, le 4 février 2025, des agents de la Direction générale du renseignement des talibans (GDI) ont effectué une descente dans les locaux de Radio Begum à Kaboul, et ce, en compagnie de membres du ministère de l'Information et de la Culture. Ils ont interrogé les employés, confisqué les ordinateurs, les disques durs, les téléphones portables et arrêté deux collaborateurs, un journaliste sportif de Jawanan Radio (radio située dans les locaux de Radio Begum, qui s'adresse à une audience masculine) et un rédacteur de Radio Begum. Le ministère a déclaré que la diffusion de Radio Begum était suspendue, car accusée de « *fournir des contenus et des programmes à une chaîne de télévision basée à l'étranger* ». Le régime affirme une volonté de censure et de répression médiatique généralisée, et éradiquant tout accès à l'information et à l'éducation pour les Afghanes. En une année, 12 médias ont été fermés par les talibans, 140 journalistes ont été interpellés ou détenus, 80% des femmes journalistes ont quitté la profession, les rares femmes à rester sont soumises à des restrictions asséchant totalement toute possibilité de travailler.

Et ourtant, les Afghanes apprenaient des langues étrangères, espérant un jour quitter cet enfer, et que leur terre redevenne une terre de liberté et d'espoir...

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Trois associations impliquées dans l'instruction des jeunes Afghanes, Negar, Femaid et Nayestane :

- > <http://www.negar-afghanwomen.org/>
 - > <https://www.fondation-raja-marcovici.com/projet/education-des-filles-afghanes-privées-de-scolarité-par-les-talibans.html>
 - > <https://www.facebook.com/Nayestane/>
- Reporters sans frontières :** <https://rsf.org/fr/suspension-de-l-emblématique-radio-begum-et-arrestation-arbitraire-de-deux-collaborateurs-la>

POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet



À LILLE

En soirée la libido
flotte en musique à fleur de peau
tes rondeurs pour une photo
mon cœur anguleux au galop.

*Je suis ta tienne
Tu te veux mienne
Comme une rienne
Amours lesbiennes*

Dansons autour de nos corps
efface toute idée d'effort
et démords de tes remords
laisse aller encor et encor.

*Je suis ta tienne
Tu te veux mienne
Comme une rienne
Amours lesbiennes.*

Libres pensées sous licence poétique (2 vol),
Feuilles volantes, Sansonnets - 100 sonnets,
Noyaux de pêche, Les Éditions libertaires

DESSIN C. MOA

À Lille

Poème de
Monica JORNET

Musique de
Christian CHANDELLIER

Valse C G7 Cm D°/F Eb G7/D Cm Cm

En soi - rée la li - bi - do flotte en mu - sique à fleur de peau tes ron - deurs

♩ = 190

10 Db/F G7 Cm Cm Db/F G7 Cm

pour u - ne pho - to mon cœur an - gu - leux au ga - lop.

♩ = 70

17 Em7 *Reggae* Dm7 Em7

Je suis ta tienne Tu te veux mienne Comme u - ne

♩ = 70

20 Dm7 E7 Fmaj7/D Em7 *Valse* C G7

rienne A - mours les - biennes Dan - sons au - tour de nos

♩ = 190

26 Cm D°/F Eb G7 Cm/Eb G7 Cm Db/F G7

corps e - ffa - ce toute i - dée d'e - ffort et dé - mords de tes re -

Mouvement #MeToo à l'hôpital

Dans le sillage du mouvement #MeToo à l'hôpital, l'Ordre National des Infirmiers a lancé une consultation en ligne du 13 au 19 septembre 2024, à laquelle plus de 21 000 infirmières et infirmiers ont répondu, dont 19 092 infirmières.

**LES FRESQUES CARABINES :
UNE INSTITUTIONNALISATION DES
VIOLENCES SEXISTES À L'HÔPITAL**

*Quelques
Féminismes*

Ainsi, une nécessaire levée du silence régnant depuis trop longtemps a permis d'évaluer les violences sexistes et sexuelles, VSS, dont sont victimes les soignantes et soignants.

La parole a donc été donnée aux infirmières et infirmiers afin de quantifier la prévalence des VSS les visant, pour faire entendre leurs voix et leurs solutions. Les constats, diffusés le 11 décembre 2024, devraient à présent interpellier les pouvoirs publics et tous les acteurs du système de santé, car l'ampleur des VSS est effrayante. « *Ainsi, 64% des infirmières et infirmiers ayant pris part à cette consultation ont déjà été victimes de violences dans le cadre de leur exercice professionnel. Près d'un répondant sur quatre nous dit aujourd'hui ne pas se sentir en sécurité sur son lieu d'exercice professionnel* ». En ce qui concerne les VSS, 49% des répondants déclarent avoir été victime d'au moins un type de VSS, certain-es en déclarant plusieurs, le taux étant à 53% chez les infirmières et à 24% chez les infirmiers :

- 39% citent des réflexions inappropriées ou dégradantes du fait de leur genre;
- 21% des outrages sexistes (propositions outrancières, homophobes, moqueries...);
- 4% des agressions sexuelles;
- 0,13% des viols.

L'auteur de ces violences s'avère être un patient (60%), un autre professionnel de santé (47%), un visiteur (26%), un autre infirmier (15%) ou encore un responsable administratif (3%) ou hiérarchique (14%). Quatre sur dix indiquent avoir subi des faits à plusieurs reprises et 6% de façon régulière. Près d'une infirmière ou d'un infirmier sur quatre déclare avoir été victime de VSS dès sa formation initiale. Dans la vie professionnelle, aucun lieu d'exercice n'est immunisé : hôpital, pratique libérale, secteur médico-social, laboratoire d'ana-

lyses médicales, milieu scolaire, entreprise, formation continue, congrès, etc.

Comme pour toute personne victime, les faits des VSS ont souvent un impact sur la santé (34%), la vie sociale et intime (24%). Ils font naître un sentiment d'insécurité au travail (37% des répondants), ils provoquent une détérioration des relations de travail (19%), ils modifient le rapport au travail en termes notamment de démotivation ou d'absentéisme (14%), voire ils entraînent un changement de secteur d'activité (12%).

Une culture carabine et la loi du silence

D'après les résultats de cette consultation, trois facteurs favorisent très nettement cette prévalence importante des VSS à l'encontre des infirmières et infirmiers :

- la culture carabine (71%) qui consiste à rabaisser et à humilier, telles les fresques sexistes dans les salles de garde de divers hôpitaux publics;
- des rapports hiérarchiques et fonctionnels (59%);
- une culture du silence qui reste prégnante (53%).

À cela, s'ajoutent des locaux inadaptés (vestiaires mixtes, salles de pause trop petites) ou encore l'organisation des services, notamment pour le travail de nuit.

Face à ces violences, la résignation règne : 38% des victimes n'entreprennent aucune démarche et si elles réagissent, c'est seulement pour se tourner vers des collègues ou des proches. Les raisons évoquées résident dans la crainte de répercussions pour son exercice ou sa carrière (36%), ou de ne pas être entendu (28%), par manque de moyens d'action (19%) et l'appréhension d'accomplir seule ou seul les démarches. Mais c'est aussi du fait d'une méconnaissance des droits et des démarches possibles.

Parmi les solutions évoquées, c'est surtout l'enjeu de la prise en compte de la parole des victimes et aussi le renforcement des sanctions administratives pour les auteurs de VSS (54%) avec la mise en place de systèmes déclaratifs simplifiés au sein des établissements pour faciliter les démarches (32%). L'importance de la prévention et de l'éducation apparaît être un bon levier de lutte : 26% des répondants souhaitent que des programmes de sensibilisation et de formation soient déployés pour tout le personnel administratif et soignant. Aussi une campagne d'information spécifique et de formation de référents violence devrait être développée en 2025. Rappelons que les victimes de violences sexistes et sexuelles au travail peuvent aussi contacter les syndicats et/ou l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, une association de référence sur ces questions en termes d'écoute, de soutien et d'accompagnement judiciaire des victimes qui les contactent.

Sur un plan général, en France, le Haut Conseil à l'égalité précise que 88% des Français.es considèrent que les femmes et les hommes ne sont pas égaux en pratique, 78% des Françaises ont vécu personnellement un acte sexiste ou ont été destinataires de propos sexistes, 80% des Français.es considèrent que les lois et sanctions existantes sont insuffisantes ou mal appliquées.

Dans le secteur professionnel de la santé, la prise de conscience émerge comme dans d'autres secteurs. Lutter contre les violences sexistes et sexuelles, c'est combattre au quotidien l'un des fondements du patriarcat : c'est long et difficile, mais ô combien nécessaire et indispensable! La peur doit changer de camp!

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Charte Mondiale des Femmes pour l'humanité (extrait)



La Charte Mondiale des Femmes pour l'humanité a été adoptée il y a 20 ans, le 10 décembre 2004, à la cinquième rencontre internationale de la marche mondiale des femmes au Rwanda et décrit le monde que les femmes veulent construire! Ce monde repose sur cinq valeurs : l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix.

Nous, les femmes, marchons depuis longtemps pour dénoncer et exiger la fin de l'oppression que nous vivons en tant que femmes, pour dire que la domination, l'exploitation, l'égoïsme et la recherche effrénée du profit menant aux injustices, aux guerres, aux conquêtes et aux violences ont une fin.

Nous proposons de construire un autre monde où l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et les exclusions n'existent plus, où l'intégrité, la diversité, les droits et libertés de toutes et de tous sont respectés.

Nous formons plus de la moitié de l'humanité. Nous donnons la vie, travaillons, aimons, créons, militons, nous distrayons. Nous assurons actuellement la majorité des tâches essentielles à la vie et à la continuité de cette humanité. Pourtant, notre place dans la société reste sous-évaluée.

La Marche mondiale des femmes, dont nous faisons partie, identifie le patriarcat comme le système d'oppression des femmes et le capitalisme comme le système d'exploitation d'une immense majorité de femmes et d'hommes par une minorité.

Venez regarder avec nous les affirmations et les alternatives proposées il y a deux décennies, afin que nous puissions regarder devant nous avec des idées du monde que nous voulons créer. Une fois de plus, une autre année s'achève avec la prolifération de la militarisation et des conflits violents, l'extraction des ressources, l'empoisonnement de la terre et la diminution du bien-être des populations.

Bien que beaucoup de choses aient changé dans la façon dont nous vivons, l'exploitation des biens communs, des personnes et de tout être vivant s'est intensifiée. Nous pensons donc qu'il est très important de se souvenir de ce qui a été écrit dans la Charte jusqu'à ce que ce monde devienne réalité.

Par cette charte mondiale des femmes pour l'humanité et par les actions à venir, nous réaffirmons qu'un autre monde est possible, un monde rempli d'espoir, de vie, où il fait bon vivre et nous déclarons notre amour à ce monde, à sa diversité et à sa beauté.

Nous souhaitons que la force nous permette de continuer à marcher tant que toutes les femmes ne seront pas libres!

Du 8 mars au 17 octobre, nous nous joindrons à la 6^e Année internationale d'action et marcherons à travers le monde contre les guerres et le capitalisme, pour le « buen vivir » et la souveraineté sur nos corps et nos territoires.

Vous trouverez en ligne le texte complet :

https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/Charte_mondiale_des_femmes_pour_humanite.pdf

Gaza. Les mères et les bébés face à la mort

Le rapport de *Human Rights Watch* du 28 janvier 2025 fait le constat terrible de la situation des mères gazaouies et de leurs bébés, constamment exposés au risque de mort. L'organisation s'appuie aussi sur les informations publiées par plusieurs ONG et agences des Nations unies.

Toutes constatent une dégradation des conditions d'accompagnement des femmes enceintes durant leur grossesse, au moment de l'accouchement et dans les jours qui suivent. L'ONG alerte sur les conséquences dramatiques de 15 mois de guerre et de blocus pour les femmes enceintes vivant dans le territoire palestinien.

L'ONG accuse le gouvernement israélien de violer les droits humains des femmes enceintes du fait de la guerre menée dans l'enclave palestinienne : Gaza est sous blocus depuis 2007, la guerre a repris après l'attaque du Hamas du 7 octobre, il s'agit d'une politique destructrice, qualifiée par l'ONG de « *crime de guerre* ».

Ce sont des attaques contre les établissements hospitaliers et les centres médicaux, ce sont des bombardements systématiques ciblant les civils, ce sont des entraves à l'aide humanitaire. Human Rights Watch documente les violations des droits des Palestiniens par le gouvernement d'Israël. Ainsi la force occupante inflige des refus délibérés d'accès aux centres médicaux, des femmes accouchent dans les pires conditions dans les décombres, sans murs ni toits, sans hygiène, dans la poussière, dans des restes d'hôpitaux ciblés par les bombardements, privées de nourriture. D'autres accouchent d'un mort-né, d'aucunes font une fausse couche. L'ONU avait estimé en mai 2024 que ces violations mettaient en danger les 50 000 femmes palestiniennes enceintes et les 20 000 nouveau-nés dans le territoire occupé. L'UNICEF estime qu'un enfant naît toutes les huit minutes.

Fin janvier 2025, seulement 7 des 18 hôpitaux de Gaza encore en état de fonctionnement disposent d'un service de soins d'urgence obstétriques, ainsi que 4 des 11 hôpitaux de campagne et un centre de santé communautaire. De jeunes mères ont été contraintes de quitter l'hôpital seulement quatre heures après avoir accouché, dans un état d'épuisement tel qu'elles ne pouvaient marcher, mais forcées d'évacuer avec leur bébé dans les bras sur plusieurs kilomètres, pour « vivre sous tente ».

Les bébés victimes de « Bibi »

Les sévères restrictions imposées par le gouvernement de Tel-Aviv sur l'acheminement de l'aide humanitaire provoquent de graves difficultés dans l'accès aux soins, et des pénuries de médicaments et d'anesthésiques nécessaires aux péridurales par exemple ou pour le traitement des bébés prématurés aux poumons sous-développés. Il manquait également, en décembre

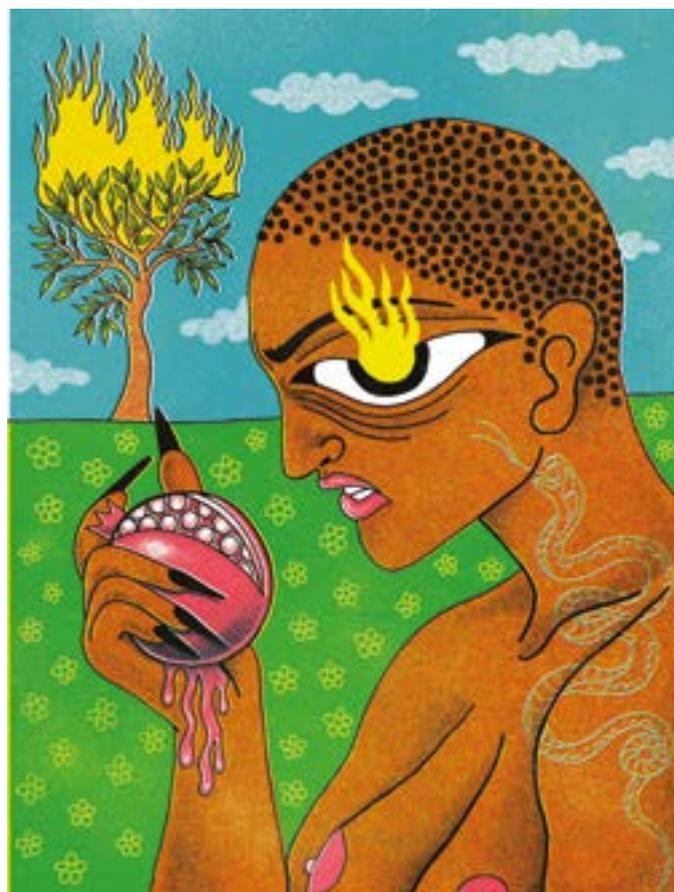


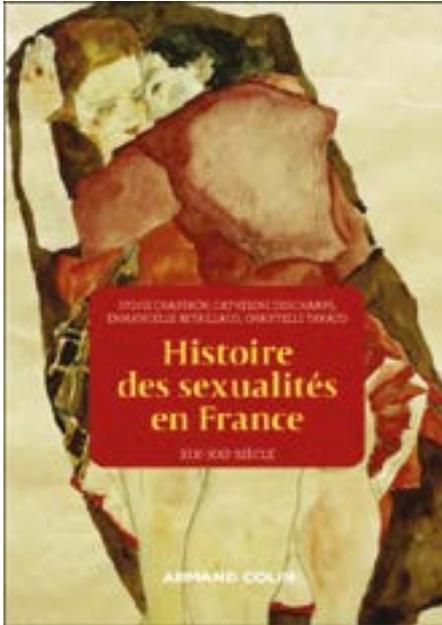
ILLUSTRATION DE MAÉ

dernier, 24 traitements médicaux et 19 types d'équipements nécessaires à la prise en charge des femmes enceintes et des nouveau-nés. Comment réaliser une échographie sans électricité ? Comment faire sans savon pour se laver les mains, ou sans draps pour offrir un minimum d'intimité aux femmes qui accouchent. Faute d'eau potable, il est aussi très difficile de préparer du lait infantile, alors que certaines mères ont du mal à allaiter en raison du stress. S'ajoute la dégradation des conditions d'accompagnement des femmes pendant leur grossesse ainsi qu'au moment de l'accouchement. Les combats, les bombardements et les déplacements répétés imposés aux habitants par les ordres d'évacuation de l'armée israélienne ont rendu le suivi des grossesses très complexe. Un ensemble donc de facteurs responsables d'une augmentation des fausses couches de près de 300% depuis le début du blocus, selon des estimations de la Fédération internationale pour la planification familiale. Sans oublier les traumatismes physiques et psychiques des mères.

Toutes les femmes interrogées évoquent « *le poids psychologique extrême de vivre en ayant constamment peur pour leur vie et leur grossesse* ». L'ONG appelle donc le gouvernement d'Israël à tout faire pour assurer l'accès de la population aux services et produits de première nécessité, « *avec une attention particulière portée aux femmes enceintes et aux enfants* ». Belkis Wille, l'auteurice du rapport, affirme : « *Le cessez-le-feu, à lui seul, ne mettra pas fin aux conditions abjectes* » dans lesquelles vivent les civils. Rappelons que l'article 16 de la convention de Genève de 1949 prévoit la « protection » et un « respect particulier » pour les femmes enceintes. Il s'agit ici en territoire palestinien d'une violation au droit international humanitaire.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

De la morale bourgeoise aux droits libéraux



L'ouvrage *Histoire des sexualités en France XIX^e-XXI^e siècle* est une synthèse établie par Sylvie Chaperon, Catherine Deschamps, Emmanuelle Retailaud et Christelle Taraud, trois historiennes et une anthropologue. C'est une somme d'informations et d'analyses extrêmement précieuses sur l'histoire des sexualités d'autant que des bilans ont existé, mais apparaissent dépassés et manquaient de synthèse : « *les gays ont donné lieu à beaucoup plus de recherches que les lesbiennes, les bi, les trans, les queers ou les intersexes* ». Les autrices précisent qu'elles ont adopté une périodisation classique, car l'histoire des sexualités se déroule selon les scissions affectant la société, que ce soient les révolutions, les guerres, les périodes de paix et de prospérité dont les impacts diffèrent. Le format du livre ne permet pas d'inclure les possessions coloniales françaises, ni les territoires et départements d'outre-mer actuels où, pourtant, les lois et les règlements ne sont pas toujours les mêmes qu'en métropole et ni les mêmes selon les statuts des différentes populations.

Les femmes engagées dans leur sexe

Le terme sexualité n'apparaît qu'en 1837 après la Révolution des Trois Glorieuses (1830) alors qu'auparavant on usait de celui de vie sexuelle. Diviser en mâle et en femelle est d'abord utile à la médecine, plaçant la femme dans son devoir reproductif : puberté, menstrues, ménopause. L'activité sexuelle s'étend soi-disant pour les femmes sur 40 années. D'une différence allant de l'homme parfait à la femme imparfaite au XVIII^e siècle, on en arrive à une différence de nature au XIX^e, la femme étant l'Autre, dans ce siècle de la morale bourgeoise. Puis « *les comportements de "genre" (sexe social et culturel) dérivent directement du sexe et le corps féminin n'est formé que pour servir à la maternité* ». Les femmes sont donc engagées dans leur sexe. Le Code civil du 21 mars 1804 instaure la femme propriété de l'homme et mineure à vie, frappée d'incapacité juridique et civile. Le mariage légal exclut les enfants naturels, afin de protéger le patrimoine et l'héritage : c'est une institution socio-économique, d'où le contrôle strict de la virginité des filles avant épousailles. Prêtres et médecins se donnent pour mission de contrôler, surveiller et punir les conduites et inconduites sexuelles, et s'érigent en rempart contre la luxure et la concupiscence.

La double morale

S'installe le règne de la double morale. Pour les hommes, il est admis qu'ils auraient un besoin sexuel « irrépissable ». Aussi en bicatégorisant les femmes en épouse et mère, au foyer, et maîtresse et catin, au-dehors, la prostitution apparaît comme un mal nécessaire. La formule du journal anarchiste *Le Père Peinard*, « couche ou crève », en 1890, révèle la prédation sexuelle que subissent les femmes dans le prolétariat, bonnes

engrossées par les maîtres ou leurs fils, ouvrières harcelées, violentées et violées par les patrons ou les contremaîtres. Par ailleurs, si la fille-mère est honnie, l'adultère masculin ne fait l'objet d'aucune condamnation, sauf au domicile conjugal. Et la famille reste une zone de non-droit : violences domestiques, viol conjugal, inceste.

Si Hortense Wild pose les bases de la résistance au mariage, et dénonce l'amour-caserne comme l'amour-lupanar, Jeanne Victorine revendique plutôt le célibat que l'esclavage (1832). À la fin du XIX^e siècle, les grandes villes sont considérées comme le creuset sexuel et le catalyseur des possibles : libertinage, courtisanerie, pornographie, homosexualités, mais aussi prédation et criminalités sexuelles. Paris apparaît comme la troisième grande cité du lesbianisme. Quant à Flora Tristan ou à Louise Michel, prostitution et mariage ne font qu'un, enjeu de genre et de classe. Et c'est aussi le siècle au cours duquel le pouvoir des médecins tend à supplanter celui du clergé dans l'encadrement des populations. Des expériences et des traitements sont tentés : injonction hypodermique d'extraits de testicules d'animaux, hystérie, tératologie pour les intersexes, crime d'Onan, masturbation, hygiène conjugale contre le péril vénérien, névroses féminines, mais aussi éducation sexuelle réclamée par le mouvement hygiéniste. Féministes et néo-malthusiens vont bien sûr beaucoup plus loin que les cours qui pourraient être dispensés à l'école.

Au cours de la Belle Époque, la lutte des féministes s'axe sur l'égalité sexuelle. Madeleine Vernet écrit « *Qu'on ne confonde pas l'amour avec le mariage* », tandis que Nelly Roussel, Alexandra David-Neel, Madeleine Pelletier ou Voltairine de Cleyre apportent les réflexions sur le rapport amoureux et le plaisir dans « *une éthique érotique qui ne peut, dès lors, que dissocier l'amour charnel de la procréation* » et elles critiquent ●●●

De la morale bourgeoise aux droits libéraux

●●● le mariage. Cette période condense ambivalences et contradictions : moralisme revendiqué avec une pudeur féminine et un honneur masculin, développement d'un Paris lesbien et d'un Paris gai, et pourtant homosexualité réprouvée, avec des procès d'homosexuels célèbres en Europe, comme celui d'Oscar Wilde.

La guerre remet chaque sexe à sa place

Les temps de guerre bouleversent l'ordinaire, en produisant de l'inédit, en aiguissant les sensibilités et par l'absence des hommes partis au front, la Grande Guerre va réduire, autant qu'ouvrir l'horizon sexuel. La guerre remet chaque sexe à sa place. Elle crée un choc familial et démographique tout en posant la question de la sexualité des soldats. Pour contrôler le péril vénérien, le réglementarisme est renforcé. La guerre est aussi un milieu homoérotique. Les divorces vont croître en 1918-1919, pendant que les plaintes et condamnations pour adultères augmentent, avec encore un double tarif pour les femmes. Des amours exogènes se développent du fait de soldats issus des colonies, ou de l'Entente : africains, indochinois, américains.

La décennie 1920, appelée les Années folles, voit poindre *La Garçonne* de Victor Marguerite, et un trouble dans le genre avec relâchement des mœurs. Paris est la capitale festive, vie de boulevard, vie de café. Joséphine Baker est perçue comme l'Éros africain, avec une surérotisation du corps noir. Le cinéma et la photographie emboîtent le pas en montrant Musidora en justaucorps : la vamp naît, entre séduction et destruction. Ces deux arts développent aussi la pornographie. Une « culture du bordel » mêle partouze et stupéfiants. Au *Tropique du cancer* d'Henry Miller viennent s'ajouter les journaux intimes d'Anaïs Nin ou de Mireille Havet, et les amours lesbiennes de Gabrielle Chanel ou les polyamours de Tamara de Lempicka. Ces demi-mondaines permettent de visibiliser l'homosexualité et être des moteurs d'expériences émancipatrices chez les élites. Ce sont les années de transgression de l'apparence : personnes travesties, efféminées. Mais la cause homosexuelle peine à s'installer. Ce sont aussi les années de la répression de la contraception et de l'avortement par les lois de 1920 et 1923 dans un climat familialiste et nataliste pour repeupler la France.

Dans l'entre-deux-guerres, la réflexion et la pratique sexologiques s'affirment. Du côté de celles et ceux qui défendent la liberté de contraception et d'avortement, l'affaire Henriette Alquier, institutrice, autrice d'un article « La maternité, fonction sociale » réunit socialistes, communistes, anarchistes, néo-malthusiens, féministes, syndicalistes et Ligue des droits de l'homme, pour sa défense et celle de Marie Guillot, gérante du *Bulletin féministe de la Fédération de l'enseignement laïque*. Eugène et Jeanne Humbert seront condamnés plusieurs



fois pour leur engagement néo-malthusien. La psychanalyse fait une percée timide avec les thèses de Freud sur la libido, source originelle, selon lui, des pathologies mentales. Quant à la morale des catholiques, ils sont traités de « Pères Lapins » entretenant la misère ouvrière en lui imposant de produire de la chair à canon et à patron. Commence aussi la dénonciation de la pédophilie cléricale.

Front populaire : espoir brisé

Si la révolution en URSS a laissé espérer l'égalité des femmes et des hommes, le mariage laïcisé et la contraception légalisée, ce ne sera que de courte durée. Le tournant nationaliste et nataliste de 1935 aboutit à interdire l'avortement. En France, les communistes se positionnent contre l'homosexualité. Quant au féminisme modéré, il se contente de prôner l'abolition de la prostitution. Le Front populaire n'apportera qu'un espoir brisé, alors que l'attente forte des femmes réside dans la satisfaction sexuelle, et non la soumission, montrée au cinéma, dans les chansons populaires ou dans les magazines. Les normes restent contraignantes.

La Deuxième Guerre mondiale déstabilise et réprime la sexualité : montée de la fibre familialiste, maternaliste et nataliste, « Travail Famille Patrie », le nouvel ordre moral. L'adultère chez la femme est vécu comme une trahison patriotique, « embochées » ou « putes à boches », de même la pratique de l'avortement. Les indésirables, qui seront pour une grande part exterminés comme les Juifs et Juives, rassemblent des criminels, des asociaux, des Tsiganes, des homosexuels, etc. C'est une période où les maladies sexuellement transmissibles augmentent, le nombre d'enfants nés hors mariage croît, ainsi que celui des avortements de 600 000 à 1 million. La répression se durcit au point de guillotiner Marie-Louise Giraud en 1943 alors que les femmes n'étaient plus exécutées depuis 1887. Mais elle reste inégale et contradictoire, alors que Paris, lieu de plaisirs pour les occupants allemands, regorge de cabarets, music-halls, boîtes de nuit, spectacles érotiques et maisons closes. Explicite ou latente, la tentation homosexuelle est présente : les cultures fascistes et nazies exaltent la beauté et la puissance du corps masculin. Des cabarets sont lieu de fréquentation, comme *Le Select*, *Le Bœuf sur le toit* ou *Suzy*



Solidor. Et la présence homosexuelle peut même être au cœur du pouvoir homophobe, à condition d'être discrète.

La dernière partie du livre, « De 1945 à nos jours », débute par un chapitre sur la guerre froide du sexe entre 1947 et 1967. Les faits marquants résident dans la fermeture des maisons closes, l'acquisition du droit de vote pour les femmes, ainsi que l'égalité inscrite dans la Constitution de 1946. Mais sévit un fort moralisme sexuel : la publication de *Le Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir subit les foudres de la critique, le baby-boom représente le triomphe de la mère au foyer, l'avortement et l'homosexualité restent sévèrement réprimés. Et la loi du 16 juillet 1949 « vise à interdire les représentations favorables au banditisme, au mensonge, au vol, à la paresse, à la lâcheté, à la haine, à la débauche », et institue une commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à la jeunesse. Cette loi pèsera énormément sur la production culturelle française. Puis apparaissent des associations comme Arcadie, créée par André Baudry en défense des homosexuels, et Maternité heureuse, sous l'impulsion de Marie-André Lagroua Weill-Hallé et Evelyne Sullerot, qui deviendra Mouvement français pour le Planning familial et œuvrera pour les droits à la contraception et à l'avortement.

À la fin des années 1960, la fécondité et la nuptialité diminuent, la divortialité et la cohabitation hors mariages s'accroissent ainsi que repart à la hausse le taux d'activité des femmes. Mais c'est aussi des modèles de femmes « libres » comme Françoise Sagan ou Brigitte Bardot en même temps que le consumérisme dans la culture, la presse jeunesse, les disques, les concerts. La sexualité juvénile reste l'apanage des garçons, mais l'impératif de la virginité des filles recule.

Les années de la révolution sexuelle ?

Lors des années 1968, l'intérêt croissant pour la sexualité débordera de l'Université de Nanterre : les ouvrages accompagnent la jeunesse, tels ceux de Daniel Guérin ou Françoise d'Eaubonne, de Wilhem Reich, Charles Fourier ou Herbert Marcuse et Jean-Marie Brohm. Les journaux fleurissent : Partisans, *Sexpol*, *Tout !*, *Le Torchon brûle*, *Antoinette pour la CGT...* ; des chroniques du sexisme ordinaire apparaissent dans *Les Temps modernes*. La jeunesse, les féministes, les organisations d'extrême gauche et les anarchistes se mobilisent dans les universités et le monde ouvrier : le MLF (mouvement de libération des femmes, 1970), le FHAR (front homosexuel d'action révolutionnaire, 1971) créé par des homosexuels et des lesbiennes, le MLAC (mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, 1973). Françoise d'Eaubonne crée les commandos « saucisson » pour perturber le meeting anti-IVG de Laissez-les-Vivre à la Mutualité : les saucissons sont des matraques discrètes ! Les lesbiennes se rassemblent dans Gouines rouges, Polymorphes perverses ou dans ●●●



RÉVOLUTION, PLEINE DE GRÂCE
ILLUSTRATION D'AURÉLIO

De la morale bourgeoise aux droits libéraux

●●● Homosexualité : Monique Wittig, lesbienne radicale, publie *Le corps lesbien* en 1973 et *La pensée Straight* en 1992.

Si le mouvement des femmes prostituées fut un temps fort en 1975, il apparaît décevant quand Ulla s'adresse aux féministes « *Comment avez-vous pu me croire ?* » (1982), pourtant les revendications seront reprises plus tard et en 2016, enfin, le racolage n'est plus réprimé. Quant à la pédophilie, que nous nommons aujourd'hui pédocriminalité, elle s'étale dans la presse, les livres ou à la télévision avec notamment Gabriel Matzneff bénéficiant de la tolérance des milieux culturels, politiques et médiatiques. C'est vrai que la censure s'est assouplie. Magazines, sex-shops, minitel rose, films pornos, tout devient accessible, même si, en 1975, les films ne doivent être présentés que dans des salles spécialisées. Comme la loi Haby a institué le collège unique et l'obligation de mixité, la question de l'éducation sexuelle revient et le MFPP en est le fer de lance en proposant et pratiquant un programme expérimental. Pour le tract « *Apprenons à faire l'amour, car c'est le chemin du bonheur* », Jean Carpentier sera interdit d'exercer la médecine pendant un an : c'est lui qui avait créé le Comité d'action Santé, puis animé le journal *Tankonalasanté*. La circulaire Fontanet en juillet 1973 dans l'éducation nationale est celle du compromis, faisant le distinguo entre l'information sexuelle et l'éducation sexuelle et mettant en place un Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale. Cinquante années plus tard, les opposants sont toujours aussi actifs et l'application est très mal et insuffisamment menée.

Entre idéal d'égalité et idéal de sécurité ?

En conclusion, bien que le livre étudie jusque dans les années 2020 l'histoire des sexualités, mais compte tenu de la lon-

gueur de cet article, terminons par évoquer que la marchandisation de la sexualité précédemment évoquée s'inscrit dans un néo-libéralisme. En même temps, l'homosexualité masculine acquiert une visibilité politique, et le *Backlash* de Susan Faludi matérialise le retour en arrière vis-à-vis du féminisme et du lesbianisme. S'ajoutent une affirmation des diverses dénominations telle que LGBTQIA+, le réseau performatif des queers mobilisant les porosités hors et dans la norme sexuelle, et des droits libéraux de plus en plus normatifs sous prétexte d'être protecteurs, comme le PACS ou le mariage pour tous. Bien avant *MeToo*, le mouvement féministe, puis syndical et politique dès le début des années 1980 ont dénoncé les viols, violences sexistes et sexuelles, féminicides infligés par des hommes principalement aux femmes, et aussi aux enfants.

Les lois sur la sexualité alternent entre lois libérales fondées sur un idéal d'égalité et lois sécuritaires fondées sur un idéal de protection. Un mouvement de balancier caractérise l'histoire de la sexualité, avec des hoquets et des retours de bâton. « *Entre pudibonderie et grivoiserie, plus tard dans une exaltation réservée à une élite, enfin dans un bouillonnement populaire et démocratisé, le sexe et la sexualité ont été partout et ils ont signifié beaucoup de choses, parfois contradictoires, bien au-delà d'eux-mêmes* ».

Hélène Hernandez

Groupe Pierre Besnard

Sylvie Chaperon, Catherine Deschamps, Emmanuelle Retailaud et Christelle Taraud, *Histoire des sexualités en France, XIX^e-XXI^e siècle*, Armand Colin, 2024, 26,90 €

Sylvie Chaperon était l'invitée de l'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire le 5 février 2025.





TANK GIRL
ILLUSTRATION D'AURÉLIO



POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet



SONNÉE DÉFIGURÉE

Dominées, laminées, asphyxiées, silenciées, volées, voilées, violées, engrossées, agressées, épiées, piégées, jugées, insultées, occultées, enlevées, enfermées, menacées...

Effacées.

Malaimées, maltraitées, possédées, piétinées, stressées, dressées, cassées, subjuguées, reléguées, brûlées, brisées, rasées, réprouvées, répudiées, achetées, harcelées, excisées...

Exploitées.

Surmenées, surveillées, bâillonnées, bastonnées, isolées, flagellées, trucidées, lapidées, étranglées, égorgées, enchaînées...

Enterrées.

Inféodées, incriminées, discriminées, terrorisées, marchandisées, exécutées, la société nous a ainsi...

Féminisées.

Libres pensées sous licence poétique (2 vol), Feuilles volantes, Sansonnets - 100 sonnets, Noyaux de pêche, Les Éditions libertaires

DESSIN C. MOA



L'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire, le Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste et la librairie Publico proposent



LIBRAIRIE PUBLICO
La librairie du Monde libertaire

Mars féministe 2025



Samedi 1^{er} mars 20 h :

Pic Panacée : Lucie Taffin et Marta dell'Anno

2 instruments, 2 langues et 2 voix de femmes



Dimanche 2 mars 16 h :

Vernissage de l'exposition

Histoire de Grévistes d'Amande Art

Exposition du 2 au 30 Mars : les grévistes qui ont marqué l'histoire des femmes en Europe.

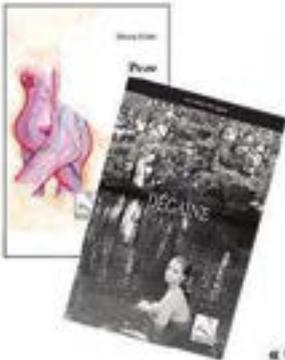


Jeudi 6 mars 19 h :

Manon Godet présente ses deux livres *Peau* (2022)

et *Dégaine* (2024) aux Éditions Le Chant du cygne :

D'une vague de mots dansant pour faire parler les corps à un roman, kaléidoscope d'images jusqu'au point de bascule.



Vendredi 7 mars 19 h :

Concert de Marie-Annick Roussel et Béatrice Cabedoce

« Chanter au féminin : parcours de femmes dans les chansons traditionnelles »
qui, de Bretagne ou d'ailleurs, témoignent de la vie des femmes, de leurs rêves, de leurs luttes...



Dimanche 9 mars 16 h :

Christophe Ylla-Somers auteur de *Le son de la révolte* (2024)

aux Éditions Le mot et le reste évoque les chanteuses noires américaines, témoignage des réalités sociales et célébration de l'identité noire.



Samedi 15 Mars 19 h :

Concert Interim (Agnès Rougier et Michel Bazieu)

Le duo cryptique électro dub se mobilise pour les minorités de genre.



Mardi 18 mars 19 h :

Bertrand Ferrier et Jann Halexander

chantent *Mama Béa* et *Catherine Ribeiro*

sur invitation du Groupe Louise Michel



Samedi 22 mars 16 h :

Léah Touitou : *Le chœur des sardinières* (2024)

aux Éditions Steinkis

Une poignée de sardinières se souève contre les conditions de travail et déclare la grève. Mona commence à rêver d'un autre avenir.



Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris – Métro : République, Oberkampf, Filles du calvaire

Ouverture du mardi au vendredi et le dimanche de 13 h à 19 h 30, le samedi de 10 h à 19 h 30

Plus d'informations sur <http://www.librairie-publico.info/>



Vers un transféminisme anarchiste, contre la hiérarchisation des luttes

À Lyon, depuis quelques mois, quelques fédéré-e-s de la FA sont à l'initiative d'un projet commun avec des collectifs locaux autour des questions d'intersectionnalité. Il s'agit d'une coopération ouverte, non restreinte aux anarchistes, qui se déroule en deux étapes. En premier lieu, tous-tes ses participant-es sont amené-es à définir les luttes qui les concernent. La participation peut se faire en tant qu'individu, par le biais de projets cinématographiques, d'ateliers, d'émissions de radios, de créations artistiques, etc. Avec ces participations compilées, il sera ensuite possible de réfléchir à la définition collective de nouveaux outils de structuration et à une forme d'organisation anarchiste intersectionnelle. Afin de cibler le propos, cet article commence par une introduction à l'anarchisme intersectionnel. Pour en étayer la définition et à titre d'exemple, elle est suivie par la présentation d'un des collectifs participant au projet.

Pourquoi penser une organisation anarchiste intersectionnelle ?

« L'intersectionnalité rejette l'idée d'une oppression centrale ou principale. Au contraire, [...] toutes les oppressions sont enchevêtrées et se constituent souvent mutuellement. En l'interprétant à des niveaux structurels et institutionnels, cela signifie que la lutte contre le capitalisme doit aussi passer par la lutte contre l'hétérosexisme, le patriarcat et le suprémacisme blanc, etc¹. »

En suivant cette définition donnée par Abbey Volcano et J. Rogue, l'intersectionnalité nous invite à repenser nos modes de prise de décisions afin de tenir compte de la multiplicité des formes d'oppression. Pour citer la féministe états-unienne Audrey Lorde : « Il n'est pas de hiérarchie des oppressions². »

En d'autres termes, il s'agit de former des consensus sans prioriser une lutte au détriment des autres. Comme le précisent Deric Shannon et J. Rogue : « L'histoire montre que le fait de classer les luttes par importance est non nécessaire et porteur de divisions – et pire, cela brise la solidarité ». Par exemple, « sans analyse du patriarcat, qui met sur le même pied d'égalité patriarcat et capitalisme comme systèmes organisés, il n'y [a] aucune réponse adéquate aux leaders masculins qui suggèrent de traiter des questions de l'oppression des femmes après la question "première" or "plus importante" de la lutte des classes³. »

En même temps, l'engagement personnel des individus dépend de leurs moyens et de leurs besoins. Une organisation exploitant ces moyens sans prendre en compte les besoins risque de reproduire des inégalités en son sein, voire de décourager des militant-e-s.

Alors, cette horizontalité intersectionnelle rejoint l'anarchisme sur de nombreux points, et vice-versa : toutes les luttes sont représentées sans hiérarchisation et les oppressions, bien spécifiques de par leurs combinaisons, sont consciemment ciblées et exprimées.

Cela se comprend en reprenant l'exemple du féminisme donné par Deric Shannon et J. Rogue, selon qui le fait de parler d'une « expérience universelle en tant que femme, par exemple, est problématique, car la "féminité" est vécue différemment selon l'ethnicité, la classe, la sexualité – de nombreux facteurs. De fait, un mouvement féministe centré uniquement sur les enjeux des "femmes" tendra à refléter les intérêts des membres les plus privilégiées de cette catégorie sociale (NdT: les plus visibles politiquement)⁴. »

Cela signifie qu'on ne peut dissocier facilement nos positions sociales des hiérarchies dans lesquelles elles s'inscrivent. Les individus n'existent pas seulement de par leur classe socio-économique ou leur ethnicité, mais au sein d'ensembles d'oppressions et de privilèges complexes. Il nous faut, par conséquent, défendre une action politique sensible et proactive vis-à-vis de ces réalités.

Cette action se traduit par la coopération de tous les milieux sociaux. C'est pour cela que le Collectif Pétasses a été contacté pour intégrer ce projet. Fort de la mutualisation des expériences passées de ses membres, il tente consciemment de résoudre les oppressions multiples que subit la communauté transféminine.

Présentation du Collectif Pétasses

Le Collectif Pétasses est une association à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir la solidarité au sein de la communauté transgenre. Fondée par des femmes ●●●



Vers un transféminisme anarchiste, contre la hiérarchisation des luttes

●●● transgenres, pour les personnes transféminines, l'association croit en l'amélioration de la situation sociale de la communauté trans par :

La lutte contre les discriminations transmisogynes ;

Le réempouvoirement⁵ des personnes transféminines dans le milieu queer ;

La mise en commun de nos expériences.

Ce collectif considère qu'il est nécessaire de renforcer la présence transféminine dans l'espace public, notamment en groupes organisés, pour que la communauté puisse se le réapproprier.

Ainsi, il organise et propose des événements pour faciliter les rencontres et tisser des liens entre adelphe trans. Le collectif a pour but de lutter contre la précarité du milieu transféministe par l'entraide de ses membres et par les soutiens et accompagnements qu'elle propose. Par la mutualisation des ressources de ses membres, il permet alors l'accès à des ressources et à des opportunités essentielles : hébergements, aides administratives, permanences collectives, etc.

Enfin, en tant que personnes transféminines, les membres du collectif pensent que le milieu transgenre doit faire bloc, en communauté, en se consolidant par le biais d'une justice restaurative et d'une observation compréhensive de leurs réalités quotidiennes respectives. Le collectif invite toute personne trans, en questionnement

ou qui s'identifie à ces problématiques, à venir à ses permanences et le contacter par courriel : contact mail : collectif.petasses@gmail.com ; comme sur *Instagram* : collectif.petasses_lyon. Le Collectif Pétasses organise tous les mois à Lyon des « Espaces transfem », des Assemblées générales, des « Trans-dressing » ou encore des « Soirées Film ». En avril, un événement-concert de soutien au collectif sera organisé à la salle de concert *Grrrrnd Zero*. Dans le contexte de la coopération intersectionnelle, cet événement sera affilié aux Printemps Libertaire de Lyon et verra la mise en place d'une table de presse de la liaison « Commune de Lyon » de la Fédération Anarchiste.

Texte coécrit par
Crabi et Darline

Liaison « Commune de Lyon »
et le Collectif Pétasses.

1. Extrait tiré de *Insurrections aux intersections* d'Abbey Volcano et J. Rogue (2012). Traduit de l'anglais en 2021 par Maddi.

2. *I Am Your Sister: Collected and Unpublished Writings of Audre Lorde* - 2011 - Byrd, Cole et Guy-Sheftall, 2009, pp. 219-220.

3. Dans *Refusing to Wait: Anarchism and Intersectionality* de Deric Shannon et J. Rogue (2009). Traduit de l'anglais en 2021 par Maddi.

4. *Ibid.*

5. Lien avec le terme anglais : « Empowerment ». En effet la communauté a perdu sa présence et sa parole dans le milieu queer ces dernières années.

DE FOI CRISE POKER MENTEUR !

Il en est qui s'en inquiètent, voire qui s'en alarment. Il en est d'autres qui s'en réjouissent, voire qui y croient. La gouvernance de l'Église est en train de faire quelques pas vers l'ouverture aux femmes.

Le pape François vient, en effet, de nommer la religieuse Simona Brambilla à la tête d'un décastère, soit l'équivalent d'un ministère au sein de la Curie romaine. Et ce, dans la foulée de la nomination de sœur Raffaella Petrini à la tête

du gouvernement de la cité du Vatican.

Est-il besoin de le préciser, il s'agit là d'un événement. Mais de quelle ampleur et dans quel but ?

Depuis toujours, l'Église est un repère de masculinistes, machos, sexistes, homophobes et un nid de pédophiles et de violeurs. Alors, quid de ce coup de canif dans sa tradition historique ?

Désolé de décevoir les intégristes, car ils n'ont rien à craindre. Et, encore plus désolé de décevoir les croyants progressistes, car ils n'ont rien à espérer.

Simona va, en effet, se retrouver couronnée par un tuteur, à savoir un préfet dont il est clair que ce sera lui le décideur final. Elle n'aura, donc, que la liberté surveillée d'une conditionnelle sous bracelet électronique. Mais pas à la

mode Sarkozy. Mais, pourquoi ce pas en avant accompagné d'un pas en arrière ?

Et beh, c'est simple ! Les églises sont de plus en plus désertées et les vocations s'effondrent. Aussi, en s'ouvrant un peu, mais pas trop, aux femmes, le Vatican, à défaut de recruter de nouveaux moutons, espère recruter de nouvelles brebis. Ce n'est, donc, juste qu'un coup de com pour essayer de pallier la crise. Il n'est pas impossible que cela fasse illusion quelque temps. Ce dont, nous autres, « barons noirs » anticléricaux et prédateurs de toujours du troupeau catho, nous réjouissons, car nous allons pouvoir élargir notre champ culinaire !

Jean-Marc Raynaud



La numérisation du quotidien

Sans s'en rendre compte tout de suite, alléché par le nombre grandissant de possibilités d'achat ou d'accès à l'autre, chacun d'entre nous entre dans un monde qui nous dépasse et qui nous enserre. Il nous dépasse. Qui sait ce qu'il y a dans cette excroissance qu'est le smartphone qui surgit pour un oui ou un non ou les deux au bout de notre main ? Ce monde nous enserre, car il nous fait devenir une part d'un tout dont nous ne pouvons pas nous dégager. Et au fond, c'est tellement agréable de se sentir « maître du monde ».

Il fut un temps où il était possible de circuler sur ce qui prit le nom d'Internet sans avoir à se munir d'un petit carnet contenant une multitude de façons d'accéder à son contenu. Puis les services publics pour faire des économies, moins de papier et être plus rapides, numérisèrent toutes nos données personnelles. Généreux, ces mêmes services nous offrirent d'accéder facilement à ce qui nous appartenait, ces mêmes données. Il suffisait de se créer un compte. Il fallut cliquer et re cliquer, fournir ce que ces sites avaient déjà, notre nom, prénom, adresse, téléphone, poids, sexe, etc. Pour clore le tout, il fallut que nous nous inventions un mot de passe. Ce fut alors un grand moment de solitude. Les premiers mots de passe furent tout simples, mon prénom, ou le nom de mon chien. Ce qui ne dura qu'un temps.

Toujours entre-temps, les banques suivirent le même chemin. Un compte à ouvrir et les mêmes demandes et un mot de passe. Le même que pour les services publics ? Puis nous fîmes des achats, chaque magasin nous offrit une carte d'achat avec, à la clé, un compte. Même topo. Quel mot de passe ?

Ah ! La sécurité !

Arrivés à ce moment-là, nous ne pouvions que nous soumettre à l'action plus ou moins coordonnée des médias et des codeurs. Les premières nous abreuvèrent d'histoires plus ou moins sourcées sur l'insécurité. Les seconds firent ce qu'il fallait pour que la sécurité



des uns et des autres soit assurée. Le résultat fut que les codeurs rivalisèrent d'effort pour mettre en place des systèmes de plus en plus sophistiqués. Un exemple : j'envoie un mail avec une pièce jointe. Je reçois aussitôt un mail m'informant que pour que mon mail soit transmis je dois cliquer sur le lien qui est fourni. Une fois fait, une fenêtre s'ouvre et me demande de recopier le mot, au milieu d'autres, qui est en couleur. Ce que je fais et je reçois alors un autre mail me disant que mon mail du départ a bien été envoyé et que tout cela est fait pour lutter contre les mails frauduleux qui pourraient être dangereux. Dans d'autres cas, je reçois un SMS sur mon smartphone me donnant un code que je dois taper dans une page qui s'est ouverte.

« Si c'est gratuit, c'est toi le produit »

À chaque fois, sous une forme ou une autre, ce sont des infos personnelles qui transitent d'un point à un autre du globe et qui sont compactées, traitées, triées et réutilisées. Au début du Net, la phrase classique courait, disant "si c'est gratuit, c'est toi qui es la mar-

chandise". Tout cela est magnifié par des algorithmes de plus en plus subtils nous renvoyant sous une forme ou une autre des bribes des données que nous avons envoyées ou consultées auparavant. C'est dans ce contexte qu'arrive le plus du plus, c'est-à-dire l'intelligence artificielle, celle qui fait son chemin dans nos vies, dans nos têtes sous les initiales de IA. Elle est puissante. J'ai demandé à celle patronnée par Google ce qu'était la psychologie des codeurs. Car, au fond, je m'interroge sur leur façon de penser le monde. Qu'est-ce qui se passe dans leur petite tête quand ils modifient ou rajoutent une ligne de code ? Eh bien voici sa réponse, résumée :

« La psychologie d'un codeur informatique est un sujet vaste et complexe, mais on peut en dégager quelques traits caractéristiques : curiosité intellectuelle, esprit critique, patience et persévérance, créativité et enfin esprit d'équipe ».

Là, il m'arrive comme le pressentiment que je ne fais pas partie de leur équipe.

Pierre Sommermeyer
Individuel FA



CASSANDRE

SORTIR DU CORPS POUR SAUVER SA PEAU

Cassandra est une histoire d'inceste. Pas celui dont on parle, malheureusement, le plus fréquemment, celui d'un adulte sur un enfant, non ici il s'agit d'un frère et d'une sœur. Pas celui d'un amour impossible. Non, celui dont on parle peu, dramatiquement banal.

Il n'a pas lieu dans un milieu familial défavorisé. Ici on vit dans un manoir de la haute bourgeoisie provinciale. Focus sur le milieu familial. Le père est militaire, colonel dans l'armée de terre (interprété par Eric Ruf). Machiste, autoritaire, orgueilleux, péremptoire. À table, on regarde, on surveille le bout de la table, et on ne commence à manger que lorsque le chef a porté le premier morceau de pain à la bouche. La mère est une ancienne soixante-huitarde (Zabou Breitman). Elle a posé nue pour Hara-Kiri, pensez! Adeptes des médecines naturelles, elle se promène à poil sur sa pelouse et tout le monde se baigne nu dans la piscine. C'est la caution libertaire de ce système patriarcal. Le fils (Florian Lesieur) : maladif et fragile quand il était bébé, il est couvé par sa mère au grand dam du père, qui le méprise pour son absence de virilité, et se plaît à l'humilier. Frère et sœur (Billie Blain), forment un duo fusionnel – enfants, on les prenait pour des jumeaux – et ont tous deux bénéficié d'une instruction à domicile, jusqu'à ce que leurs chemins se séparent : celui du fils le menant à des études aux USA, celui de Cassandra pour un internat en institution équestre militaire. L'inceste se produit l'été de leur retour au manoir familial pour les vacances, l'été de leurs retrouvailles. Il se fait sans violence apparente, mais de façon insidieuse, à la suite de sollicitations, lourdes et insistantes du frère, qui lui parle de son expérience amoureuse aux States... sans doute imaginaire. Il lui avoue que son seul désir est de la faire jouir, tout comme il voudrait le faire pour sa mère d'ailleurs. Attouchements, masturbation imposée à sa sœur, pour « ne pas le laisser comme ça... », etc. Les mécanismes de sidération, de dissociation mentale et émotionnelle se mettent en place. Cassandra alerte ses parents, qui réagissent comme on peut s'y attendre...

Heureusement, Cassandra fréquente un centre équestre et y découvre une autre réalité, d'autres valeurs. On y parle respect, douceur, lâcher prise... Liberté!

Un film solaire, magnifiquement interprété, qui sort le 2 avril.

Nous avons rencontré la réalisatrice, Hélène Merlin, au Festival International du Film de La Roche-sur-Yon.

Bonjour Hélène. D'abord, je vous félicite sincèrement, car vous avez réalisé un très beau film, qui m'a beaucoup touché. Quelle est la part autobiographique de ce film ?

Disons que je résume ou concentre en 1 h 40 ce que j'ai vécu à l'adolescence avec une conscience, un recul, que mes 42 ans d'expérience de vie m'ont donné. Je suis imprégnée de tout ce que j'ai vécu, vu, entendu, ressenti, et en tant que scénariste, je le raconte à travers des situations, des personnages, que j'invente plus ou moins. Le travail d'écriture et de mise en scène permet de fusionner des souvenirs, d'inventer des situations pour les rendre plus signifiantes, à travers des symboles, des archétypes. Ensuite, les personnages ont été interprétés par des acteurs, donc il y a une aussi une part de réinvention, de réinterprétation. J'ai limité les décors par souci d'économie et me suis également inspirée d'autres récits qu'on m'a racontés. Ce qui est fascinant dans les familles dysfonctionnelles ou les parcours de vie heurtés, c'est que les choses se répètent, sous différentes formes, comme des variations d'un traumatisme originel, d'une violence qui se répercute à l'infini si on ne la désamorçe pas. Le travail de tissage que j'ai fait pendant l'écriture rend peut-être l'histoire plus universelle que ma réalité.

Constitue-t-il pour vous une étape finale vers la réparation ?

Une étape finale, non. Une étape importante, sans doute oui. J'ai été capable de faire ce film parce que j'ai assimilé certaines choses et réussi à les transformer. Mais la réparation est un long chemin. Je me suis souvent demandé si faire ce film n'était pas une manière de me maltraiter, de remettre le couteau dans la plaie. Le tournage a été joyeux, l'équipe était hyper investie, mais les derniers mois de post-production ont été très difficiles. J'étais épuisée, l'industrie du cinéma est rude et les enjeux financiers entraînent parfois des choses insensées, avec « la course à Cannes » notamment, et ça abîme. Je crois que c'est vraiment l'écriture qui m'offre de la réparation. J'appréhende la sortie du film, parce qu'il sera critiqué, qu'il y a des gens qui ne vont pas l'aimer et parce que je vais être dépossédée de cette histoire et très exposée... ça a quelque chose d'assez effrayant.

Ce film montre bien les phénomènes de sidération, puis de dissociation. Parlez-nous un peu du rôle des marionnettes dans cet objectif.

Effectivement, j'ai essayé par la mise en scène de faire ressentir ce qu'est l'état de sidération, quand on se fige et qu'on ne réagit pas à une agression. Cassandra reste immobile, comme anesthésiée, absente à son corps, mais sa tête continue de fonctionner. La caméra en « Top-shot » illustre cette sensation de « sortie de corps » que l'on peut ressentir lors d'une dissociation. Je voulais dans ce film tenter de faire ressentir, vivre ces phénomènes, avec une certaine pudeur et poésie pour que cela reste « digeste ».



HÉLÈNE MERLIN

pensée : « complexe d'Œdipe », attirance et désir pour le père, culpabilité de n'avoir pas connu d'expériences amoureuses, etc. Cela participe-t-il à la « fragilité » face aux agressions sexuelles ?

Il règne dans cette famille ce qu'on appelle un climat incestuel. Avant même de parler d'inceste, il y règne une grande confusion d'ordre incestuel. Les frontières de l'intime ne sont pas respectées, les limites entre les individus et les générations sont floues. Rien n'est vraiment à sa place, ni les mots, ni les gestes, ni les personnes, ni les pensées. Malgré le cadre érigé par le père, tout est en désordre à l'intérieur, il y a une architecture familiale invisible totalement dysfonctionnelle avec des liens toxiques entre père et fille, mère et fils. L'atmosphère est chargée d'une tension sexuelle qui suinte et entraîne un glissement entre le frère et la sœur. Quand le père parle de l'œdipe, ça le révèle lui-même dans sa propre torsion. Quand Cassandra a une phobie d'impulsion avec son moniteur, ça n'est que l'illustration du dysfonctionnement familial qui l'imprègne jusque dans ses mécanismes de pensée et la fabrication d'un désir confus. Pour moi, il n'y a pas de culpabilité chez Cassandra de ne pas avoir connu d'expérience amoureuse, mais plutôt une innocence, une naïveté juvénile. Elle a confiance en son frère, elle ne mesure pas le « danger » quand il l'entraîne sur ce terrain-là. C'est encore petit 14 ans, surtout en 98. Ce n'est qu'après que son instinct guerrier hérité de son père va la faire s'extraire de son statut de victime passive. Par contre, oui, chez le frère, il y a une sorte de honte de ne pas avoir eu d'expérience sexuelle à son âge.

Le personnage du frère, dans le film, n'a rien de très « macho ». Il apparaît plutôt dominé et même méprisé par le père, par son manque d'ambition et de virilité. Comment analysez-vous sa personnalité et son comportement ?

À force d'être écrasé par son père et étouffé par la mère, le frère a perdu confiance en lui. La violence psychologique qu'il subit finit par se répercuter sur sa sœur alors qu'elle est la personne qu'il « aime » le plus. C'est d'ailleurs parce qu'il a confiance en elle, qu'il « s'autorise » à expérimenter des choses avec elle, alors qu'il est tétanisé à l'idée de les vivre en dehors comme il serait sain de le faire. L'anthropologue de l'inceste Dorothée Dussy appelle ça « *un viol de circonstance* », c'est pratique et rassurant pour lui de vivre ça avec sa sœur. Et, parce que l'écosystème dans lequel il vit est toxique et qu'il en est une victime au même titre que Cassandra, il ne mesure pas la violence de ses gestes. D'après une étude que j'ai lue, 37% des frères agresseurs ont un profil psychologique de type anxieux, contre 22% de type narcissique et 41% de type dominant. Lui a donc un profil de type anxieux. La psychologue Anne Schwartzweber dit que « *dans ce profil, c'est souvent l'état d'anxiété et de nervosité issue de son impression d'impuisance qui va faire vivre au frère le « choc » sexuel comme* » ●●●

La marionnette laisse la place à chaque spectateur.ice pour ressentir et se raconter ce qu'il veut. On est dans un espace à part, qui pourrait faire écho à l'espace mental ou aux poupées de l'enfance avec lesquelles on rejoue quelque chose pour l'intégrer, le traverser, le mettre hors de soi. C'est une manière d'illustrer le trajet que j'ai fait avec ce film, le rapport entre la créatrice et sa création. La marionnette peut aussi évoquer ce qu'on appelle « l'enfant intérieur », la part blessée ou un corps inanimé après un choc traumatique. Comme l'épouvantail, cette image d'une enveloppe vide qui flotte au vent, qui rappelle aussi le drap dans lequel Cassandra s'enroule comme dans un linceul. Cette variation symbolique de quelque chose de pur qui est mort. Toutes ces images, ces symboles, offrent un espace sensible au-delà du langage.

Croyez-vous que l'on devrait davantage informer, mieux faire comprendre ces réactions psychologiques (sidération, dissociation) afin de mettre un terme à tous les clichés du style « elle l'a bien cherché » ?

La pédagogie est indispensable. On parle de plus en plus du syndrome de stress post-traumatique, des mécanismes d'oppression, des rapports de domination, de la notion de consentement, mais on est encore très loin d'une compréhension globale de ces sujets. Mon psy m'a dit une fois « *à situation anormale, réponse anormale* » et dans le film par exemple, c'est perturbant d'observer que Cassandra confronte son frère de la manière dont elle le fait. Sa réaction peut sembler incompréhensible. Ces zones grises sont très complexes à démêler.

On voit bien que le comportement de Cassandra est influencé par des questions lancinantes qui troublent sa



HELENE MERLIN ET LAIKA ©SHANNABESSON

... un choc électrique, le sidérant lui aussi. L'abus va alors, pour lui, faire office d'une sorte de shoot, lui faisant oublier la réalité : celle d'un garçon non reconnu comme homme (par le père notamment). Lors de l'abus, le frère se sent homme, et cette sensation (en plus des sensations physiques) va être recherchée de façon répétée, encore une fois comme une sorte de paradis artificiel. Un espace-temps hypnotique en dehors de la réalité douloureuse de son vécu intérieur quotidien, dans lequel il peut aussi, inconsciemment, se venger du père en se prouvant « qu'il peut, qu'il est puissant ». On s'imagine souvent que les agressions d'ordre sexuel dans les familles sont violentes, mais la plupart du temps, elles se déguisent sous une sorte de « tendresse », de « complicité », de « jeux ». C'est en cela que la zone est éminemment grise, surtout entre frères, sœurs, cousin.e.s, d'âge proche.

La domination patriarcale apparaît sous ses aspects les plus intégrés dans l'imaginaire collectif... Lorsque Cassandra révèle l'inceste à ses parents, c'est l'incrédulité, feinte ou réelle, mais de courte durée, puis le rejet de la faute sur la victime par le père, et le lieu commun, par la mère : « c'est le lot de toutes les femmes. Il faut serrer les dents, passer à autre chose, accepter la soumission... ». Là encore, comment briser ces murs du silence ?

On peut briser le silence en parlant et en écoutant celles et ceux qui parlent, et en s'occupant chacun.e de panser ses blessures. Les racines de la domination patriarcale et de la violence sont très profondes et très anciennes, ça prendra du temps de déconstruire tout ce qu'il y a à déconstruire. Les études révèlent qu'en France, il y a plus de 6 millions de victimes d'inceste, c'est plus de 10 % de la population, c'est 3 enfants par classe. Nous

connaissons tous dans nos cercles proches des victimes, mais il y a un déni et un silence écrasant autour de ce phénomène. Comme le dit Dorothée Dussy, l'inceste arrive dans les familles où il a déjà eu lieu. Quand Cassandra fait sa révélation, elle confronte ses parents à leurs propres traumatismes d'enfance qu'ils n'ont pas résolus parce qu'ils appartiennent aussi à une époque où aller chez le psy n'était pas si facile et commun qu'aujourd'hui. Le père réagit en répondant aux injonctions que lui-même a subies, de devoir être un homme, un guerrier, de ne pas se montrer vulnérable, et il banalise les faits. La mère, elle, revit son propre drame en étant incapable de gérer ses émotions ni d'apporter la consolation et l'écoute qu'elle-même n'a pas reçues. Envahie par sa propre culpabilité, elle la rejette sur sa fille. Elle est piégée, dans son passé, dans sa condition de femme au foyer, et malgré sa volonté d'offrir à ses enfants un avenir moins pire que le sien, elle perpétue la violence et le déni. C'est ce que précise le sous-titre du film « *la mécanique des ombres* », ce sont ces traumatismes non résolus qui continuent d'agir...

Votre film pourrait être considéré comme un film libertaire. Connaissez-vous *Le Monde libertaire* ? Ressentez-vous une certaine proximité avec les idées anarchistes en général ?

Je ne connaissais pas *Le Monde libertaire* et n'avais jamais imaginé que ce film puisse être considéré comme tel, mais puisqu'il dénonce les ressorts de la domination patriarcale et évoque les violences militaires, peut-être que oui, on peut dire qu'il résonne avec les idées anarchistes...

*Propos recueillis par Franck Plazanet
Groupe Henri-Laborit*



LIRE LOLITA À TÉHÉРАН

UN ACTE D'AMOUR ENVERS LA LITTÉRATURE, LES FEMMES ET LA LIBERTÉ

Le cri de révolte des femmes contre le régime théocratique et despotique des mollahs, qui ne laisse aucune place à la liberté et à la culture.

Lire *Lolita* à Téhéran, réalisé par Eran Riklis et basé sur le best-seller d'Azar Nafisi, raconte l'histoire de l'auteure incarnée par Golshifteh Farahani, une professeure de littérature anglo-américaine qui, avec son mari ingénieur, retourne en Iran après la révolution de Khomeini. Elle avait vécu et travaillé à l'étranger pendant un certain temps, mais le lien avec son pays d'origine n'a jamais été rompu. Dans ces années-là, celles de la révolution, les attentes de la professeure quant à l'avenir de l'Iran sont très élevées et c'est la raison pour laquelle elle choisit de rentrer.

Mais le 3 août 1979, l'ayatollah Khomeini établit le gouvernement islamique provisoire en Iran, imposant la charia comme loi de l'État : pour Azar, cela signifie être obligée de porter le hijab, le voile islamique, et voir sa liste de lectures censurée par les autorités universitaires. Ses étudiants contestent leur professeure, tandis que les étudiantes continuent de la soutenir.

Un jour, lors d'une manifestation, deux de ses étudiantes sont arrêtées, torturées et violées, puis disparaissent. Azar, avec sa personnalité forte et déterminée, tente de s'opposer à l'obligation de porter le hijab, mais elle devra céder pour pouvoir continuer à enseigner à l'université, où elle sera contrainte de se soumettre à la censure.

On est impressionné par les images montrant la violence féroce du régime, qui réprime toute autonomie de pensée de la part des étudiants universitaires et des intellectuels, vérifie que les couples non mariés ne se retrouvent pas dans les bars, même autour d'une tasse de thé, et emprisonne et torture sans pitié les opposants. Plus frappante encore est la ténacité d'Azar, qui ne veut pas renoncer à son amour de la littérature et à la possibilité de la partager.



Des lectrices en résistance

À partir de 1990, comme il n'est plus permis de lire les classiques occidentaux, elle abandonne son poste de professeure à l'université Allameh Tabatabaie et réunit secrètement chez elle sept de ses étudiantes, les plus engagées, les plus vivantes et les plus passionnées, pour leur faire lire les classiques occidentaux interdits en Iran. Elles voient en leur professeure un modèle d'autonomie et d'indépendance. C'est ainsi que le salon de sa maison devient le seul territoire vraiment libre de l'histoire. Et tandis qu'à l'extérieur, les fondamentalistes prennent le contrôle, à l'intérieur de son appartement, ces jeunes femmes ont un moyen et une chance d'être libres. Elles enlèvent leur voile, parlent de leurs espoirs les plus profonds, de leurs amours, de leurs déceptions et de leur quête d'une place dans

une société de plus en plus oppressive à la recherche d'une féminité niée par une société de plus en plus répressive.

Les romans chers à la professeure, *Lolita*, *Gatsby le magnifique*, *Orgueil et Préjugés*, *Les Hauts de Hurlevent* et *Les Mille et une nuits* ne sont que des instruments de liberté contre un fanatisme religieux qui rejette sans appel tout ce qui est occidental. À tel point que la professeure elle-même, qui souhaitait profondément apporter sa contribution à la croissance de son pays, se voit contrainte d'y renoncer pour retourner aux États-Unis, sauver ses filles de l'obscurantisme et leur garantir une vie de femme libre que le régime despotique de Téhéran leur interdit.

“Le pouvoir libérateur et révolutionnaire de la littérature.” ...



LIRE LOLITA À TÉHÉRAN

UN ACTE D'AMOUR
ENVERS LA LITTÉRATURE,
LES FEMMES ET LA LIBERTÉ

●●● Dans *Lolita*, personnage inventé par Vladimir Nabokov, l'écrivain américain d'origine russe décrit une enfant de douze ans victime d'un pédocriminel. L'analyse du roman, ainsi faite par Azar Nafisi et ses étudiantes, met alors en relation le comportement du prédateur avec le comportement des hommes dans une société iranienne où les femmes sont soumises au pouvoir des religieux.

« La lecture de *Lire Lolita à Téhéran* d'Azar Nafisi, avec sa description des relations humaines et des questions politiques et mondiales, m'a profondément frappé », a déclaré le metteur en scène Eran Riklis. « J'étais tout à fait conscient de la complexité de raconter une histoire aussi intime sur les femmes en Iran, mais je savais qu'il s'agissait d'un défi merveilleux et passionnant ».

Eran Riklis a également déclaré : « Comme il était impossible de tourner cette histoire dans ses lieux d'origine, le Téhéran des années 1980 a été reconstitué à Rome, je me suis dit que les films devaient être authentiques, mais aussi créatifs, inspirés, ouverts d'esprit. Et c'est ce que j'ai fait. Je me suis entouré d'experts iraniens pour m'assurer que tout était parfait : les lieux, les costumes, les figurants, tout ce qui se trouvait devant l'objectif. J'ai également veillé à ce que tout ce que l'on entendait – les dialogues, les bruits de la rue, la musique – soit absolument réaliste. »

Le film, tout comme les pages écrites par Nafisi, célèbre le pouvoir libérateur et révolutionnaire de la littérature et montre comment une histoire, même si elle est locale ou apparemment circonscrite, peut revêtir une signification universelle et générale qui devient une arme de réflexion dans toutes les parties du monde.

Mireille Mercier et Daniel Pinós

Lire Lolita à Téhéran
Un film d'Eran Riklis
Fiction / Italie, Israël, 2024, 1h 48
Metropolitan Films

ANNA

POT DE LAIT DE CHÈVRE CONTRE POTS-DE-VIN

Anna, trentenaire solitaire, élève ses chèvres dans une partie sauvage et préservée de la Sardaigne. Mais son exploitation est menacée le jour où un vaste projet de complexe touristique commence à s'installer sur ses terres. Malgré la pression du reste du village, très favorable à ce développement économique, Anna va se battre pour sauver tout ce qui lui reste.

Anna a hérité son terrain de son père, mais ce qu'elle ignore c'est que l'achat de la terre s'est fait oralement, sur la base de la confiance mutuelle. Elle ne possède donc aucun document notarié et quand un chantier vient s'installer « chez elle », elle se trouve dans l'incapacité de s'y opposer juridiquement.

« Anna se trame en réalité à partir de deux histoires. D'une part, celle d'un vieux fermier sarde qui a entraîné en jus-

tice un groupe immobilier qui tentait de voler ses terres. Et d'autre part, il y a quelques années, pour un documentaire, j'avais rencontré Roberta, une éleveuse de chèvres au nord de Rome. Elle luttait dans d'énormes difficultés économiques, dans un environnement très machiste. » (Marco Amenta)

Une scène de sexe dans les toilettes d'une boîte de nuit ouvre le film. On est prévenu, Anna est loin d'être une femme fragile. Les images sont crues. L'énergie





qu'elle dégage casse dès le départ la tentation d'enfermer Anna dans le statut de victime. Elle est forte, d'un bloc et d'une détermination digne d'une vraie combattante. Et pourtant, elle est en train de perdre sa terre et ses animaux.

On devine très vite qu'Anna traîne avec elle un lourd passé que le film nous dévoile avec parcimonie. On aimerait en savoir plus, mais Anna est du genre fermé. Ses traumatismes sont durs à exprimer. On vit avec son regard, au rythme de son corps, de sa respiration et de son angoisse. Un sentiment de menace et une lourde histoire pèsent à chaque instant.

Anna et les mangeux d'terre

Marco Amenta, le réalisateur, filme au cœur des travaux d'un complexe touristique sans ménagement, les images sont rudes et très proches du documentaire. Les ouvriers brutalisent, arrachent la terre avec leurs puissants bulldozers, la couvrent de béton, sans aucun état d'âme. Ces scènes assourdissantes du puissant chantier font face à la petite ferme chargée du passé des ancêtres sardes où se dresse comme une déesse, Anna, incarnée par Rose Aste, une magnifique actrice aussi sauvage que la terre de Sardaigne. Le combat paraît insensé et perdu d'avance, mais Anna est prête à combattre seule contre tous. Elle crie, attrape son fusil, et, comme un animal blessé, elle se retranche dans sa ferme avec ses chèvres. Quand elle est

attaquée, quand sa terre est violée, elle ressent l'agression jusque dans son corps. Les images sont plus fortes que les discours. Marco Amenta a choisi de réduire les dialogues au minimum.

« La bataille juridique qu'elle mène n'est pas une bataille idéologique à la Greta Thunberg, mais une lutte presque viscérale, de l'ordre de la réparation... Anna n'est pas une intellectuelle. Le film retrace avant tout un parcours personnel, très intime, même s'il s'inscrit aussi dans des valeurs que nous percevons comme écologiques... Rose et moi, nous sommes longuement préparés au tournage. Pendant deux mois, nous avons vécu dans cette ferme. Nous allions nourrir les chèvres chaque matin à six heures, afin qu'elles s'habituent à nous. »

Comme sur une ZAD

Les acteurs viennent du théâtre et parlent le dialecte sarde. Rose Aste est une actrice intimidante. Elle n'obéit pas aux stéréotypes de la paysanne, mais elle n'a pas non plus ceux d'une actrice esthétisante. Elle incarne une femme aux abois, sauvage, mais capable d'une grande douceur et d'une belle sensualité. Les scènes apaisantes où elle marche sur la plage en contrebas de sa ferme, les moments où elle se lave dans la mer après la bataille, ces magnifiques moments où elle redevient elle-même et offre son visage au ciel, où elle s'assoit avec ses chèvres sous l'olivier de son enfance suffisent à faire

de son combat le nôtre. Parce qu'au fond, nous sommes tous nostalgiques du temps où nous appartenions à la terre que nous détruisons.

« L'histoire dont s'inspire le film se passe en Sardaigne, et je ne sais pas si elle aurait pu avoir lieu ailleurs. C'est un littoral encore très sauvage. Les côtes ont été protégées comme nulle part ailleurs en Italie, ni même en Europe.

Le premier signal de l'invasion est cette statue immense de la Vierge qui passe en hélicoptère sur la ferme d'Anna, comme un ange fellinien... Ah la Vierge! C'est l'hypocrisie récurrente de beaucoup de criminels qui se donnent une façade religieuse, comme les mafieux siciliens qui se disent catholiques et pratiquants. »

« Des promoteurs immobiliers continuent à opérer illégalement. L'histoire dont je m'inspire s'est déroulée exactement comme dans le film, avec la complicité de l'administration et du gouvernement. La menace n'est pas finie, des groupes hôteliers tenteront encore de bétoniser la côte et des habitants devront encore se battre... mais jusqu'à quand? »

Une réplique trotte encore dans nos têtes, prononcée par l'avocat d'Anna incarné par Marco Zucca : *« Il y a une limite à la toute-puissance. »*

Mireille Mercier et Daniel Pinós

Anna, Un film de Marco Amenta
Les Films de l'Atalante
Italie, France, 2024, 1h 58



La chasse aux pauvres

La chasse aux pauvres est ouverte au bas mot depuis le XVIIIe siècle avec ses infâmes asiles de nuit et autres structures semi-carcérales. Les indigents, comme on les appelait alors, gênaient, donc on les invisibilisait. La situation n'a pas vraiment changé aujourd'hui comme le dénonce un petit guide pratique du collectif ATD Quart Monde. Ce collectif, malgré ses origines, s'est largement sécularisé et tente d'*En finir avec les idées fausses sur la pauvreté*. Collectif qui considère, c'est le sous-titre du petit guide, *La pauvreté # maltraitance institutionnelle*.

En quelque 80 pages, toutes les questions qui fâchent les fâcheux-fachos sont abordées et les contre-vérités et les représentations erronées sont balayées d'un revers de plume. Petit ouvrage pratique qui offre des arguments - souvent appuyés

sur des sources savantes issues de la sociologie - pour contrer les propos des grincheux réacs et populistes de son entourage familial ou professionnel.

En vingt fiches synthétiques, illustrées de quelques dessins fort à propos, le collectif dénonce et démonte les idées fausses les plus communes et les plus répandues. Comme : « *les pauvres font tout pour toucher des aides* », « *les pauvres sont des fraudeurs, il faut les contrôler* », « *il faut réduire les allocations chômage pour encourager les gens à travailler* », « *les pauvres ont la chance d'avoir accès aux HLM* » ou encore « *Pour réduire le chômage et la pauvreté, il faut faciliter les licenciements, et assouplir le Code du travail* ». À chaque affirmation caricaturale et malsaine, un démenti est apporté dans un langage simple, facile à comprendre et donc à partager et à diffuser. Tout le champ de la mauvaise foi populiste est analysé et retourné d'un tour de

clavier, y compris les assertions les plus racistes comme : « *la France distribue trop d'aides aux étrangers* » et « *les demandeurs d'asile bénéficient de tous les droits* ». Enfin, la vingtième fiche touche à une actualité brûlante, celle de la réforme du RSA : inscription d'office à France Travail et contrepartie de 15 h d'activités hebdomadaires en « échange » de ce très modeste revenu. En bref, pour les plus pauvres et les plus précaires : renforcement du contrôle, risque de travail dissimulé, orientation vers les emplois en tension les plus pourris au grand bonheur d'entreprises, comme on le sait, toujours très soucieuses de respecter le Code du travail.

Ce petit guide précieux démontre que le ruissellement n'est qu'un mythe, ou plus exactement un argument spécieux au profit d'une classe dominante et manipulatrice.

Hugues

Groupe Commune de Paris



ATD QUART MONDE
En finir avec les idées fausses sur la pauvreté
Éditions de l'Atelier, Paris, 2025
270 pages, 5 €

24 balles dans la foi

Dominique Delahaye n'est pas enfant de chœur, mais il aurait pu l'être, le couperet n'est pas passé loin. Avant d'assassiner 35 fois les dogmes et les religions en autant de chroniques parues dans *Combat laïque 76* entre 2014 et 2022, il se confie dans une préface pleine de sincérité sur son rapport au catholicisme, affaire de généalogie familiale comme il l'écrit. Enfant d'instituteurs, il n'est pas moins baptisé et fait ses communions pour ne pas froisser la famille, fréquente les prêtres ouvriers à l'âge où il aurait dû fuir l'église. C'est même à leurs côtés qu'il s'initie au militantisme, mais c'est seul qu'il parvient finalement à se débarrasser du charlatanisme religieux... Et vogue la péniche, entre deux chansons, une BD, il prend le temps de régler ses comptes, mais toujours avec respect.

Au parfois trop simple : *Dieu n'existe pas*, il préfère *Dieu n'existe de manière tangible que dans la tête de ceux qui croient en lui*, ce qui change les perspectives. Il y a chez Dominique, dès le départ, une volonté de combattre l'aveuglement et la dépendance à la croyance qui nous empêche de questionner le monde tel qu'il est, et d'essayer de le changer, par la raison et l'intelligence.

Ce qui rend particulièrement passionnantes ces chroniques, c'est la période durant laquelle elles sont écrites, la montée des radicalismes religieux. On a oublié le sauvage assassinat d'Hervé Gourdel décapité en Algérie par les Soldats du califat quelques mois à peine avant Charlie, l'instrumentalisation de ce crime par les clergés et les politiques de tous les bords pour faire de tous les musulmans des terroristes en puissance. On n'a pas oublié le terrorisme islamique des années suivantes.

Mais Dominique ne s'arrête pas là, au fil des chroniques, il aborde aussi bien le risque technologique, les refoulements du corps et de ses plaisirs, le burkini et les signes d'appartenance à une croyance, la pénétration du discours religieux au sein du politique quand il s'agit d'une cathédrale dévastée par un incendie, le dieu argent et le credo catholique, les attaques contre l'IVG et la PMA, celles contre la laïcité, jusqu'au Covid qui rallume les anciennes craintes du fléau de Dieu. Et toujours une volonté de comprendre et de lutter pied à pied contre l'obscurantisme.

Un portrait de notre époque. Indispensable!

Thierry Guilabert



DOMINIQUE DELAHAYE
Petit traité d'athéisme en 35 chroniques
Éditions Libertaires,
coll. « Mèche Courte »
138 pages, 12 €

Voyage (imaginaire ?) en anarchies

Dans la seconde moitié du XXI^e siècle, le climat s'est dérégulé, le pétrole est un souvenir et pourtant, parfois, quand un membre d'un village anarchiste subit une séparation amoureuse, il lui faut bien partir, chercher un autre endroit où passer l'été caniculaire, traverser des lieux où tout le monde ne roule pas tout à fait pareil.

Les littératures de l'imaginaire ont depuis longtemps développé des liens avec l'anarchisme. La grande autrice américaine Ursula Le Guin s'en est revendiquée notamment à travers l'un de ses plus grands romans, *Les Dépossédés, une utopie ambiguë*¹, auquel Elio Possoz emprunte son titre, *Les Mains vides*, comme l'explique l'extrait qui clôt ce roman. Mais il ne situe pas ses utopies dans des planètes antagonistes d'un lointain futur, mais dans une « France » où cohabitent dans un futur proche différentes formes

d'organisations politiques.

Il s'éloigne également de la fiction classique en cultivant les paradoxes : *Un monde imaginaire, mais qui pourrait exister / Un journal de voyage parfaitement crédible, mais sur un voyage qui n'a pas existé / Un recueil de différents modes de fonctionnement politiques parfaitement structurés de communautés apparemment imaginaires*².

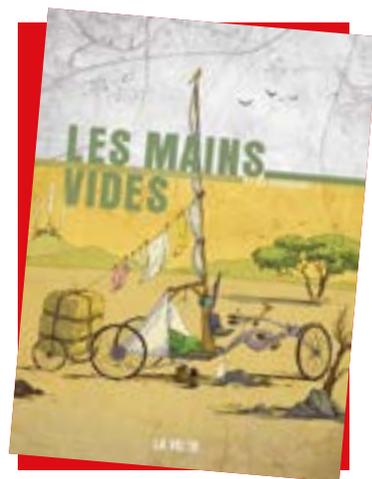
Il s'en éloigne également dans la forme, car il intercale dans son récit en plus des règles de fonctionnement déjà évoquées, des « fiches pratiques », des aphorismes... Et sa façon déconcertante de présenter les discussions collectives sur formes de colonnes de phrases s'intercalant s'avère, finalement, fluide et agréable à suivre et très représentative de la place des individualités dans le collectif.

Un beau texte, foisonnant et pourtant assez court, liant l'intime au collectif, dans une forme et une langue novatrices où Elio Possoz réussit la gageure de faire un texte très politique qui interroge les pratiques militantes tout en restant une agréable fiction souvent poétique aux personnages attachants et non sans humour, et

surtout plein d'espoir pour ceux qui sont « les mains vides » face au choix révolutionnaire.

Maout Du

1. Disponible au Livre de Poche sous plusieurs formes, il a fait l'objet d'une superbe réédition reliée et cartonnée préfacée et postfacée par David Meulemans et Elisabeth Vonaburg, spécialistes de cette autrice, chez son éditeur originel Albin Michel.
2. Mais l'auteur s'est à l'évidence inspiré d'expériences contemporaines de fonctionnements collectifs qu'il cite dans sa dédicace et ses remerciements.



ELIO POSSOZ
Les Mains Vides
Éditions La Volte
coll. « Eutopia », 2025,
288 pages, 12 €

Vous pourrez vous initier au mode de création d'Elio Possoz dans un atelier d'écriture puis discuter de son roman et de sa conception d'une littérature des imaginaires anarchistes.

Le samedi 05 avril à Publico : Atelier (sur inscription et participation libre) à 14 h et Rencontre-Débat à 16 h.



145 rue Amelot 75011 PARIS - Tél: 01 48 05 34 08
<http://www.librairie-publico.info>
METRO OBERKAMPF - FILLES DU CALVAIRE - LIGNES 3/5/8/9/11:

Un petit chef-d'œuvre pervers

Carpates est un roman magnifique. Il nous raconte, d'une plume acérée et avec un formidable sens du récit, un voyage anthropologique dans une communauté de femmes, isolée par la forêt, au plus profond de la montagne roumaine.

Un jeune couple de Français, Boris, un peu inculte, boxeur amateur au chômage, et Jeanne, thésarde en anthropologie, s'engagent dans une sombre forêt (un peu comme dans le *Nosferatu* de Murnau ou *Le bal des vampires* de Polanski), tombent en panne et sont recueillis en pleine tempête de neige, dans

une communauté de « *vieux croyants* », (Lipovénis) *la colonie*, dirigée par une sorte de mère supérieure.

Sans divulguer les péripéties et la chute de ce roman passionnant, « dystopie » misandre, on peut toutefois y découvrir un monde inversé, où les hommes, dominés et exclus, sont réduits à l'état (transitoire) de reproducteurs analphabètes avant d'être émasculés, et les femmes, enfin libres, mais sous la coupe de *la Mama* et dans l'adoration d'un ours, un fauve domestiqué, peuvent prier, chanter et gérer le village.

Cette colonie, finalement pas si religieuse, très isolée, en lutte, mais aussi en harmonie avec la nature, dans un environnement très difficile, nous parle de la

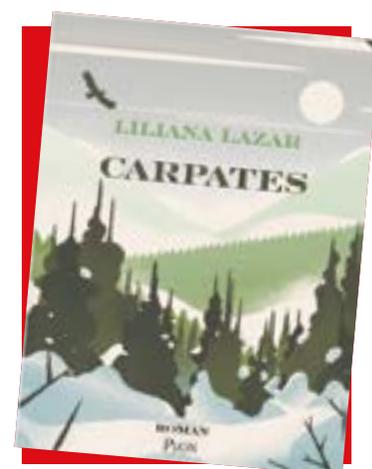
domination. C'est une microsociété autoritaire, cruelle et qui n'a rien d'anarchiste.

Mais quelle rage contre l'épouvantable domination masculine faut-il avoir pour proposer à notre imaginaire un monde inversé aussi violent, aussi pervers ?

C'est en tous les cas, pour ce 8 mars, un livre captivant et... glaçant, qui en dit long sur les temps que nous traversons...

Liliana Lazar est une écrivaine d'origine roumaine qui vit dans les Alpes. Son troisième roman *Carpates* est écrit en français. Elle parle de son livre comme d'un conte qui ne transmet pas un message, ce dont on peut douter.

Caillou



LILIANA LAZAR
Carpates
Éditions Plon, 2023
320 pages, 21,90 €



Portraits pour l'imaginaire

« Sur les monuments, dans les œuvres d'art, les manuels d'histoire et les imaginations collectives, la révolution reste une affaire d'hommes ». C'est hélas le constat que l'on peut faire tous les jours, et que Constance Bantman s'emploie à rendre obsolète.

Son livre, Femmes de révolution, nous propose une galerie très instructive de portraits de femmes qui, de 1789 à aujourd'hui, ont combattu pour transformer le monde. On y retrouvera, bien sûr, Emma Goldman qui milite pour le droit à la contraception. Mais on découvrira aussi, parmi les 16 récits de l'ouvrage, Phoolan Devi, la reine des bandits indiens ou Djamilia Bouhired, moudjahida de la guerre d'Algérie, qui incarnent la « violence politique féminine », souvent invisibilisée parce que dérangeante, bous-

culant les clichés de genre. Il est pourtant indispensable de montrer que la violence dans les luttes politiques ne produit pas des héros, bandits d'honneur au masculin et des passionnariés ou des hystériques au féminin. Qu'il s'agit bien d'un choix légitime et réfléchi pour l'émancipation. Toutes ces femmes ont lutté pour un accès aux droits fondamentaux et, en particulier, celui de disposer librement de son corps. On retrouvera notamment, sur ce sujet, Alexandra Kollontai ou les 343 signataires de l'appel à légaliser l'avortement.

Le récit consacré à Storme DeLarverie est très émouvant. Cette artiste lesbienne « butch » américaine bouscule les frontières du genre et lutte toute sa vie pour les droits LGBTQ+. Le soulèvement de Stonewall en 1969 est une des illustrations de son incroyable combativité.

On fera connaissance avec Qiu Jin, poétesse et guerrière chinoise décapitée à 32 ans,

pour avoir défié le pouvoir et développé le féminisme dans l'empire mandchou. Convaincue que l'émancipation des femmes passe par l'acquisition du savoir, elle quitte, en 1903, son mari et ses enfants pour suivre des études au Japon et revenir ensuite en Chine mener le combat des femmes.

On retrouvera également Angela Davis, les Mujeres Libres, Rosa Parks, ou encore l'Allemande Pia Klemp, écologiste et capitaine de navire pour le sauvetage de migrants en Méditerranée.

Un livre indispensable pour que se forme un nouvel imaginaire, où ces portraits de femmes révolutionnaires sont autant de pavés pour les barricades à venir.

Franck Plazanet



CONSTANCE BANTMAN
Femmes de révolution - Portraits d'activistes qui ont changé le monde
Éditions du Seuil
176 pages, 17,90 €

La prison du consentement ?

Depuis #MeToo, la question du consentement est devenue prioritaire pour traiter des violences et en particulier du viol, avec l'idée que le sexe ne peut être imposé ou contraint, mais qu'il doit être voulu, *désiré*. Peut-on délimiter le consentement de manière négative, en affirmant que « non c'est non », ou bien positive « seul un oui est un oui » ? On s'aperçoit rapidement que ces deux stratégies sont insuffisantes, et qu'il est nécessaire de définir ce qu'on entend par consentement.

Dans un premier temps, avec Clara Serra, philosophe, on pourrait penser que le consentement est suffisant, mais consentir peut cacher le fait de céder devant le pouvoir de l'autre, les femmes étant souvent prises dans des rapports d'inégalités multiples. Aussi se pose l'évidence de devoir contextualiser la sexua-

lité. « Si un non n'a aucune valeur, comment un oui peut-il en avoir ? » (Katherine Angel).

Qui lit toutes les annexes avant de valider un contrat ?

Est-il possible de « dire ce que nous voulons » sans la moindre ambiguïté, malgré le désordre dans lequel nous vivons et l'optimisme néolibéral d'une sexualité parfaitement claire et énoncée ? Il faudrait pour cela appréhender les désirs, les partager, les verbaliser et ainsi « libérer » notre désir, car celui-ci est ambigu, complexe et irrationnel, mais surtout, il est illusoire de penser qu'on peut le domestiquer. Judith Butler rappelle que la sexualité n'est pas un savoir que l'on peut maîtriser. Alors, établir un contrat comme si « nous savions à quoi nous consentons », alors que nous consentons sans même savoir ?

Le débat autour de cette figure le montre, il ne s'agit pas d'accepter ou non le consentement, mais de savoir ce que « consentir » veut dire. Est-ce

que le oui dit « d'une certaine manière » peut être considéré comme libre dans la mesure où le non est invalidé ?

La féministe Manon Garcia nous dit qu'aujourd'hui, « le consentement nous porte à considérer ce que disent les femmes au lieu de considérer ce que font les hommes ». C'est là la grande question qui anime notre société, la punition peut-elle être une réponse aux problèmes sociaux comme s'il était possible de conduire le patriarcat au tribunal ?

« La figure du consentement, du moins dans son acception strictement juridique, a et doit avoir des limites ».

Nous sommes conduits à légiférer sur la sexualité pour en cerner les limites à la violence alors que reste posée l'impossibilité pour les femmes sous emprise de pouvoir consentir.

Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard



CLARA SERRA
La doctrine du consentement
La Fabrique, 160 pages, 13 €



SOUSCRIPTION VOTER, MOI ? JAMAIS !

Depuis la nuit des temps démocratiques, l'abstentionniste est une cible parfaite, un fauteur de trouble par défaut, un coupable idéal quand crise politique il y a. Ne pas voter serait un crime. Ne pas voter vous interdirait alors tout droit à l'expression politique. Rien n'est moins faux.

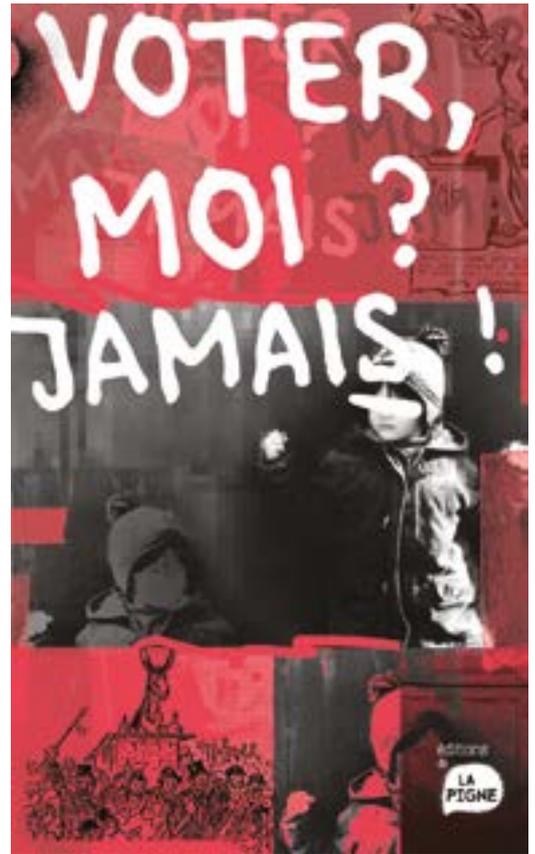
Depuis la nuit des temps anarchistes, nombre de compagnons ont refusé de se soumettre au primat coercitif de la majorité et d'aller dans le sens de ce bétail électoral qui va céder sa souveraineté au divin élu. « *Ni Dieu, ni César, ni tribun* », disait l'un; surtout pas de « *servitude volontaire* » avançait l'autre.

D'Octave Mirbeau à Sébastien Faure en passant par Reclus, la bonne Louise, Pouget, Libertad et tant d'autres, La Pigne a recueilli tout un argumentaire politique et historique visant à faire de la démocratie représentative un leurre, et du vote une insupportable abdication.

Oui, citoyen-électeur, le criminel c'est toi!

Les tarifs de La Poste explosant (soit pour l'envoi d'un volume : 4,70 €!), La Pigne vous propose d'acquérir l'inestimable ouvrage, **Voter, moi ? Jamais!** richement illustré, de 160 pages, au format 12 x 20 cm, sans frais de port, pour **9 € jusqu'au 31 mai 2025**. Mais si vous pouvez arrondir votre chèque à **10 €** (ou plus), ce serait pignement chouette et solidaire. Pour 3 volumes commandés, établissez un chèque à **27 €** (ou **30 €** pour arrondir en soutien); pour 5 volumes un chèque de **45 €** (ou **50 €** par solidarité avec l'édition indépendante). Chèque à l'ordre de **LA PIGNE** à adresser à : **Les Éditions de La Pigne**
21 RUE YVAN GOLL
88100 SAINT-DIÉ-DES-VOGES

<https://lapigne.org/wp-content/uploads/2025/02/VMJ-souscription.pdf>



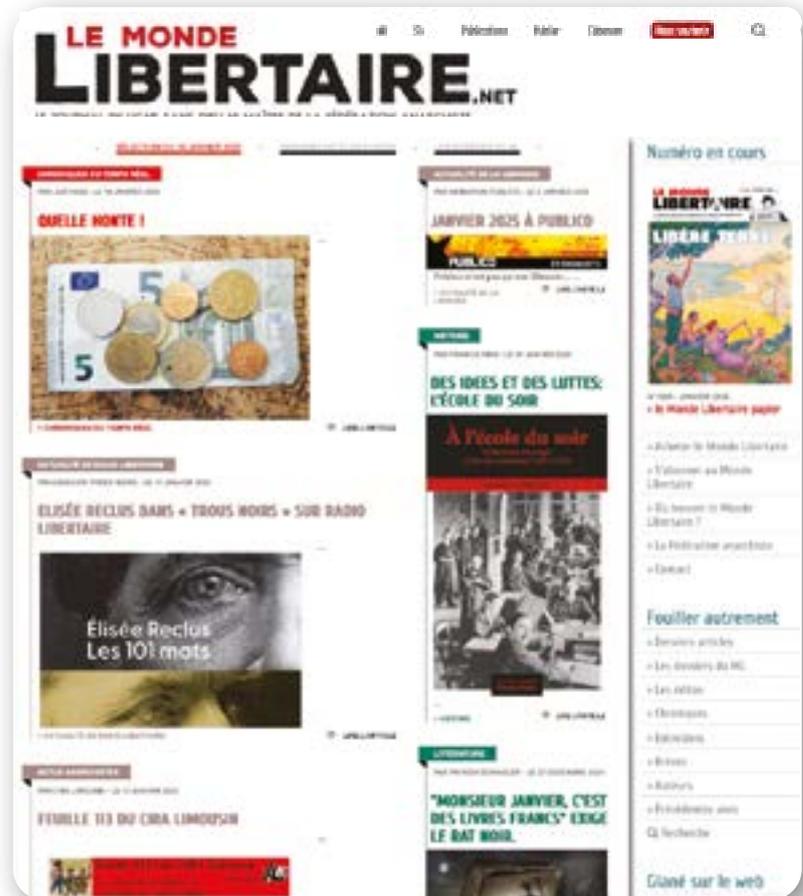
Parce que l'anarchisme est toujours bien vivant. Parce que l'anarchisme se nourrit d'idées, de réflexions, de débats. Parce que les temps actuels, de jour en jour, nous donnent raison. Parce que la voix de l'anarchie est plus que jamais nécessaire.

Lisez et faites lire
Le Monde Libertaire
en ligne

<https://monde-libertaire.net/>

Offrez un abonnement découverte du journal papier
3 mois pour 6 euros

voir bulletin d'abonnement page 2 ou en ligne
<https://monde-libertaire.net/abonnements/2-accueil>





SYLVAIN GAREL

LOUIS LECOIN ET LE MOUVEMENT ANARCHISTE

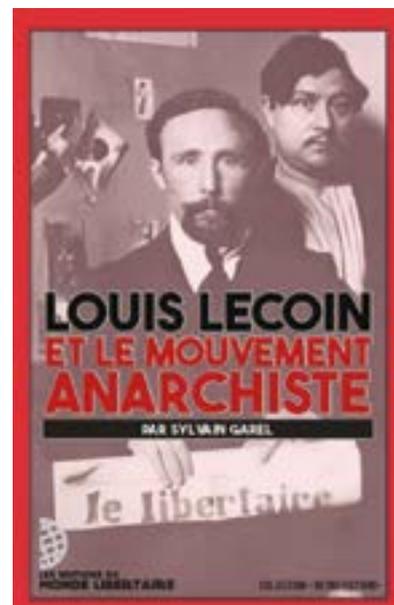
Groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste (1982)

Louis Lecoïn ne fait pas partie du passé, il est encore avec nous dans l'histoire présente. Louis Lecoïn est un modèle d'action humaine, ne jamais baisser les bras même seul. En lisant ses mémoires, *Le cours d'une vie*, on est renforcé dans l'idée que la volonté individuelle bien pensée est souvent initiatrice de l'action collective. Louis Lecoïn ne s'embarrassait pas – peut-être à tort – d'analyses théoriques, il lui fallait agir et agir encore contre l'injustice, contre les bourreaux, contre la guerre, pour la liberté et la justice. Une campagne se terminait qu'une autre commençait déjà. Lecoïn ne s'arrêtait pas aux difficultés administratives, Lecoïn faisait toutes les démarches nécessaires pour abou-

tir. Mais il eut la force, malgré tous les contacts qu'il établit hors du mouvement anarchiste pour les nécessités de la solidarité, de garder sa qualité d'anarchiste. Il fut d'une fidélité permanente aux idées. Il ne fit aucune concession aux chrétiens et à leur influence non-violente. Lecoïn était un pacifiste, il œuvrait pour la paix et ne portait aucune exclusive sur les méthodes. Son soutien actif aux anarchistes espagnols lève toute ambiguïté.

Salut et Révolution Sociale,

*Groupe Fresnes-Antony
de la Fédération anarchiste (1982)*



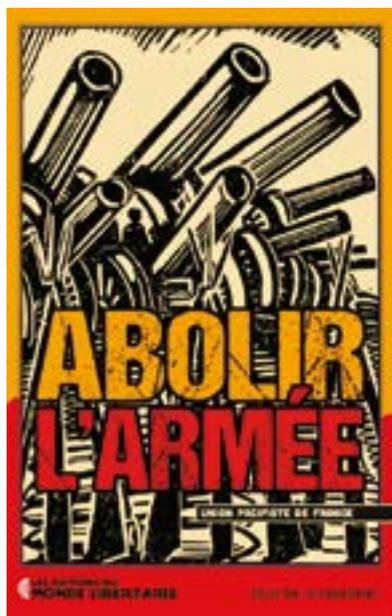
68 pages - 10 €

À commander à :

Éditions du Monde Libertaire

Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

editions@federation-anarchiste.org



240 pages - 11 x 17 cm 10 €

À commander à :

Éditions du Monde Libertaire

Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

editions@federation-anarchiste.org

UNION PACIFISTE DE FRANCE (UPF)

ABOLIR L'ARMÉE

Gagner 413 milliards

Généraliser le droit au refus de tuer

Celle-là, on ne vous l'avait encore jamais faite! Être contre les guerres, en général tous ceux qui les déclenchent sont contre. C'est comme être pour la paix qui, bizarrement, conclut toutes les guerres alors qu'elle pourrait les éviter. Bref, tout le monde est contre la guerre et pour la paix. Mais...

Mais, cékomça, il y aura toujours des pinailleurs. Des pacifistes bêtards ou mordants, des non-violents pas toujours masos, des objecteurs de conscience aux motivations diverses, des antimilitaristes parfois à géométrie variable..., bref, les habituels empêcheurs de guerroyer... en paix.

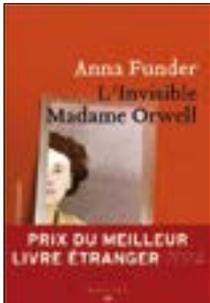
Parmi tous ceux et celles-là, nous ne sommes pas nombreux à pousser le bou-

chon encore plus loin et à militer pour l'abolition de l'armée. Le raisonnement est simple. Les guerres se faisant avec des militaires (un peu de professionnels et beaucoup de chair à canon prolétaire), si on supprime les militaires, il n'y aura plus d'armée et, normalement, plus de guerre. C'est imparable!

Vous en doutez? Alors, lisez ce livre et vous n'en doutez plus. Sauf à refuser de voir qu'une baïonnette est une arme avec un prolétaire à chaque bout. Et là, consultez au plus vite un ophtalmo!



Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 3 €)
ou <https://www.librairie-publico.com>
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



L'INVISIBLE MADAME ORWELL

Anna Funder, Héloïse d'Ormesson, 496 p., 23 €

L'Invisible Madame Orwell est le roman vrai d'une femme brillante et engagée, mais volontairement effacée au profit d'un mythe : celui du créateur. Refusant la version officielle et les omissions, Anna Funder redonne une voix à celle qui l'avait perdue.



L'INSISTANT DESIR DE VOIR S'ÉLARGIR L'HORIZON

Annie Lebrun, l'échappée, 123 p., 13 €

« Transformer le monde » et « changer la vie », mots d'ordre de plusieurs générations de révoltés, sont à la fois le point de départ et le point d'arrivée de l'itinéraire intellectuel et sensible d'Annie Le Brun au travers de textes ou d'entretiens, peu connus ou inédits en français.



LA DOCTRINE DU CONSENTEMENT

Clara Serra, La fabrique, 160 p., 13 €

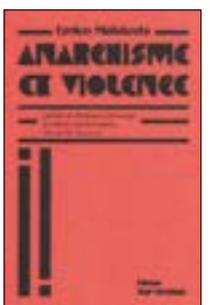
Clara Serra démêle une série d'ambiguïtés que recèle l'idée de consentement. Derrière la fausse évidence du concept s'ouvre la question de savoir ce que signifie consentir. Le consentement affirmatif présuppose que nos désirs sont parfaitement clairs et sans ambivalence, permettant de pouvoir dire non.



HISTOIRE DU SABOTAGE T. 2, NEUTRALISER LE SYSTÈME TECHNO-INDUSTRIEL

Victor Cachard, Éditions Libre, 300 p., 19 €

En réponse à la domination technologique, le sabotage devient une arme créative d'émancipation. Débrancher, démanteler, désactiver les infrastructures qui gouvernent nos vies sont autant d'actes de neutralisation qui transforment la destruction en affirmation joyeuse.



ANARCHISME ET VIOLENCE

Errico Malatesta, Anar'chronique Éditions, 176 p., 9 €

Les anarchistes n'ont pas d'hypocrisie. Il faut repousser la force avec la force : aujourd'hui contre les oppressions d'aujourd'hui ; demain contre les oppressions qui pourraient tenter de se substituer à celles d'aujourd'hui. Nous voulons la liberté pour tous.



LA MYSTIFICATION PATRIARCALE

Francine Sporenda, Éditions Libre, 300 p., 22 €

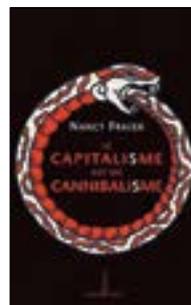
Ce livre déboulonne quelques-uns des principaux mythes – parmi lesquels la pulsion masculine incontrôlable, l'homme protecteur, l'émotivité supérieure des femmes ou le féminisme « puritain » – qui facilitent la perpétuation du plus ancien système de pouvoir.



LE CHŒUR DES SARDINIÈRES

Léah Touitou, Max Lewko, BD, Éditions Steinkis, 138 p., 20 €

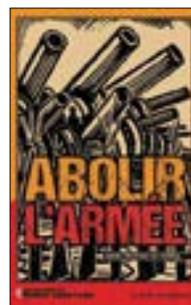
Mona est ouvrière dans l'une des usines de sardines de Douarnenez. Elle vit au rythme de la cloche et de l'arrivée des bateaux de pêche quand une poignée de sardinières se soulève et déclare la grève. Mona commence à rêver d'un autre avenir.



LE CAPITALISME EST UN CANNIBALISME

Nancy Fraser, Agone, 285 p., 21 €

Nancy Fraser ne pointe pas seulement les impasses du capitalisme mais aussi celles de certains mouvements d'émancipation : au lieu de s'en prendre séparément à des maux sociaux, les luttes antiracistes, féministes, écologiques et politiques devraient comprendre leurs convergences pour s'attaquer à la société capitaliste dans son ensemble.



ABOLIR L'ARMÉE

Union pacifiste de France (UPF), Éditions du Monde libertaire, 240 p., 10 €

Nous ne sommes pas nombreux à militer pour l'abolition de l'armée. Le raisonnement est simple. Les guerres se faisant avec des militaires (un peu de professionnels et beaucoup de chair à canon prolétaire), si on supprime les militaires, il n'y aura plus d'armée et, normalement, plus de guerre !



PLATEFORMES. LA COLONISATION DU TRAVAIL ET DE LA DÉMOCRATIE

Stéphane Le Lay, Fabien Lemozy, Éditions de l'Atelier, 248 p., 21.50 €

Ce livre est une réflexion sur les activités liées aux plateformes numériques ainsi que sur les évolutions sociales et politiques qu'apporte l'introduction de technologies sophistiquées dans l'organisation du travail.

GRILLE DES PROGRAMMES

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
11 h 00 - Lundi Matin	10 h 30 - Un classique, s'il vous plaît ! (Quinzomadaire)	09 h 30 - L'entonnir	11 h 00 - Livres en luttés (1er)	11 h 30 - Médias et antifascisme (2ème) (4ème)	08 h 00 - Réveil hip-hop	10 h 00 - Un peu d'air frais (1er) (2ème-4ème)
13 h 00 - C'est là que ça se passe (Quinzomadaire)	12 h 30 - Remue-ménages féministe	10 h 30 - Un rayon de soleil (2ème-4ème-5ème)	- Parcours d'artistes (2ème) (3ème) (4ème)	14 h 30 - Les oreilles libres	10 h 00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier (1er-5ème) (4ème)	12 h 00 - Folk à lier
14 h 30 - Ondes de choc	15 h 00 - Dépêchez vous de rester jeune ! (Quinzomadaire)	12 h 30 - Compositrices (1er)	- Le nucléaire et son monde (2ème) (3ème) (4ème)	16 h 30 - La rage dedans (Quinzomadaire)	14 h 00 - Tempête sur les planches (2ème-4ème-5ème)	14 h 00 - Tempête sur les planches (2ème-4ème-5ème)
16 h 00 - Troux Noirs	17 h 00 - En veux-tu ? En voilà ! (Quinzomadaire)	14 h 00 - Fiermardise et réveil mots (1er)	12 h 00 - Faites-nous des chansons	17 h 30 - Radio espéranto	15 h 30 - On a déjà traité le sujet (1er)	15 h 30 - On a déjà traité le sujet (1er)
18 h 00 - Les mangeux d'terre (1er) (2ème) (3ème) (4ème)	18 h 00 - Idéaux et débats (Quinzomadaire)	- Radio Tisto (2ème-4ème)	- Bibliomanie	19 h 00 - Des Droits et des hommes (1er-5ème)	15 h 30 - Deux sous de scène (3ème)	15 h 30 - Deux sous de scène (3ème)
- La société dans tous ses états (3ème) (4ème)	- Pas de Quartiers (Quinzomadaire)	- Des cailloux dans l'engrenage (3ème-5ème)	- Et pourtant elle existe cette Littérature... (3ème)	- Au-delà du R.L. (2ème)	17 h 00 - Bulles noires	17 h 00 - Bulles noires (5ème)
- Le tour du Monde Libertaire (1er) (2ème) (3ème) (4ème)	- Le grand soir du mardi (3ème)	16 h 00 - Le Ferré Club	18 h 00 - Si vis pacem (Quinzomadaire)	- L'antenne du social (3ème)	19 h 00 - Tribuna latinamericana (Quinzomadaire)	17 h 00 - Le mélange
19 h 30 - Le monde merveilleux du travail (1er-3ème-5ème) (2ème)	19 h 30 - Paname's not dead (1er-2ème-4ème-5ème)	17 h 00 - Au fil des pages... (2ème-4ème)	- Jazzlib' (première partie) (1er-3ème)	21 h 00 - Les amis d'Orwell (Quinzomadaire)	18 h 30 - Contre-bandes (Une semaine sur 4)	18 h 30 - Y a de la fumée dans le poste (Quinzomadaire)
- Chroniques d'ailleurs (2ème)	20 h 30 - Radiolibertaria : ETPRECI 75- (1er)	- Soul Power (3ème)	- Jeudi noir (2ème-4ème)	- The post non radio show (Quinzomadaire)	21 h 00 - Tormentor (Quinzomadaire)	20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème-4ème-5ème)
21 h 00 - Les muses s'amuseent (1er)	20 h 30 - Radiolibertaria : EDUC 93 (2ème)	18 h 30 - Femmes libres	20 h 30 - Jazzlib' (seconde partie) (1er-3ème)	22 h 30 - Radio X (1er-3ème)	19 h 00 - Tormentor (Quinzomadaire)	20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème-4ème-5ème)
- Le proton se rebiffe (3ème)	- Radiolibertaria : PTT RP (3ème)	- Carapatage (1er-3ème)	- Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème)	00 h 00 - Sure shots (1er)	19 h 00 - Tribuna latinamericana (Quinzomadaire)	22 h 00 - Rudie's back in town (Quinzomadaire)
- La Rue Cause (4ème)	- Radiolibertaria : Sévices publics (4ème)	- Orage mécanique (2ème)	- Musiques en lutte (4ème)	- Nuit Léo (2ème-4ème)	19 h 00 - Contre-bandes (Une semaine sur 4)	22 h 00 - Rudie's back in town (Quinzomadaire)
22 h 30 - Nuit noire (1ère partie) (Quinzomadaire)	- Radiolibertaria : des syndicats CNT (5ème)	- Paradoxal Système (4ème)	22 h 00 - Epsilonia	- Radio X (3ème)	21 h 00 - Tormentor (Quinzomadaire)	22 h 00 - Rudie's back in town (Quinzomadaire)
00 h 30 - Nuit noire (2ème partie) (Quinzomadaire)	22 h 30 - Blues en liberté	22 h 30 - Blues en liberté				22 h 00 - Seppuku (Quinzomadaire)

<https://radio-libertaire.org>
Tél. studio : 01 43 71 89 40

Siège social : Publico - 145 rue Amelot 75011 Paris

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails
@federation-anarchiste.org
sont abrégées en
@fede...

00 NOMADES

Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

01 AIN

Liaison Saint-Julien-sur-Reyssouze
divad427@gmail.com

02 AISNE

Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/

• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09

• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@
wanadoo.fr

Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.
lautre.net

Groupe Oaï
oaï@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

Groupe l'entraide.
lentraide@fede...

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS

Groupe Proudhon
CESL - c/o Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon

• Librairie l'Autodidacte
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

Liaison Audierne
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD

Groupe Delgado Granado
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
gr.delgado-granado@proton.me

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
c/o Les Chats Noirs Toulousains
270 avenue de Muret
31300 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
http://cerclibertairejb.
wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclibertairejb33
@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT

Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

Groupe Michel la Louise
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Groupe Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Tours
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Liaison anarcho-syndicaliste
Fernand Pelloutier
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims-Ardenne
reims@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

Groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/
FA.Lorient/

57 MOSELLE

Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD

Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE

Liaison anarcho-syndicaliste
L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

Groupe « Enza Siccardi »
Cournon-Auvergne
enza-siccardi63@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES

Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

67 BAS-RHIN

Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 - RHÔNE

Liaison Commune de Lyon
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE

Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès
71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-liber
taire.com

74 HAUTE-SAVOIE

Groupe Alp'Anar
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui
@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard

vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX^e
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME

Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN

Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...
www.fa85.org

86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE

Liaison 87
LiaisonFA87@proton.me

92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionysité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille
@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Élisée Reclus
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE

Liaison 95
liaison95@fede...

BELGIQUE

Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant
@fede...

SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...



Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations
sur ces groupes, sur leurs blogs,
leurs sites, leurs librairies,
leurs activités
www.federation-anarchiste.org



n° 1823 décembre 2020



n° 1824 janvier 2021



n° 1825 février 2021



n° 1826 mars 2021



n° 1827 avril 2021



n° 1828 mai 2021



n° 1829 juin 2021



n° 1830 été 2021



n° 1831 septembre 2021



n° 1832 octobre 2021



n° 1833 novembre 2021



n° 1834 décembre 2021



n° 1835 janvier 2022



n° 1836 février 2022



n° 1837 mars 2022



n° 1838 avril 2022



n° 1839 mai 2022



n° 1840 juin 2022



n° 1841 été 2022



n° 1842 septembre 2023



n° 1843 octobre 2022



n° 1844 novembre 2022



n° 1845 décembre 2022



n° 1846 janvier 2023



n° 1847 février 2023



n° 1848 mars 2023



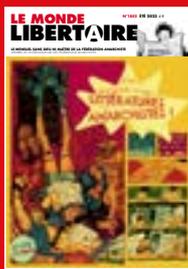
n° 1849 avril 2023



n° 1850 mai 2023



n° 1851 juin 2023



n° 1852 été 2023



n° 1853 septembre 2023



n° 1854 octobre 2023



n° 1855 novembre 2023



n° 1856 décembre 2023



n° 1857 janvier 2024



n° 1858 février 2024



n° 1859 mars 2024



n° 1860 avril 2024



n° 1861 mai 2024



n° 1862 juin 2024



n° 1863 été 2024



n° 1864 septembre 2024



n° 1865 octobre 2024



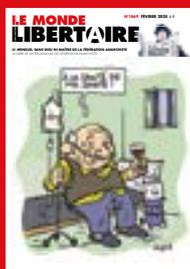
n° 1866 novembre 2024



n° 1867 décembre 2024



n° 1868 janvier 2025



n° 1869 février 2025



n° 1870 mars 2025



n° 1871 avril 2025